



UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,  
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

LE MAGAZINE

CINÉMA FESTIVAL DE CANNES  
CONTRE MOSTRA DE VENISE

ANGELO RINALDI  
L'IMPOSSIBILITÉ D'UNE ÎLE

# Le Monde

## WEEK-END

SAMEDI 24 AOÛT 2024 - 80<sup>e</sup> ANNÉE - N° 24772 - 5,20 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

# Kamala Harris veut incarner des Etats-Unis réconciliés et optimistes

► La candidate à l'élection présidentielle américaine a conclu la convention démocrate, jeudi 22 août, par un discours empreint de confiance

► « Je vois une nation prête à aller de l'avant, prête à franchir la prochaine étape de l'incroyable aventure qu'est l'Amérique », a-t-elle déclaré

► Passant sous silence son rôle auprès de Joe Biden, la vice-présidente se présente sous un jour nouveau, plus moderne et énergique, devant les Américains

PAGES 2-3



A la convention nationale démocrate, au United Center de Chicago (Illinois), le 22 août. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

## Macron à la recherche d'un premier ministre

LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT, à partir de vendredi 23 août, l'ensemble des partis représentés au Parlement, sept semaines après des élections législatives anticipées qui devaient permettre de « clarifier » la situation politique, et qui se sont soldées par une défaite de son camp. Une nomination à Matignon devrait intervenir « assez rapidement après ces rencontres », assure-t-on à l'Elysée. Candidate à ce poste pour le Nouveau Front populaire, Lucie Castets a fait ses débuts en meeting, jeudi, devant les écologistes.

PAGE 10

## Gouvernement : les limites de la gestion des affaires courantes

LE GOUVERNEMENT démissionnaire de Gabriel Attal a atteint, vendredi 23 août, son trente-neuvième jour de gestion d'un fonctionnement minimal de l'Etat. Du jamais-vu en France depuis la seconde guerre mondiale

PAGE 9

**Ukraine**  
Entre Kiev et Moscou, des pourparlers secrets et sans issue

PAGE 4

**Paris 2024**  
La mue des sites de compétition pour les Jeux paralympiques

PAGE 15

**Education**  
Pacte enseignant : le privé surreprésenté dans le second degré

PAGE 12

## International Comment Vladimir Poutine a repris l'Afrique en main

Après la mort du patron de Wagner, Evgueni Prigojine, en août 2023, le Kremlin a tout mis en œuvre pour récupérer les filiales du groupe sur le continent. Dernier volet de notre série

PAGES 6-7

**ÉDITORIAL**  
CONTRE LA MPOX,  
L'URGENCE  
VACCINALE  
POUR L'AFRIQUE

PAGE 23



PLUS DE 50  
LITERIES EXPOSÉES

Lit coffre fabriqué en France à partir de 990 €

**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

LE PLUS GRAND ESPACE LITERIE À PARIS

André Renault, Bultex, Dunlopillo, Emma, Epeda, Simmons, Tempur, Teca... les grandes marques au meilleur prix

Paris 15 : 66 rue de la Convention • 01 40 59 02 10 • 7J/7 • M° Charles Michels  
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes • 01 43 41 80 93 • M° Nation  
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : toutes nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

**l'été en séries**

## Successions, saison III Les Ricard

Dans le clan qui a donné son nom au deuxième groupe mondial de spiritueux, « le groupe passe en premier »

PAGES 18-19

## A nos amours perdues

L'ex révélateur ou comment certaines histoires amoureuses nous transforment à jamais

PAGE 20



VINCENT CAPMAN/« PARIS MATCH »/SCOOP

M 00146 - 324 - F. 5,20 €

Algérie 220 DA, Allemagne 4,70 €, Andorre 4,20 €, Autriche 4,40 €, Belgique 5,50 €, Espagne 4,10 €, Grèce 4,10 €, Guadeloupe-Martinique 3,90 €, Italie 4,10 €, Luxembourg 5,60 €, Maroc 30 DH, Pays-Bas 4,50 €, Portugal cont. 4,10 €, La Réunion 3,90 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 6,50 DT,



CHICAGO (ILLINOIS) - envoyé spécial

Soixante-quatorze jours. C'est le temps qu'il reste à Kamala Harris d'ici à l'élection présidentielle du 5 novembre. Un sprint qui va durer une éternité, où tout peut se passer après son triomphe lors de la convention démocrate qui a validé son investiture avec le traditionnel lâcher de ballons bleu, blanc, rouge, jeudi 22 août.

A 21h30, heure de Chicago (Illinois), la candidate est apparue sur scène, tailleur-pantalon sombre et sourire éclatant, devant la foule des délégués habillés de blanc et criant « USA ». « *Le chemin qui m'a conduite ici ces dernières semaines était sans doute inattendu. Mais je ne suis pas étrangère aux voyages improbables* », a commencé M<sup>me</sup> Harris. Celle qui a remplacé en juillet au pied levé Joe Biden veut proposer aux Etats-Unis une « *nouvelle voie* », qui semblait bien incertaine il y a à peine un mois, lorsque Donald Trump paraissait à la convention républicaine de Milwaukee (Wisconsin) : « *Je vois une nation prête à aller de l'avant, prête à franchir la prochaine étape de l'incroyable aventure qu'est l'Amérique* », a proposé M<sup>me</sup> Harris, entourée de drapeaux américains. « *Nous avons bien plus en commun que ce qui nous sépare* », a-t-elle lancé.

Ce nouveau voyage, c'est d'abord le sien, celui d'une fille d'immigrés, dont le père était jamaïcain, professeur d'économie à Stanford, et la mère une scientifique indienne passionnée de biologie. « *Ma mère avait 19 ans lorsqu'elle a traversé le monde seule, voyageant de l'Inde à la Californie avec le rêve inébranlable de devenir la scientifique qui guérirait le cancer du sein* », a déclaré M<sup>me</sup> Harris, qui a raconté son enfance heureuse dans le Golden State, en dépit du divorce de ses parents. Elle incarne l'ascension sociale, le rêve américain accompli au lieu des désillusions des dernières années.

C'est aussi le voyage d'une femme à qui sa mère disait : « *Ne te plains pas d'une injustice, mais fais quelque chose pour y remédier* ». Celui d'une femme à la trempe nécessaire pour être « *commandante en chef* », comme les Américains surnomment le président des Etats-Unis, après avoir été procureure de Californie.

#### JOIE, ESPOIR, LIBERTÉ

Eprise de justice, défendant, selon le récit démocrate, les enfants et les familles expulsées de leur logement, combattant les cartels de la drogue, l'ancienne magistrate dit avoir découvert sa vocation de « *protectrice* » lorsqu'une de ses amies fut agressée sexuellement. « *Ma meilleure amie, Wanda, était triste à l'école et il y avait des moments où elle ne voulait pas rentrer à la maison. Alors, un jour, je lui ai demandé si tout allait bien et elle m'a confié qu'elle était agressée sexuellement par son beau-père, et je lui ai immédiatement dit qu'elle devait venir vivre avec nous. (...) C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis devenue procureure, pour protéger des personnes comme Wanda* », a déclaré M<sup>me</sup> Harris.

Forte de cette personnalité et de ce parcours, la candidate se différencie de Donald Trump et de Joe Biden. Ce dernier est un reflet inversé du premier : défenseur des ouvriers, prosyndicats, né dans une vallée industrielle de la Pennsylvanie, il n'en finit pas de s'opposer au New-Yorkais Trump, héritier d'un promoteur immobilier douteux de Brooklyn. Les deux présidents les plus âgés de l'histoire du pays étaient les produits d'une Amérique sombre, frappée par la désindustrialisation, mal remise de la crise financière de 2008 et marquée par les divisions croissantes entre Blancs et minorités. Joe Biden, en dépit de ses promesses, n'a pas réussi à réconcilier l'Amérique.

Se tournant vers l'avenir, M<sup>me</sup> Harris insiste davantage sur la classe moyenne, concept plus consensuel. « *C'est une affaire personnelle pour moi. Je viens de la classe moyenne* », a-t-elle déclaré. Sa vision est plus heureuse, et sa désignation a permis une métamorphose subite du Parti démocrate. Kamala Harris fait une campagne autour de trois mots : joie, espoir,



La candidate démocrate à la présidentielle américaine, Kamala Harris, lors de la convention nationale du parti, à Chicago, le 22 août. CHARLY TRIBALLEAU/AFP

# Harris, chantre d'une Amérique réconciliée et optimiste

La candidate démocrate à l'élection présidentielle de novembre a vanté « une nation prête à aller de l'avant », jeudi, lors de la clôture de la convention du parti

LA CANDIDATE  
DÉMOCRATE A PARLÉ  
LONGUEMENT  
DES SUJETS  
INTERNATIONAUX  
POUR MIEUX  
ENDOSSER L'HABIT DE  
LA « COMMANDANTE  
EN CHEF » ET  
FUSTIGER TRUMP

liberté. Une campagne « *feel-good* », si l'on ose l'anglicisme.

A la colère, incarnée en 2016 par le sénateur socialiste du Vermont Bernie Sanders et désuète à la convention de 2020, a succédé la « *joie* » célébrée par Tim Walz, le colistier de Kamala Harris venu du Midwest. A la division des minorités qui font valoir leur singularité, le Parti démocrate a substitué un message de réconciliation... et de jeunesse. La convention a certes été marquée par l'apparition des anciens présidents Bill Clinton, Barack Obama et Joe Biden, mais ils ont fait figure de représentants d'un monde révolu, tandis que l'énergie des jeunes gouverneurs et sénateurs, femmes, hommes, Blancs, Noirs, Latinos venus de tout le pays, a montré la vivacité de la relève démocrate.

Si Kamala Harris a pu provoquer ce déclic, c'est parce que le pays a lui aussi changé. L'Amérique de 2016 n'est pas celle de 2024. Peu l'ont vu, se concentrant sur les haines politiques qui déchiraient Washington, mais le pays a résolu de nombreux problèmes en huit ans. Croissance, plein-emploi, hausse des bas salaires, généralisation de l'assurance-maladie et amélioration du système social, l'Amérique est devenue plus humaine.

#### « ILS SONT DINGUES »

La Rust Belt, la « ceinture de la rouille », et ses cols bleus désespérés qui firent la victoire de Donald Trump en 2016, appartient désormais au passé. Avec le plan de réindustrialisation, les investissements ont afflué dans cette région, et l'Amérique du futur ne se résume plus à New York et la côte pacifique : les « *Flyover States* », ces Etats qu'on survolait sans les visiter, connaissent une renaissance. « *Notre nation, avec cette élection, a une précieuse et fugace opportunité de dépasser l'amertume, le cynisme et les batailles conflictuelles du passé. Une chance de tracer une nouvelle voie à suivre. Non pas en tant que membres d'un parti ou d'une faction en particulier, mais en*

*tant qu'Américains* », a proposé M<sup>me</sup> Harris, qui a assuré sous les applaudissements : « *Je promets d'être une présidente pour tous les Américains*. »

La guerre culturelle, le « *wokisme* » combattu par les républicains, s'estompé peu à peu. En revanche, l'avortement reste un sujet décisif et les démocrates ne cèdent rien. Accusant Donald Trump de vouloir mener une politique contre l'interruption volontaire de grossesse (IVG), Kamala Harris a lancé : « *Ils sont dingues*. » Puis, elle a promis de rétablir le droit fédéral à l'avortement, tout comme elle a promis une loi sur la frontière et l'immigration, torpillée par Donald Trump, et a fait scander à la foule : « *On ne retournera pas en arrière*. » Le Parti démocrate a, habilement, étendu le sujet majeur du combat en faveur de l'IVG à celui de la procréation médicalement assistée – combattue par certains Etats républicains au nom de la protection de l'embryon –, un thème moins clivant au sein des familles.

#### RENFORCER L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Le discours de M<sup>me</sup> Harris a marqué une rupture inattendue dans les débats de la convention. Les sujets internationaux avaient été complètement occultés, laissant craindre un repli de l'Amérique. Elle en a parlé longuement pour mieux endosser l'habit de la « *commandante en chef* » et fustiger Donald Trump. L'ancien président républicain a d'abord été une nouvelle fois critiqué pour avoir traité les soldats américains enterrés dans les cimetières d'Europe de « *losers* ».

M<sup>me</sup> Harris a ensuite mis en garde contre son retour. « *Donald Trump n'est pas un homme sérieux, mais les conséquences de remettre Donald Trump à la Maison Blanche sont extrêmement graves* », a-t-elle développé, accusant son adversaire de ne vouloir servir qu'une personne : « *lui-même* ». Elle lui a reproché de vouloir abandonner l'OTAN, de « *rouler pour les dictateurs, car il veut lui-même être un autocrate* » et a pro-

mis, au contraire, de renforcer l'Alliance atlantique et de soutenir l'Ukraine.

« *Montrons au monde ce que nous sommes* », a-t-elle lancé, vantant une Amérique impliquée dans les affaires internationales, défendant la liberté et les valeurs démocratiques. A 22h11, M<sup>me</sup> Harris a réussi son examen de passage, bientôt noyée sous les ballons bleus, blancs, rouges et les confettis.

Cette euphorie, traditionnelle à l'issue des conventions, ne doit pas occulter les risques. Rien n'est gagné, les sondages donnant à Kamala Harris une avance inférieure à celle de Hillary Clinton et Joe Biden avant les élections de 2016 et 2020. L'ancienne speaker de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, l'a rappelé à la presse jeudi : « *Nous avons une excellente candidate, mais rien ne compte si nous ne l'élisons pas*. »

Des hypothèques pèsent encore sur Kamala Harris, qui ne s'est toujours pas soumise aux questions de la presse et devra affronter Donald Trump en débat, au moins le 10 septembre sur ABC à Philadelphie. Leur but : forcer M<sup>me</sup> Harris à éclaircir certaines de ses positions, alors que la candidate essaie manifestement de conserver l'aval de la gauche du parti tout en convoitant les électeurs centristes. Elle a peu parlé du climat ou de la Chine. Ses propositions économiques (aide au logement, prime à la naissance, contrôle des marges des entreprises) ont été accueillies fraîchement et ne résolvent pas le problème des déficits hors de contrôle.

Mais Kamala Harris surfe sur une vague d'optimisme que le pays n'avait pas connue depuis la campagne victorieuse d'Obama en 2008. Les anciens savent que la belle image n'est pas suffisante. « *Ne vous méprenez pas. C'est bien d'avoir une femme de couleur, mais pour gagner, nous devons traiter ces questions abordées lors du dîner familial* », a mis en garde M<sup>me</sup> Pelosi. « *Quand nous nous battons, nous gagnons* », ont scandé M<sup>me</sup> Harris et ses partisans. ■

ARNAUD LEPARMENTIER



# La mue de la candidate à la convention démocrate

La vice-présidente se présente sous un jour nouveau et passe sous silence son rôle auprès de Joe Biden

## ANALYSE

WASHINGTON - correspondant

Unité, optimisme, énergie impressionnante, mobilisation résolue : la convention démocrate à Chicago, dans l'Illinois, constitue une réussite. L'exercice, dépourvu de tout suspense au sujet de l'investiture de Kamala Harris, relevait du spectacle politique festif et du concours oratoire. Il n'était pas question de sujets de fond complexes, mais d'intentions affichées et de professions de foi, dans une sorte de messe progressiste. Détail révélateur, le texte programmatique du parti n'avait même pas été actualisé et évoquait encore un second mandat à venir de Joe Biden.

La finalité de la convention était de poser les bases d'un récit électoral et de confirmer la dynamique en cours. Elle est surtout parvenue à un prodige, en matière de communication politique : la réinvention de Kamala Harris, à 59 ans. Figure sortante de l'administration, la voilà symbole de nouveauté, incarnation d'un espoir transformatif. Vice-présidente engoncée dans un rôle trop contraint, la voilà immaculée, rebaptisée, engagée dans une autre interprétation, seule en scène, y prenant un plaisir évident. Kamala Harris a manqué, par deux fois, son rendez-vous avec le peuple américain : d'abord lors des primaires démocrates, en 2019, puis comme vice-présidente, une période où elle a beaucoup tâtonné sans trouver sa voie. La voilà bénie d'une nouvelle chance, comme si les deux précédentes n'avaient pas existé.

Ce rendez-vous de la famille démocrate, du lundi 19 au jeudi 22 août, avait été précédé par des semaines intenses de fébrilité et de réévaluation, en raison du changement de candidat. Cela paraît si lointain – un mois déjà ! –, mais de nombreux cadres démocrates, angoissés par les vulnérabilités de Kamala Harris, défendaient en juillet le principe d'une convention ouverte, précédée d'une vraie compétition télévisée entre prétendants. Un risque trop grand, si proche de l'échéance électorale. Une fois le retrait de Biden acquis, il fallait une discipline et une vigueur sans faille. La promotion éclair de la vice-présidente, puis de son colistier, Tim Walz, le gouverneur décapant du Minnesota, a été accueillie avec soulagement et espoir au sein du parti, rapidement conforté par une vague favorable de sondages nationaux et dans les Etats-clés.

À Chicago, Joe Biden a pris la parole le premier soir, lundi, à une heure indue. Il a mis toute son énergie restante à détailler son bilan favorable. Il a été très applaudi, puis accompagné vers la sortie sous les clameurs, « canard boiteux » (*lame duck*, président en fin d'exercice) avançant vers son crépuscule. Embaumé vivant et déjà relégué dans la vitrine de l'histoire, que l'on revisite à l'occasion. « *Forward* » (« en avant ») est la formule-clé de la campagne. Ce

mouvement vif, impitoyable, est à couper le souffle. Il fut particulièrement clair dans la soirée du mardi, lorsque Michelle Obama puis son époux, Barack, enflammèrent la salle par leur charisme et leur catéchisme civique.

L'ancienne première dame – talent rare sur scène – fut impitoyable et mordante. Ne citant même pas Joe Biden, elle inscrivit la nouvelle candidate démocrate dans sa famille de cœur. « *Kamala Harris et moi avons construit nos vies sur les mêmes valeurs fondatrices* », dit-elle, distinguant la possibilité de « *vaincre les démons de la peur, de la division et de la haine qui ont consumé* [les Américains] ». Une phrase jaillit au début de son propos : « *Amérique, l'espoir fait son retour !* » Une formule à la fois classique et cruelle pour le président actuel, disant en creux que son mandat fut une parenthèse, une simple respiration après le chaos des années Trump.

Barack Obama, lui, parla longuement de son « *ami* », qui fut son ancien vice-président pendant huit ans. « *L'histoire se souviendra de Joe Biden comme d'un président remarquable qui défendit la démocratie à un moment de grand danger* », dit-il. Un hommage sincère mais expéditif, ne mentionnant pas les ambitions réformatrices de l'actuel occupant du bureau Oval. Seul Bill Clinton, le lendemain, vestige d'un passé démocrate précédant l'apparition d'Internet, rappela d'une voix devenue si fragile les accomplissements de son lointain successeur, face à l'épidémie de Covid-19 et en matière de création d'emplois.

### Seul le futur semble importer

L'heure est à la mobilisation. Meurtri personnellement par la victoire de Donald Trump, en 2016, au terme de ses deux mandats, Barack Obama voit le scrutin du 5 novembre comme un rendez-vous dramatique pour le pays. C'est aussi pour lui une forme de revanche possible, portée par une femme noire (père né en Jamaïque, mère en Inde) qui compte proposer aux Américains une réinterprétation de son mouvement volontariste, résumé par ses trois mots fameux : « *Yes we can.* »

La prudence s'impose toutefois. La réinvention de Kamala Harris n'est pas une entreprise achevée et facile. Elle implique pour l'instant un refus de l'obstacle médiatique et l'évitement de toute contradiction appuyée. La véritable réaction chimique se mesurera au fil de la campagne et des épreuves de celle-ci, comme le débat télévisé face à Donald Trump, le 10 septembre. Mais d'ores et déjà les bases ont été posées, grâce, notamment, à la convention de Chicago.

L'idée de rupture symbolique – et non programmatique – est privilégiée au détriment de la continuité, et l'espoir au détriment de l'expérience, puisque cette expérience de vice-présidente représente un argument ambigu. Jusqu'au retrait de Joe Biden, Kamala Harris apparaissait au même niveau que lui dans les sondages, sous les 40 % d'approbation. Pour l'heure, les républicains ne parviennent pas à la renvoyer à leur bilan commun.

Les vidéos diffusées aux délégués pendant la convention n'insistaient pas sur la présence de Kamala Harris aux côtés du président à la Maison Blanche lors des crises majeures. Rien sur ses déplacements à l'étranger. Seul le futur semble importer, là où Joe Biden répétait de façon lassante qu'il comptait « *finir le travail* » au

cours d'un second mandat. Cette stratégie ne convaincra pas tous les Américains, loin de là, et surtout pas ceux qui sont focalisés sur la hausse des prix depuis quatre ans. Mais le pari se défend. Pour gagner, il faut des racines et des ailes. Les ailes sont une promesse d'émancipation et de justice faite à l'Amérique. Une promesse qui postule l'existence d'une majorité pragmatique dans le pays, ne se retrouvant pas selon les lignes partisans classiques, mais rejetant l'extrémisme de Trump.

Les racines, elles, ont été mises à nu, lors de cette convention, par des choix intéressants. Le premier fut l'insistance sur le passé de procureure générale de Californie (2011-2017) dont s'enorgueillit la candidate, qui fut aupa-

**L'IDÉE DE RUPTURE SYMBOLIQUE EST PRIVILÉGIÉE AU DÉTRIMENT DE LA CONTINUITÉ, ET L'ESPOIR AU DÉTRIMENT DE L'EXPÉRIENCE**

ravant magistrate à San Francisco. Il s'agissait de montrer sa détermination face aux criminels endurcis et de rejeter les accusations classiques de laxisme chez les conservateurs. La peine qui sera sans doute prononcée, le

18 septembre, à New York, par le juge Juan Merchan contre Donald Trump, dans le cadre de sa condamnation au pénal, risque de renforcer ce fil narratif.

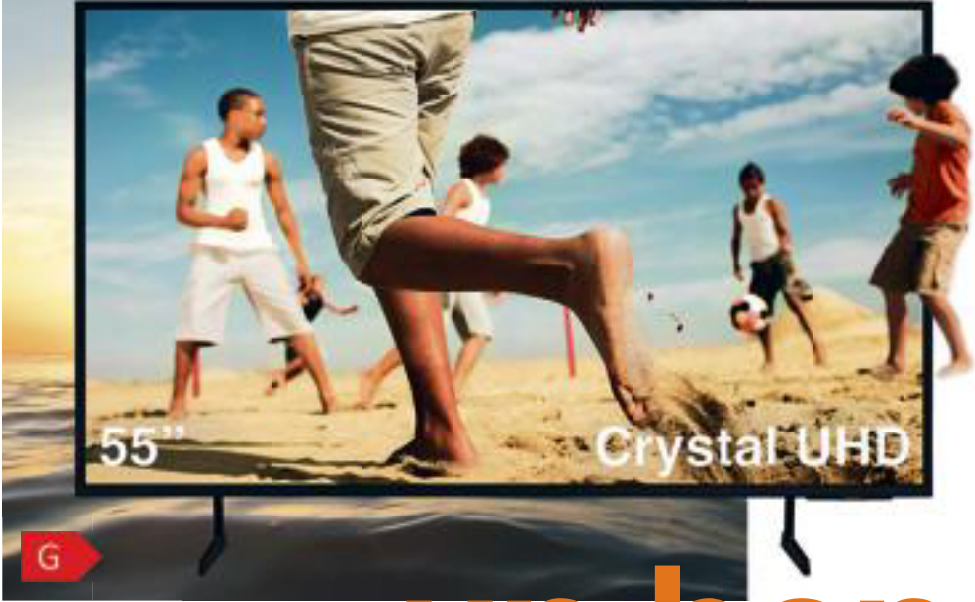
Le second choix fut le moment Doug Emhoff. Le mari de Kamala Harris livra à la tribune une prestation séduisante et décontractée, le 20 août, racontant la face intime de la candidate, son caractère, la naissance de leur couple, les réunions de famille recomposée. Cette forme d'exposition sert évidemment à présenter davantage Harris aux Américains. Elle témoigne aussi d'un changement générationnel. En 2015-2016, Hillary Clinton avait insisté sur sa propre compétence, comme si ses émotions constituaient une faiblesse fatale en tant que femme, elle qui fut une grande

brûlée des révélations médiatiques sur son couple. Kamala Harris, elle, semble plus alignée avec ce qu'elle est.

« *J'adore ce rire !* », lança Doug Emhoff. Un rire devenu motif de sarcasme chez Donald Trump, lui qui a l'habitude d'attaquer ses adversaires sur leur physique. Outre sa formidable autodérision, Doug Emhoff projeta l'image d'une masculinité sereine et apaisée, s'épanouissant dans le succès de sa partenaire, verbalisant son amour et son admiration. En face, Melania Trump est absente de la campagne de son mari. En juillet, au dernier jour de la convention républicaine, elle s'était contentée d'une apparition muette en tribune, figure marmoréenne presque indifférente. ■

PIOTR SMOLAR

# Ça c'est



# un bon programme

Prolongez le plaisir des vacances  
**TV Samsung connectée Crystal UHD 55" <sup>(1)</sup>**

**99 €**  
au lieu de 549 €  
(prix constaté sur internet <sup>(2)</sup>)  
**avec la Fibre Orange**

**Disponible avec la Série Spéciale Livebox Fibre + Smart TV à 45,99 €/mois, pour les nouveaux clients Fibre.**

Offre soumise à conditions du 22/08 au 11/09/2024, valable en France métropolitaine sous réserve d'éligibilité. Engagement 24 mois. Livraison de la TV après la mise en service de l'accès fibre. Frais de résiliation : 50 €. (1) Réf. du téléviseur Samsung : 55DU7175. (2) Prix constaté sur le site internet de distributeurs, arrondi à l'unité inférieure, au 05/08/2024 et hors promotion.



est là

**LA VÉRITABLE RÉACTION CHIMIQUE SE MESURERA AU FIL DE LA CAMPAGNE ET DES ÉPREUVES DE CELLE-CI, COMME LE DÉBAT TÉLÉVISÉ FACE À DONALD TRUMP**



# Ukraine-Russie : des pourparlers secrets sans issue

Des négociations sous l'égide du Qatar pour un cessez-le-feu partiel ont été arrêtées par l'offensive sur Kursk

À la veille de sa première visite en Ukraine, vendredi 23 août, le premier ministre indien, Narendra Modi, s'est dit « convaincu qu'aucun problème ne peut être résolu sur un champ de bataille ». Son déplacement à Kiev, le premier depuis le début de l'invasion russe, intervient alors que les troupes ukrainiennes poursuivent leur offensive en Russie, où elles affirment contrôler 1 263 kilomètres carrés et 93 localités.

Début juillet, M. Modi avait déclenché la colère de Volodymyr Zelensky, après avoir été photographié en train d'êtreindre Vladimir Poutine, lors d'un déplacement à Moscou, au moment même où un hôpital pour enfants venait d'être bombardé à Kiev. En Ukraine, il entend discuter avec le président ukrainien des « perspectives de règlement pacifique du conflit ukrainien en cours ».

Un « règlement pacifique » semble encore loin. Des pourparlers indirects, tenus dans le plus grand secret, ont toutefois eu lieu ces derniers temps entre l'Ukraine et la Russie, a révélé le *Washington Post*, le 17 août. L'objectif était de négocier un « accord historique mettant fin aux frappes sur les infrastructures énergétiques et électriques des deux côtés », l'équivalent d'un « cessez-le-feu partiel et un sursis aux deux pays ». Des délégations russe et ukrainienne devaient se rencontrer à Doha, fin août, mais l'incursion ukrainienne dans la région de Kursk, lancée le 6 août, en a interrompu le processus. « La Russie n'a pas annulé les pourparlers, elle a dit qu'il fallait attendre un peu », précise le quotidien américain.

Une source proche du dossier confirme au *Monde* l'existence de ces pourparlers. L'idée a émergé après la conférence sur la paix en Ukraine, qui s'est tenue mi-juin, en Suisse. « Le Qatar a proposé d'accueillir des négociations sur l'énergie et souhaitait que la Russie et l'Ukraine y participent pour obtenir des résultats concrets et tangibles. Mais la récente escalade [l'incursion ukrainienne à Kursk] a reporté cette décision jusqu'à nouvel ordre. Les pourparlers devaient avoir lieu en présentiel fin août », précise la même source. Le Qatar a déjà servi de médiateur entre les belligérants, afin de libérer des dizaines d'enfants ukrainiens transférés illégalement en Russie ou dans les territoires occupés.

Un diplomate ukrainien précise au *Monde* que son pays « compte beaucoup sur le canal qatari, qui travaille avec toute l'équipe du président Zelensky depuis longtemps ». Ce n'est sans doute pas un hasard si la conférence en Suisse, à laquelle la Russie n'avait pas été invitée, s'est tenue dans le complexe hôtelier alpin du Bürgenstock, propriété d'une chaîne hôtelière qatarie.

Le même diplomate rappelle que « la Russie a tout fait pour saboter » cette conférence et ajoute cette étrange formule, qui semble contredire les efforts entrepris pour négocier avec Moscou : « Cela peut sembler bizarre de dire que négocier la paix sans la Russie est possible, mais, en fait, c'est le cas, et on va y travailler. »

## Etonnement en Ukraine

En juillet, Volodymyr Zelensky avait pourtant ouvert la porte, pour la première fois, à des discussions avec Moscou, en affirmant que « des représentants russes devaient participer » au prochain sommet pour la paix. Les négociations relèveraient-elles d'un simple affichage, un gage de bonne volonté concédé sous la pression, lorsque Kiev était en position de faiblesse avant de lancer son offensive dans la région de Kursk ? « La Russie n'a montré aucun signe attestant de sa volonté de négocier pour mettre fin à la guerre », se borne à dire la source diplomatique ukrainienne.

En Ukraine, les révélations sur l'existence de négociations avec Moscou ont suscité l'étonnement. L'ancien ambassadeur d'Ukraine aux Etats-Unis et en France Oleh Chamchour a estimé que ces pourparlers n'auraient pas dû rester confidentiels. « Faire de leur existence un secret pendant une guerre est totalement inapproprié, a-t-il jugé. Puisqu'il s'agit de questions cruciales pour la société ukrainienne, elle a le droit de connaître notre position et nos attentes. »

**La Russie veut que l'Ukraine cesse d'attaquer ses raffineries, craignant une flambée des prix et des pénuries**



Volodymyr Zelensky, lors du sommet pour la paix en Ukraine, organisé à Bürgenstock, en Suisse, le 16 juin. ALESSANDRO DELLA VALLE/AFP

De son côté, la porte-parole du ministère des affaires étrangères russe, Maria Zakharova, a réfuté l'existence de ces pourparlers. « Aucune négociation directe ou indirecte entre la Russie et le régime de Kiev sur la sécurité des infrastructures civiles critiques n'a eu lieu, aucune n'est en cours », a-t-elle déclaré, le 18 août. Mme Zakharova a pris soin de rappeler l'« offre de paix très généreuse pour la partie ukrainienne » mise sur la table par Vladimir Poutine, à la mi-juin, à savoir « la reconnaissance des réalités territoriales, le renoncement de l'Ukraine à l'OTAN, la levée des sanctions illégales et la fin de la discrimination à l'endroit des citoyens [ukrainiens] russophones ». Toutefois, après l'attaque menée par l'armée ukrainienne dans la région de Kursk, cette offre est caduque. Il n'y a « rien à discuter » avec l'Ukraine, a conclu Mme Zakharova.

Pas de pourparlers de paix avec Kiev tant que les Ukrainiens seront à l'offensive dans la région de Kursk, a confirmé, le lendemain, Iouri Ouchakov, conseiller diplo-

matique du Kremlin. « A ce stade et compte tenu de cette équipée, nous ne discuterons pas », a-t-il déclaré. Selon lui, les propositions de Vladimir Poutine, qui demande à Kiev de retirer son armée de quatre régions ukrainiennes annexées par Moscou (Donetsk, Louhansk, Zaporijia, Kherson), « n'ont pas été annulées, mais il serait tout à fait inapproprié de démarrer un processus de négociation à l'heure actuelle ». Le calendrier d'éventuelles négociations « dépendra de la situation, y compris sur le champ de bataille », a-t-il ajouté.

## L'essence, nerf de la guerre

« L'offre de paix très généreuse » de Vladimir Poutine est le nouvel élément de langage des diplomates russes, qui l'utilisent à l'envi. Le 12 août, le chef du Kremlin avait exclu publiquement toute perspective de discussions : « Quel genre de négociations pouvons-nous même envisager avec des gens qui frappent sans discernement des civils, des infrastructures civiles ou qui menacent les installations nucléaires ? » A Mos-

cou comme à Kiev, l'offensive sur Kursk est vue comme une tentative de l'Ukraine de renforcer sa position dans la perspective de futures négociations.

A première vue, la posture russe n'a pas varié d'un iota, Moscou continue de proposer à Kiev une capitulation aux conditions édictées par le chef du Kremlin, plutôt qu'une négociation. La Russie veut néanmoins que l'Ukraine cesse d'attaquer ses raffineries, craignant une flambée des prix et des pénuries. En retour, Kiev souhaite que l'aviation et l'artillerie russes cessent de bombarder ses infrastructures électriques.

Côté russe, l'essence est le nerf de la guerre ; or, les attaques ukrainiennes des raffineries russes compromettent les approvisionnements de l'armée. Les prix de l'essence et du diesel ont augmenté de 8 % à 23 %, selon des sources à Moscou. Preuve que cette situation embarrasse le Kremlin, le gouvernement vient de prolonger jusqu'au 31 décembre le moratoire en vigueur sur les exportations d'essence et de

diesel, « pour stabiliser le marché des carburants pendant la demande saisonnière, le temps que les réparations soient effectuées dans les raffineries », selon le communiqué officiel.

Pour Kiev, c'est le contraire, l'offensive sur Kursk devrait inciter la partie russe à négocier. « Outre les moyens économiques et diplomatiques, il y a l'outil militaire, a expliqué sur le réseau social X, le 16 août, Mykhailo Podoliak, conseiller du président Zelensky. Dans la région de Kursk, nous voyons clairement comment l'outil militaire est utilisé pour persuader Moscou d'entrer dans un processus de négociation équitable. » Pour que la Russie accepte de « s'engager dans un processus de négociations en vue d'une solution juste, poursuit-il, il faut que les Russes subissent des défaites tactiques sur le terrain ». De son côté, Vladimir Poutine a ordonné que la région de Kursk soit libérée d'ici au 1<sup>er</sup> octobre. ■

GHAZAL GOLSHIRI,  
MARIE JÉGO  
ET FAUSTINE VINCENT

## L'offensive ukrainienne à Kursk s'inscrit dans le temps long

L'objectif militaire consistant à forcer Moscou à ralentir la progression de son armée dans le Donbass n'a pas encore été atteint

L'armée ukrainienne ralentit le rythme de sa progression en territoire russe, commencée le 6 août, mais consolide ses positions le long d'obstacles naturels. Kiev a affirmé, jeudi 22 août, s'être emparé d'un village russe supplémentaire dans la région de Kursk, et d'avoir fait des prisonniers. C'est ce qu'a déclaré le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors d'une visite à Soumy, à quelques kilomètres de la frontière et des combats. Auparavant, l'armée ukrainienne a assuré contrôler 1 263 kilomètres carrés et 93 localités, dont la ville de Soudja, petite localité russe située en zone frontalière.

Le gouverneur militaire de la région de Soumy, Volodymyr Artiouchk, a indiqué à M. Zelensky que le nombre de frappes d'artillerie transfrontalières et de victimes civiles avait diminué sur cette partie de territoire. Mais l'objectif stratégique n'est pas de former une zone tampon pour protéger Soumy. L'opération a

permis à Kiev de démontrer que les forces armées ukrainiennes, acculées dans une posture défensive depuis près d'un an et reculant dans la région de Donetsk, pouvaient reprendre l'initiative et mener une offensive.

Sur le plan politique, l'opération place le président russe, Vladimir Poutine, dans une position inconfortable par rapport à sa population, tandis qu'à l'international le mythe de l'inviolabilité du territoire russe a été mis à mal. « Le concept naïf et illusoire de "ligne rouge" [brandi par] la Russie, qui a dominé l'évaluation de la guerre par certains partenaires, s'est effondré ces jours-ci, quelque part près de Soudja », revendiquait, lundi, M. Zelensky.

Si l'Ukraine espère tenir ce territoire assez longtemps pour en faire une monnaie d'échange, ses forces doivent, néanmoins, « se retrancher et devront tenir très longtemps, car elle n'a pas les moyens de contraindre la Russie à négocier selon son calendrier », juge l'analyste

militaire Michael Kofman dans le podcast « War on the Rocks ».

Pour contraindre la Russie à redéployer vers Kursk une partie de ses forces attaquant la région de Donetsk – principal objectif du Kremlin –, les troupes ukrainiennes « doivent tenir une zone tampon défendable qui ne leur demandera pas d'engager trop de forces, parce qu'elles sont déjà très sollicitées le long du front, et qu'il sera très difficile d'ajouter un front supplémentaire à Kursk, tout en tenant le reste. Et cela entraînera des coûts d'opportunité réels en 2025 », note l'expert américain, qui estime de 15 000 à 20 000 le nombre de militaires engagés dans l'offensive.

Pour gêner la logistique militaire russe, l'aviation et l'artillerie ukrainiennes ont déjà détruit trois ponts enjambant la rivière Seïm, au moyen d'armes américaines (Himars et GBU-39) et françaises (bombes guidées AASM), explique l'analyste militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko. Selon une source ukrainienne, les

alliés de Kiev avaient été tenus au courant avant le lancement de l'offensive sur Kursk. « Il y a un niveau de transparence et de coopération très élevé. Nos services sont étroitement liés avec ceux de nos partenaires. Les Ukrainiens n'auraient pas pu faire cela dans le dos des alliés, vu la complexité de l'opération, les armements utilisés. Tout est fait en coordination avec les Occidentaux, qui nous font confiance », ajoute la même source. C'est sans doute ce qui explique la discrète satisfaction des alliés de Kiev depuis le début de l'offensive.

## Menace nucléaire

En face, Vladimir Poutine est apparu à la télévision à l'image de ses troupes dans la région de Kursk : sur la défensive. Signe que le Kremlin s'attend à ce que l'offensive ukrainienne perdure, des abris antiaériens modulaires ont été installés dans les rues de plusieurs villes. « Aujourd'hui, la mise en place des abris en béton armé a commencé à Kursk », a

écrit sur Telegram le gouverneur régional, Alexeï Smirnov. Les élections locales, prévues début septembre, ont aussi été reportées dans sept municipalités de la région frontalière de l'Ukraine.

Le chef du Kremlin ne s'est pas rendu sur place, mais a réagi, jeudi, en tenant une réunion en visioconférence avec des responsables régionaux. Passant sous silence la lenteur de la réaction militaire, il a accusé l'Ukraine d'avoir essayé de frapper la centrale nucléaire de Kursk. Aucune trace de cette attaque n'a été rendue publique. Depuis plusieurs jours, Moscou agit la menace d'une catastrophe nucléaire sur ce site, alors qu'en 2022 l'armée russe n'avait pas hésité à prendre d'assaut les centrales nucléaires de Zaporijia (alors active) et de Tchernobyl.

Le message du Kremlin est que l'armée doit mener une opération « antiterroriste » pour « expulser » les Ukrainiens hors du territoire russe, mais sans fixer d'échéance. La portée des atta-

ques ukrainiennes est systématiquement minorée. Ainsi, le ministère de la défense russe affirme avoir détruit les drones ennemis dans les oblasts de Volgograd et de Rostov-sur-le-Don.

Mais les images montrent une réalité différente. Le dépôt pétrolier de Proletarsk, près de Rostov, brûle depuis cinq jours après une frappe de drones. Des clichés satellites montrent que la moitié de la base aérienne de Marinovka, près de Volgograd, a été détruite par une attaque de drone, le 19 août. Le 22 août, le ferry *Conro-Trader*, chargé de trente wagons-citernes de carburant à destination de la Crimée, a été détruit dans le port de Kavkaz. D'immenses incendies résultant de ces attaques sont relayés sur les réseaux sociaux. Mais leur fumée ne fait pour l'instant qu'épaissir le brouillard de la guerre dans lequel vivent les Russes. ■

EMMANUEL GRYNZSPAN,  
BENJAMIN QUÉNELLE (MOSCOU,  
CORRESPONDANT) ET F. V.



# L'Inde en colère contre le délabrement des hôpitaux

Après le viol et le meurtre d'une médecin, la Cour suprême souligne les carences des politiques

NEW DELHI - *correspondante*

Quatorze jours après le viol et l'assassinat d'une médecin dans un hôpital public de Calcutta, l'émotion ne retombe pas en Inde. La capitale du Bengale-Occidental est le théâtre de manifestations quotidiennes de médecins, mais aussi de gens de tous horizons venus crier leur indignation après ce crime odieux. Le corps de l'interne âgée de 31 ans, surnommée «*Abhaya*» («*l'intrépide*») pour ne pas dévoiler son identité – la loi l'interdit –, a été retrouvé affreusement mutilé, le 9 août, dans une salle de réunion où elle était venue dormir après une garde de trente-six heures, à défaut d'installation de repos adéquate. Le meurtrier serait un volontaire de la police locale chargé de guider les patients, mais l'enquête se poursuit pour établir les responsabilités au sein de l'hôpital.

La Cour suprême, qui joue un rôle central pour élucider l'affaire et forcer les pouvoirs publics à assurer la sécurité dans les hôpitaux, a entendu, jeudi 22 août, le représentant du bureau central d'enquêtes, le CBI, chargé des investigations depuis le dessaisissement de la police de Calcutta, jugée trop inefficace. Son témoignage, édifiant, révèle une série d'anomalies, d'incohérences et de lacunes de la part de la direction de l'hôpital et des policiers pour tenter de dissimuler le viol et le meurtre et de le maquiller en

suicide. «*Notre enquête est un défi en soi, car le lieu du crime a été modifié*», a expliqué l'avocat du CBI. Il a souligné l'énorme retard pour enclencher les recherches : quatorze heures se sont écoulées entre la découverte du corps et le dépôt de plainte à la police. «*Que s'est-il passé pendant tout ce temps ?*», s'est interrogé le président de la Cour suprême, Dhananjaya Yeshwant Chandrachud. Entre-temps, le corps avait été incinéré, sitôt l'autopsie réalisée. Le directeur, limogé peu après l'assassinat, continue d'être interrogé par les enquêteurs, mais la méfiance est telle que le CBI a obtenu, jeudi, l'autorisation de la justice de le soumettre, avec quatre autres médecins, au détecteur de mensonges.

## Des étudiants surexploités

La Cour suprême a également souligné les défaillances de la cheffe du gouvernement du Bengale-Occidental, Mamata Banerjee, qui est responsable de la police. Elle est critiquée de toute part pour sa gestion de l'affaire et l'état de l'hôpital.

«*La situation des médecins dans les hôpitaux publics de ce pays est épouvantable, mais elle est pathétique au Bengale-Occidental*, témoigne Shouradipta Chandra, médecin à New Delhi, qui a pratiqué seize ans à Calcutta. *Pas de sécurité, pas d'endroit pour se reposer pour les médecins qui travaillent soixante-douze heures d'affilée, des conditions de travail inhumaines. Un système*

*corrompu de la base jusqu'aux chefs. La situation est toujours la même. Année après année, nos cris sont vains.*»

Partout dans le pays, les médecins se sont mis en grève pour dénoncer l'état lamentable des infrastructures publiques. Le gouvernement consacre moins de 2 % du produit intérieur brut à la santé, alors que les besoins sont immenses pour ce pays de 1,4 milliard d'habitants, dont la très grande majorité est pauvre et incapable de se payer des soins dans le secteur privé, réputé de meilleure qualité mais très coûteux. Les hôpitaux fonctionnent en grande partie grâce aux étudiants en médecine, surexploités, qui sont soumis à des horaires de travail insupportables.

A New Delhi, les soignants des principaux établissements publics ont cessé le travail onze jours durant pour demander justice pour leur collègue et exiger des conditions de travail décentes et sécurisées. A l'Institut indien des sciences médicales de New Delhi (AIIMS), immense centre médical

au cœur de la capitale qui reçoit d'habitude plus de 10 000 patients par jour, la situation est devenue extrêmement critique pour les malades en attente de soins. En effet, 90 % des opérations ont été ajournées. Jeudi, la file des admissions, généralement pleine à craquer, était totalement vide, dans les allées, d'ordinaire grouillantes, des hommes et femmes erraient hagards, certains dormant sur les pelouses, d'autres dans les halls des bâtiments à même le sol.

## Patients parfois armés

La veille, réunis sur la place Jantar-Mantar, à Delhi, lieu traditionnel des manifestations, les grévistes avaient affirmé qu'ils ne reprendraient le travail que si le gouvernement s'engageait à présenter une loi définissant des protocoles obligatoires en matière d'équipements et de sécurité. «*Pas de sécurité pas de travail*», pouvait-on lire sur les pancartes brandies par des trentenaires en blouses blanches. Les internes de AIIMS étaient rassemblés derrière une

**« La situation [des médecins] est toujours la même. Année après année, nos cris sont vains »**

SHOURADIPTA CHANDRA  
médecin à New Delhi

grande banderole noire, barrée du slogan «*Justice pour la victime, quand la blouse blanche devient rouge, la société devient noire*».

«*Nous demandons au gouvernement de légiférer. Un texte de loi est prêt sur la prévention des violences depuis 2019, mais il n'a jamais été soumis au Parlement*, explique un interne en neurologie, requérant l'anonymat. *Nous avons besoin de dispositifs applicables à tous les hôpitaux pour sécuriser les hôpitaux, les gardes, notamment la nuit, où il est fréquent de recevoir des patients alcoolisés, violents, et pour doter les équipes*

*médicales d'installations obligatoires, comme les toilettes, les salles de repos avec des lits et des douches, et d'agents de sécurité.*» A ses côtés, sa collègue, interne en dermatologie, explique qu'il lui est arrivé de prendre en charge des patients armés de pistolets.

Jeudi, lors de l'audience consacrée au viol, le président de la Cour suprême a exhorté les médecins dans le pays à reprendre le travail pour éviter une crise sanitaire. Il a rappelé qu'il avait mis en place un groupe d'experts pour améliorer les conditions de travail des personnels soignants.

Son appel a finalement été entendu. «*Les soins aux patients restent notre priorité absolue*», a déclaré, jeudi soir, l'AIIMS, qui a appelé à la reprise du travail. Pour calmer les esprits, le directeur de l'établissement a annoncé l'installation à titre expérimental au département mère-enfant de caméras de vidéosurveillance dotées de la technologie de reconnaissance faciale pour faciliter le contrôle des entrées. ■

SOPHIE LANDRIN

# Au Venezuela, Maduro accroît la répression contre les « fascistes »

Par peur d'être arrêtés, les deux dirigeants de l'opposition qui contestent les résultats de la présidentielle vivent désormais en clandestinité

RIO DE JANEIRO - *correspondance*

Dissimulée sous un pull à capuche noir à l'arrière d'une moto : la cheffe de l'opposition vénézuélienne Maria Corina Machado, 56 ans, a dû se faire discrète afin de participer aux mobilisations de samedi 17 août, revendiquant la victoire d'Edmundo Gonzalez, 74 ans, à l'élection présidentielle du 28 juillet. Ce dernier, qui assure avoir obtenu plus de 60 % des voix contre Nicolas Maduro, a préféré ne pas y assister. Ses milliers de sympathisants ont dû se contenter des affiches de leur candidat, accrochées sur le camion sur lequel M<sup>me</sup> Machado a défilé dans les rues de Caracas.

Depuis le scrutin, les deux leaders de l'opposition vivent dans la clandestinité, redoutant une arrestation. Le 5 août, le parquet vénézuélien a en effet ouvert une enquête criminelle à leur rencontre, notamment pour «*incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs*». Ces dernières semaines, la répression déployée par le gouvernement contre ses adversaires, qu'il accuse d'être des «*fascistes*», s'est encore aggravée. «*Le régime a décidé de persécuter, d'emprisonner et d'as-*

*sassiner des compatriotes*», a dénoncé M. Gonzalez dans une vidéo publiée sur le réseau social X. Cinq de leurs collaborateurs sont, eux, réfugiés depuis cinq mois au sein de la résidence diplomatique argentine et espèrent pouvoir quitter le pays.

D'après les autorités, vingt-sept personnes ont été tuées, 190 blessées et 2400 détenues, dans le cadre des différentes mobilisations depuis le 28 juillet. Parmi les personnes arrêtées, souvent accusées de «*terrorisme*», figurent plusieurs dirigeants des partis d'opposition, 129 mineurs, un prêtre et une dizaine de journalistes, d'après diverses organisations de défense des droits humains.

## « Etouffer toute critique »

Mercredi, le Syndicat national des travailleurs de la presse s'inquiétait du sort de la journaliste Ana Carolina Guaita, du site Internet *La Patilla*, critique du gouvernement, à la suite de son arrestation mardi après-midi. «*Nous ne connaissons pas le lieu de [sa] détention*», se lamentait Marco Ruiz, le président du syndicat à l'Agence France-Presse (AFP).

«*Le régime tente d'étouffer toute critique à son encontre*», regrette Oscar Murillo, coordinateur général de l'ONG Provea, qui défend

des droits humains dans le pays et alerte que le gouvernement prépare «*une série de lois visant à durcir encore plus la répression*».

Jeudi 15 août, l'Assemblée nationale, où le parti de Nicolas Maduro dispose de 256 des 277 sièges, à la suite du boycott des législatives de 2020 par l'opposition, a notamment approuvé une loi visant à réguler les ONG.

Cette loi obligerait ces dernières à obtenir une nouvelle autorisation pour fonctionner légalement dans le pays. Une mesure qui placerait l'avenir des ONG dans les mains du «*pouvoir discrétionnaire des fonctionnaires*», assure M. Murillo qui met également en garde contre un article qui leur interdirait de faire «*la promotion du fascisme, de l'intolérance et de la haine*». Selon lui, ces termes sont «*très vagues*» et pourraient être «*instrumentalisés pour persécuter les défenseurs des droits humains*». Le 13 août, Volker Türk, le haut-

commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, expulsé de Caracas le 15 février, avait exhorté les autorités à «*ne pas adopter ces lois ni d'autres mesures compromettant l'espace civique et démocratique du pays*».

Mais cet appel a été ignoré. Dimanche, au lendemain des mobilisations, M. Maduro a pressé l'Assemblée nationale d'«*adopter très rapidement*» un deuxième projet de loi visant à «*combattre le fascisme*», dont la première lecture avait déjà été validée par les députés en avril. Ce texte permettrait au pouvoir vénézuélien d'interdire des rassemblements qui feraient l'«*apologie*» de cette «*idéologie*» et de dissoudre des organisations qui la «*défendent*».

Jorge Rodriguez, le président de l'Assemblée nationale, ne cache pas vouloir cibler M<sup>me</sup> Machado avec cet arsenal judiciaire. «*C'est fini pour toi, Sayona* [le surnom de M<sup>me</sup> Machado utilisé par le gouvernement en référence au fantôme d'une femme d'une légende vénézuélienne qui apparaît la nuit pour punir les hommes infidèles]», a-t-il menacé le 18 août. «*Il ne faut pas négocier avec le fascisme, il faut l'affronter, il faut le vaincre, il faut le détruire et l'anéantir*».

Le 12 août, M. Rodriguez avait même annoncé qu'il annulerait

les vacances parlementaires pour adopter des lois «*contre la haine, le terrorisme et la propagation d'idées fascistes sur les réseaux sociaux*». Accusé d'«*incitation à la haine*», le réseau social X a été suspendu le 9 août par M. Maduro, pour une durée de dix jours. La réactivation de X était donc prévue pour lundi, mais l'AFP a toutefois rapporté que le réseau restait encore inaccessible sans réseau privé virtuel.

## « Système autoritaire »

«*Maduro suit le chemin du Nicaragua*», note José Natanson, journaliste et politologue spécialiste de l'Amérique latine. Dans le petit pays centraméricain, le gouvernement de Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2007, a progressivement éliminé les espaces d'expression démocratique sans que les pressions internationales ne parviennent à les protéger. *Maduro a analysé la situation au Nicaragua et s'est dit : "Si le Nicaragua a pu transformer sa démocratie en un système autoritaire, pourquoi ne pourrais-je pas en faire autant ?"*»

Pour l'heure, les présidents du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, et de la Colombie, Gustavo Petro, maintiennent ouvert le dialogue avec Caracas en attendant que

le Conseil national électoral (CNE), qui a ratifié la victoire de M. Maduro avec 52 % des voix, rende le détail du décompte des voix public.

Officiellement, le CNE tarde en raison d'un piratage informatique dont il aurait été victime. Début août, le chef d'Etat a saisi le Tribunal supérieur de justice afin de réaliser un audit sur les résultats du scrutin. Jeudi, la Cour suprême a rendu son verdict. Elle «*certifie de manière non contestable le matériel électoral et valide les résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet (...)*. Nicolas Maduro a été élu président de la République bolivarienne du Venezuela pour la période constitutionnelle 2025-2031».

Mais, faute de la publication du détail du décompte des voix, cette décision ne suffira pas pour sortir de la crise. L'opposition conteste l'impartialité de cette institution, dont la présidente est visée par une demande de récusation en raison de ses «*liens politiques*» avec le parti au pouvoir. La veille même de la sentence, M<sup>me</sup> Machado et M. Gonzalez avaient publié une lettre ouverte sur le réseau social X, avertissant qu'ils la considéraient comme «*nulle et non avenue*». ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA



# Vladimir Poutine reprend l'Afrique en main

« LA RUSSIE À LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE » 313 Après la mort du patron de Wagner, Evgueni Prigojine, le 23 août 2023, le Kremlin va tout mettre en œuvre pour récupérer et faire prospérer les différentes branches de la milice sur le continent africain. De nouveaux contingents de paramilitaires y débarquent et les différents services de renseignement se mettent au travail

Deux jours avant de disparaître dans le crash de son jet, Evgueni Prigojine a laissé un testament. Ce 21 août 2023, le patron du groupe de mercenaires russes Wagner, qui n'avait plus donné signe de vie depuis sa rébellion avortée contre le Kremlin deux mois plus tôt, diffuse une vidéo sur les réseaux sociaux. « *Tout va bien. Je me trouve en Afrique. Nous embauchons de vrais héros et continuons de remplir les tâches qui nous ont été confiées* », lâche-t-il, la mine impassible au milieu d'un paysage désertique. En treillis, engoncé dans un gilet pare-balles, une arme automatique à la main, Evgueni Prigojine appelle les volontaires à rejoindre Wagner, pour « *rendre l'Afrique plus libre* ».

Le message semble aussi adressé à son ex-allié, le président russe, Vladimir Poutine, comme pour signifier à celui qui le qualifie désormais de « *traître* » que sa disgrâce s'arrête aux frontières russes. En Afrique, son empire militaire, commercial et informationnel, bâti depuis 2017 dans quatre pays – le Soudan à l'est, la Libye au nord, le Mali à l'ouest et la Centrafrique –, est bien ancré. Il ne sait pas encore que son voyage en Afrique est le dernier.

Le Kremlin n'a attendu que deux jours après les funérailles d'Evgueni Prigojine pour s'octroyer son legs le plus précieux. Le 31 août 2023, un avion militaire décolle de Moscou en direction du continent africain. A son bord, le vice-ministre de la défense, Iounous-bek Evkourov, et le général Andreï Averianov, un commandant du GRU, la direction du renseignement militaire russe. Les deux hommes ont été missionnés par Vladimir Poutine.

La consigne dictée tient compte des erreurs du passé. « *Pour ne pas perdre à nouveau le contrôle opérationnel d'une formation armée, les autorités russes ont décidé de séparer clairement les composantes commerciale, propagandiste et militaire de l'ancien empire Prigojine* », analysent les chercheurs Filip Bryjka et Jędrzej Czerep, coauteurs d'un rapport sur la stratégie africaine de la Russie à l'Institut polonais des affaires internationales. Sous la houlette du ministère de la défense, trois services de renseignement ont la tâche de récupérer et de faire prospérer les différentes branches de Wagner : le GRU se charge des paramilitaires, le FSB, les services russes de sécurité, du réseau de propagande, et le SVR, le renseignement extérieur, de l'influence culturelle.

Le Burkina Faso est en tête des priorités du Kremlin. Le 31 août, Iounous-bek Evkourov et Andreï Averianov débarquent sur le tarmac de l'aéroport de Ouagadougou. A la présidence, le capitaine Ibrahim Traoré, putschiste au pouvoir depuis septembre 2022, les attend. Dans un des salons d'honneur, la rencontre entre les deux délégations est chaleureuse.

Il y avait urgence à sauver le soldat « IB », comme le surnomment les Burkinabés. L'allié africain mis en avant par Moscou lors du sommet Russie-Afrique organisé à Saint-Petersbourg fin juillet 2023 est en mauvaise posture. Il a échappé de peu à plusieurs tentatives de coup d'Etat. Iounous-bek Evkourov et Andreï Averianov proposent alors au capitaine une offre consistant à déployer des paramilitaires russes pour le protéger, tout en l'assurant du soutien de propagandistes chargés de soigner sa popularité. L'Etat russe « *réapplique les bonnes recettes de Prigojine, combinant projection de forces et techniques d'influence en ligne et hors ligne, tout en rom-*

*pant avec le concept de déni plausible du Groupe Wagner* », note le collectif d'enquête All Eyes on Wagner dans une note intitulée « OPA russe sur le Burkina Faso », publiée en décembre 2023.

Début novembre 2023, une vingtaine d'instructeurs débarquent en toute discrétion dans un hôtel jouxtant l'aéroport de Ouagadougou. Selon plusieurs sources sécuritaires et diplomatiques, ces Russes appartiennent au RSB, un des nombreux groupes de sécurité privés tenus par le GRU. Ils sont rejoints dans les semaines qui suivent par plusieurs dizaines d'autres paramilitaires, sans que leur nombre ni leur groupe d'appartenance puissent être clairement établis.

Puis, en janvier, le plus gros du contingent arrive. Sur le tarmac de Ouagadougou, cent Russes en treillis descendent d'un gros-porteur militaire. Cette fois, Moscou a prévu d'accompagner cette arrivée d'une opération de communication. Le débarquement de ces « *spécialistes militaires* » appartenant à une nouvelle entité baptisée « *Africa Corps* » est relayé sur Telegram par African Initiative, une « *agence de presse* » jusqu'à présent inconnue. Les deux structures sont les nouveaux labels de la présence russe post-Prigojine sur le continent africain.

## « NOTRE MÉTIER EST LA GUERRE »

Après la Centrafrique, qui fut le laboratoire de Wagner, le Burkina Faso est celui du ministère de la défense russe. Là où Wagner progressait masqué, Africa Corps avance dévoilé. Ses objectifs sont détaillés sur sa chaîne Telegram : « *étendre l'influence militaire de la Russie* », profiter des « *fenêtres d'opportunité* » ouvertes par le recul de l'« *influence occidentale* » pour consolider les « *succès diplomatiques* » de Moscou. « *Notre métier est la guerre, nous nous battons pour la justice et les intérêts de la Russie* », écrit le groupe le 9 janvier. Quatre mois plus tard, ce sont une trentaine de paramilitaires aux uniformes sertis d'un nouveau logo en forme de patte d'ours qui entrent en scène dans la capitale burkinabée. Le 25 mai, leur chef, un certain Viktor Yermolaev, diffuse sur sa chaîne Telegram une vidéo montrant sur la terrasse d'un hôtel ouagalais les hommes de ce contingent nommé « *Bear* », créé en Crimée deux mois plus tôt.

Le chef des « *Ours* », ex-biker à la réputation sulfureuse, carrure de colosse, tatouages, crâne rasé et barbe touffue, s'était bien gardé de dévoiler la mission de garde prétorienne d'« *IB* » attribuée à ses hommes lorsque *Le Monde* avait échangé avec lui. Par messagerie cryptée, début juillet, l'homme qui se fait appeler par son nom de guerre, « *Jedi* », avait aussi affirmé « *aucun lien avec le ministère de la défense russe* ». On l'a pourtant vu serrer la main d'un cadre du GRU lors d'une remise de médailles, dont les photos ont été diffusées fin mai sur Telegram. Quant à sa relation avec Africa Corps, Viktor Yermolaev l'a qualifiée de « *neutre* ». « *Moscou entretient la concurrence entre les sociétés militaires privées pour s'assurer d'en garder le contrôle* », analyse une source sécuritaire occidentale basée au Sahel.

Son nouveau réseau de propagande est, lui, plus centralisé. Il est désormais géré par African Initiative. Dans ses articles, l'agence de presse glorifie l'action de la Russie et des régimes alliés à Moscou. Selon le département d'Etat américain, elle est aussi « *chargée de recruter des journalistes, des blogueurs et des membres du public* » pour « *soutenir et amplifier le travail de l'organisation, autrement dit : renforcer l'image de la Russie et dé-*

*nigrer celle d'autres pays* ». Des méthodes éprouvées par Wagner.

Les personnalités et associations locales sont repérées lors des événements culturels organisés par la Maison de la Russie, qui a ouvert ses portes en décembre 2023 à Ouagadougou. Gérés par Rossotroudnitchestvo, une agence d'Etat cornaquée par le SVR, ces centres culturels prolifèrent sur le continent. Déjà implantés au Mali, au Tchad et en Centrafrique, d'autres sont amenés à ouvrir en Algérie, en Angola, en Ethiopie, en Sierra Leone et au Soudan, selon African Initiative. « *Nous les soutenons et sommes heureux de faire connaître (au public) leurs événements* », souligne par e-mail Artiom Koureiev, le rédacteur en chef du site. Pour travailler au côté de cet ancien agent du FSB au sein de l'agence, plusieurs membres, qui œuvraient au sein des opérations d'influence de M. Prigojine, ont été recrutés, à l'image d'Anna Zamaraeva, l'ex-attachée de presse du groupe. Artiom Koureiev se félicite de « *l'expérience positive dans le domaine des médias* » qu'a pu acquérir chez Wagner celle qui est désormais son adjointe. D'une plume affable, il détaille volontiers son dispositif de couverture de l'actualité africaine dans les pays où Moscou veut avancer ses pions. Il se targue d'avoir ouvert un bureau au Mali et recruté un correspondant au Niger.

Avant de disparaître, Evgueni Prigojine s'était réjoui de la chute, à Niamey, la capitale nigérienne, du plus fidèle allié de la France au Sahel, le président élu Mohamed Bazoum, démis par un putsch le 26 juillet 2023. « *Ce qui s'est passé au Niger, ce n'est rien d'autre que la lutte du peuple nigérien contre les colonisateurs* », lâchait alors le patron de Wagner dans un message audio diffusé sur les réseaux sociaux.

Le nouvel homme fort du pays, le général Abdourahamane Tiani, a suivi la ligne diplomatique employée par les juntas burkinabée et malienne avant lui pour consolider son pouvoir. Militaires et ambassadeurs français ont été chassés et il cherche à se rapprocher de Moscou. Mais la junta ne peut raisonnablement pas accueillir à domicile Iounous-bek Evkourov et le général Averianov qui, en ce début de mois de septembre, poursuivent leur tournée africaine. La capitale nigérienne est en effet sous haute tension depuis la menace d'intervention militaire agitée par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) au lendemain du coup d'Etat.

La rencontre aura donc lieu au Mali, pays dirigé par un autre putschiste, le colonel Assimi Goïta, acquis à la cause de Wagner. Le 1<sup>er</sup> septembre 2023, l'avion des deux officiels russes se pose à Bamako, où vient également d'atterrir le ministre nigérien de la défense, Salifou Modi. Ensemble, les trois parties discutent renforcement de la coopération militaire et jettent les bases d'une nouvelle coalition sécuritaire régionale, alternative à la Cedeao que Bamako, Ouagadougou et Niamey annonceront quelques mois plus tard vouloir quitter, car elle est selon eux téléguidée par l'Occident. Le 16 septembre 2023, l'Alliance des Etats du Sahel, unissant les trois juntas, est officiellement créée. « *Avec la participation directe de la Russie* », confirme l'ancien agent de Wagner Viktor Loukovenko, dans une interview accordée à African Initiative cinq mois plus tard.

L'architecture diplomatique et militaire pro-occidentale, bâtie au Sahel au lendemain des indépendances, il y a soixante ans, est démantelée. Pour la Russie, la voie est libre. Le premier ministre nigérien, Lamine Zeine, et son ministre de la défense, Salifou Modi, sont



reçus à Moscou en janvier. Fin mars, les médias russes et nigériens rapportent avec enthousiasme un entretien téléphonique entre Vladimir Poutine et le général Tiani.

Le 10 avril, dans la nuit chaude de Niamey, un avion-cargo russe se pose sur le tarmac. Une centaine de paramilitaires d'Africa Corps en débarquent, filmés par les médias invités. Le visage camouflé derrière un cache-cou militaire, l'un d'entre eux récite son texte, en français, face caméra : « *Nous sommes ici pour former l'armée du Niger et l'aider à utiliser le matériel militaire arrivé.* » Dans la livraison, un système de défense antiaérien, pourtant inadapté à la lutte contre l'insurrection djihadiste à laquelle font face les Etats sahéliens, mais qui pourrait s'avérer utile pour protéger le régime, selon plusieurs sources sécuritaires.

Le même dispositif antimissile a été installé un mois plus tôt par les Russes au Mali. « *Grand frère* » des putschistes et premier à avoir défié Paris, le colonel Goïta a ouvert les portes du Sahel à son allié russe après l'installation de Wagner sur son territoire, fin 2021. Au nord de ces terres arides, les mercenaires russes ont remporté leur plus grande victoire en Afrique.

## LA MARQUE WAGNER CONSERVÉE AU MALI

Le 14 novembre 2023, les paramilitaires et l'armée malienne ont reconquis Kidal, bastion de toutes les rebellions indépendantistes touareg et symbole de la souveraineté retrouvée dont la junte a fait son mantra. Huit jours plus tard, les mercenaires russes se filment, hissant le drapeau à tête de mort de leur groupe en haut du fort surplombant la cité, ancien bagne des colons français. « *Wagner a éliminé les groupes radicaux* », se félicite African Initiative le 22 novembre 2023 sur Telegram.

Ses symboles, son commandement : au Mali, la marque de fabrique Wagner a été conservée après la disparition d'Evgueni Prigojine. Incarnant la captation par le Kremlin de l'héritage du créateur du groupe, son patron à Bamako, un certain Ivan Maslov, s'est installé à l'ambassade russe. « *Les autorités maliennes font confiance aux individus qui sont chargés des missions existantes*, observe une source diplomatique américaine. *Elles sont en pleine offensive et ne peuvent pas se permettre de changer le dispositif.* »





Des partisans du chef de la junte du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, lors d'une manifestation à Ouagadougou, le 6 octobre 2022. ISSOUF SANOGO/AFP

Mello, ministre de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo devenu représentant des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. L'Ivoirien, consultant du patronat russe sur les dossiers africains, se fait le porte-parole de cette Afrique qui, « en se débarrassant des derniers vestiges de la colonisation, a voulu passer à un nouveau stade de la coopération ». Avec un objectif : « Faire comme les pays maghrébins et anglophones, c'est-à-dire ne pas totalement couper les liens, mais les assainir. »

Une approche pragmatique partagée avec Moscou. Sur les rives soudanaises de la mer Rouge, le soutien russe apporté aux Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti », dès le déclenchement en avril 2023 du conflit fratricide l'opposant à l'armée régulière du général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, s'est étioilé. Sur ces terres en proie à la guerre civile qui furent la porte d'entrée de Wagner en Afrique en 2017, les paramilitaires ont quasiment disparu. Le soutien aux FSR subsiste, mais seulement sur le plan logistique. « Lorsqu'il est apparu clairement que les FSR ne prendraient pas le contrôle de l'ensemble du pays, le partenariat avec elles a commencé à nuire aux objectifs stratégiques russes, à savoir la possibilité d'établir une base navale en mer Rouge, dont la côte est restée aux mains des forces gouvernementales », relèvent les chercheurs polonais Filip Bryjka et Jędrzej Czersep.

Le 28 avril, l'arrivée du vice-ministre russe des affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov sur l'embarcadère à marchandises de Port-Soudan, convoité par Moscou depuis des années, a acté le changement de cap de la Russie. En public, le diplomate reconnaît alors officiellement comme seule autorité légitime celle du général Al-Bourhane, maître contesté du Soudan depuis le putsch d'octobre 2021.

ACTIVISME DIPLOMATIQUE EN LIBYE

Une realpolitik que la Russie a également déployée au sud de la Méditerranée. En Libye, le Kremlin se livre à un activisme diplomatique tous azimuts. Le 22 février, dans le luxueux hôtel Radisson Blu Al Mahary de Tripoli, la cérémonie est solennelle. Après neuf ans d'absence, Moscou inaugure la réouverture de son ambassade dans la capitale du gouvernement de l'Ouest, reconnu par la communauté internationale, en présence de nombreux dignitaires des autorités de Tripoli.

Dans le même temps, Moscou a continué à investir le camp de son concurrent, le dirigeant du gouvernement parallèle de l'Est, le maréchal Khalifa Haftar, l'allié naturel de la Russie, dont les forces ont été soutenues par Wagner dès 2017. Mais comme au Soudan, après la disparition de M. Prigojine, le versant militaire de la présence russe s'est effacé au profit de la réalisation des ambitions géostratégiques désormais assumées du Kremlin.

Les milliers de paramilitaires d'Africa Corps arrivés en Libye depuis le début de l'année, essentiellement sur les territoires de l'Est du maréchal Haftar, selon All Eyes on Wagner, sont mis au service des satellites subsahariens de Moscou. Ces derniers mois, sur la vaste base aérienne de Djoufra, au centre du pays, des centaines de mercenaires et des tonnes de matériel militaire, provenant essentiellement des emprises russes en Syrie, ont transité en direction du Sahel. « Djoufra, c'est le DHL russe du continent », résume une source occidentale. Les terres de Haftar et sa capitale, Benghazi, sont désormais utilisées par Moscou comme un hub logistique, pivot reliant l'Afrique à la Syrie et plate-forme de projection des hommes et du matériel vers le Sud.

Preuve de l'importance stratégique pour Moscou de l'Est libyen dans la réalisation de ses ambitions africaines, le vice-ministre Evkourov s'est rendu à cinq reprises à Benghazi depuis la disparition d'Evgueni Prigojine. Il y était le 23 août 2023, lorsque l'avion de l'architecte de la percée russe sur le continent africain s'est écrasé en rase campagne à Koujenkino, au nord-ouest de Moscou. Déjà prêt à assurer la relève pour poursuivre une offensive en Afrique. ■

MORGANE LE CAM

FIN



Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avec son homologue burkinabé, Karamoko Jean Marie Traoré, à Ouagadougou, le 5 juin. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES RUSSES/AFP

En cette fin de mois de juillet pluvieuse à Bamako, l'heure est pourtant à la désillusion. Au nord de Kidal, les soldats et leurs alliés russes, qui ont repris leur campagne militaire, sont défaits par les séparatistes. Le long de la frontière algérienne, ces derniers dénombrent 47 militaires maliens tués et 84 morts côté Wagner. Les dizaines de cadavres des paramilitaires russes gisant dans le désert sont exhibés par leurs adversaires sur les réseaux sociaux. Pour Wagner, le massacre est sans précédent sur le continent. Depuis la perte de leur fief, les rebelles avaient renforcé leurs capacités. « Wagner peut remporter des batailles, mais ne peut gagner la guerre que face à un ennemi mal armé », résume une source sécuritaire occidentale.

A 3 000 kilomètres au sud-est du Mali, la Centrafrique fait figure de modèle de ce que pourrait être la victoire des mercenaires de

Prigojine. Dans cet Etat déliquescant, épuisé par trois décennies de rébellions et de mutineries, le soutien de Wagner a été décisif pour Bangui. Ce 22 mai, à Sido, dans le Nord-Ouest, soldats centrafricains et paramilitaires russes défilent la tête haute, ovationnés par la foule, sur le pont de fortune dressé sur la rivière Oubangui séparant la Centrafrique du Tchad.

Pour la première fois en dix ans, la frontière rouvre et les forces de sécurité reviennent, reprenant ainsi la main sur cette zone contrôlée par un des groupes armés résiduels de la Séléka, le grand mouvement rebelle des années 2010. Moins armés, et essoufflés face à une coalition russo-centrafricaine qui n'hésite pas à tuer quiconque se trouve sur son passage, les mutins ont fini par reculer et se disperser. « Il subsiste des poches d'insécurité, mais la manière forte et brutale de Wagner a porté ses fruits et permis à l'Etat de reprendre

« LE MONOPOLE DE L'OCCIDENT CHEZ NOUS, C'EST FINI. ON EST DANS UNE LOGIQUE OÙ ON PREND LE MEILLEUR DE CHAQUE BLOC »

AHOUA DON MELLO  
ancien ministre ivoirien

le contrôle des agglomérations », admet à contrecœur un diplomate européen.

A Bangui, les autorités sont ravies. « Grâce à la Russie, la RCA [République centrafricaine] est aujourd'hui en paix. La paix et la sécurité du président et des institutions républicaines sont sous contrôle », s'enorgueillit Fidèle Gouandjika, conseiller du président Faustin-Archange Touadéra, dans un entretien accordé en mars à African Initiative. Sécurisé lors de chacun de ses déplacements par les hommes de Wagner, le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2016, a modifié la Constitution de son pays en août 2023 avec un objectif : briger un troisième mandat fin 2024.

La reconnaissance envers Evgueni Prigojine est immense. Ce 1<sup>er</sup> juin 2024, un silence de plomb règne autour du monument aux Russes édifié à la gloire de Wagner sur l'avenue Touadéra. Devant un parterre d'officiels centrafricains et de mercenaires aux visages masqués, Dmitri Sytyi, artisan de la mise en place de l'écosystème Wagner dans le pays en 2018, y dépose une gerbe de fleurs. Ce jour-là, Evgueni Prigojine aurait eu 63 ans. M. Sytyi continue d'assurer son rôle de chef d'orchestre des opérations de prédation des ressources naturelles – le bois, l'or et les diamants –, à travers les mêmes sociétés du réseau Prigojine. Russes et Centrafricains coulent des jours heureux.

Mais cette union n'empêche pas le président Touadéra d'aller voir ailleurs. L'influence du Rwanda, acteur sécuritaire devenu incontournable, et dont les conseillers murmurent à l'oreille du président, ne cesse de croître. Fin 2023, le chef de l'Etat s'est aussi engagé dans des discussions – infructueuses selon nos informations – avec le groupe de sécurité privé américain Bancroft Global Development en vue de former ses militaires. Tandis qu'à l'Élysée le président centrafricain a été reçu deux fois par Emmanuel Macron depuis septembre 2023, pour nouer, selon ses mots, un « partenariat constructif » avec la France. Le temps des tensions avec Paris, sur fond de rapprochement avec Moscou, et de la ligne rouge française, qui tentait de conditionner sa coopération à l'absence de Wagner sur le terrain, semble lointain.

« Le monopole de l'Occident chez nous, c'est fini. On est dans une logique où on prend le meilleur de chaque bloc », tranche Ahoua Don



# Agent orange : «immunité» pour les firmes

La plainte contre les fournisseurs du défoliant épandu par l’armée américaine au Vietnam est jugée irrecevable

La probabilité d’un procès de la dernière chance s’éloigne encore : les firmes chimiques qui ont produit l’agent orange ne devraient pas être soumises à un jugement en deuxième instance en France. Le puissant herbicide sorti de leurs usines a pourtant fait plusieurs millions de victimes et contaminé l’environnement pour longtemps. Mais, jeudi 22 août, la cour d’appel de Paris a confirmé le caractère irrecevable de la demande de Tran To Nga. Cette Franco-Vietnamienne, âgée de 82 ans, a lancé, il y a dix ans, une procédure devant la justice française, afin de placer devant leurs responsabilités Dow Chemical, Monsanto, Thomson Hayward, Hercules, Uniroyal, Diamond Shamrock, Occidental Chemical Corporation... Vingt-six compagnies chimiques américaines au total, impliquées dans la fourniture de cet exfoliant épandu pendant la guerre du Vietnam. Des millions de litres ont contaminé les forêts tropicales du pays et atteint les combattants qu’elles abritaient, au cours des années 1960.

### Démarche opiniâtre

À l’issue des fusions et des changements de nom survenus depuis lors, il reste quatorze sociétés mises en cause devant la justice française. Toute la question est de déterminer si celles-ci ont agi sous la contrainte du gouvernement américain en temps de guerre, comme elles l’affirment, ou si elles disposaient d’une marge de manœuvre dans le procédé de fabrication de ce produit hautement toxique. Concocté à partir de recherches menées par l’armée américaine dans les années 1940, celui-ci génère de la «dioxine de Seveso» et continue, aujourd’hui encore, de faire naître dans certaines régions vietnamiennes des enfants difformes, atrophés, sans yeux, hydrocéphales...

La démarche opiniâtre de Tran To Nga, militante et journaliste pendant cette guerre, a fini par être examinée par le tribunal judiciaire d’Evry, en 2021. La procédure est alors jugée irrecevable en première instance. Avec l’aide de l’avocat William Bourdon et de son équipe, qui l’accompagnent résolument depuis le début, M<sup>me</sup> Tran fait appel. Elle et ses filles souffrent de plusieurs pathologies liées à l’agent orange.

Le 7 mai, dans la salle Tronchet du Palais de justice de Paris, bien



Tran To Nga, chez elle à Evry-Courcouronnes, le 11 janvier 2021. ÉDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »

trop petite au regard de l’ampleur du sujet abordé, le public venu soutenir Tran To Nga se serre, debout, au fond. La moitié des places assises sont occupées par la quinzaine de conseils que les firmes américaines ont missionnés pour les défendre. Ces derniers demandent, à la cour d’appel comme au tribunal d’Evry, d’avoir la possibilité de se prévaloir de l’«immunité de juridiction» : une règle de droit international coutumier, selon laquelle un Etat ne peut être jugé par un autre pour des actions menées dans l’exercice de sa souveraineté. Un principe qui permet de favoriser les relations courtoises entre capitales.

Les avocats se succèdent avec peu ou prou les mêmes arguments : les firmes doivent bénéficier de cette immunité de juridiction, puisqu’elles ont agi à l’époque «dans l’intérêt d’un service pu-

**La Franco-Vietnamienne Tran To Nga et ses filles souffrent de plusieurs pathologies**

blic, sur ordre de l’Etat». Elles devaient répondre au gouvernement qui leur passait commande sous peine de pénalités si elles ne s’exécutaient pas assez rapidement. Leurs livraisons devaient correspondre aux spécifications extrêmement précises formulées par l’armée américaine, détaillant jusqu’à la teinte brun-rouge que le défoliant devait présenter – la couleur orange était celle peinte sur les barils de transport – ou encore la façon de l’emballer.

Le président John Kennedy en personne a approuvé le programme d’épandage du défoliant fin 1961. C’est bien Washington qui a opéré le choix stratégique d’em-

**«Ce procès est le seul, le premier, le dernier, qui peut se tenir non seulement en France, mais dans le monde»**

**WILLIAM BOURDON**  
avocat de Tran To Nga

ployer cette arme chimique à grande échelle «pour éviter que [les] soldats [américains] soient tirés comme des lapins depuis le couvert végétal», comme l’assène Emmanuel Rosenfeld, au nom de la société Hercules. L’avocat s’en prend à Tran To Nga, qui n’aurait, selon lui, jamais offert de preuves pour étayer ses dénonciations et qui «se contente de faire des meetings et de parler dans la presse».

Les défenseurs de cette dernière ont pourtant fourni un épais dossier sur ce que savaient ou pas les firmes impliquées au sujet de la dangerosité du produit qu’elles livraient. L’équipe autour de M<sup>e</sup> Bourdon – dont l’avocat Bertrand Repolt – a réuni de nombreuses pièces tirées des archives des sociétés : tests effectués à l’époque sur des lapins, comptes rendus de réunions, échanges de courriers... Dow Chemical s’était au demeurant adressée à une société allemande, Boehringer, pour en savoir plus sur le procédé que celle-ci employait et l’interrogeait sur les effets produits. L’entreprise assure aujourd’hui avoir adopté le mode de fabrication allemand à partir de mai 1965.

De fait, aux Etats-Unis, dans plusieurs usines, des ouvriers développaient des affections dermatologiques contractées au cours de la production du pesticide (ils souffraient de chloracné, comme M<sup>me</sup> Tran). A l’époque, certaines des sociétés mises en cause ont échangé des informations à ce sujet, où se percevait leur inquiétude. Les autorités ne risquaient-elles pas de s’en alarmer ? «Ces firmes ont constitué un véritable cartel, dénonce M Repolt. Elles ont tenu de nombreuses réunions entre elles : elles étaient préoccupées par les problèmes de santé de leurs ouvriers, qui risquaient de leur imposer des mesures restrictives.» Dow réfute ces soupçons et assure avoir immédiatement informé du problème les pouvoirs publics.

L’avocat de Tran To Nga soutient que les entreprises chimiques ne sont pas des émanations de l’Etat, mais des sociétés privées, et ne peuvent donc pas bénéficier des mêmes droits. D’autant que «les spécifications militaires du défoliant ne prescrivaient nullement la présence de dioxine», insiste-t-il. D’ailleurs, en 1984, ces firmes se sont accordées pour signer un protocole transactionnel avec les vétérans de l’armée américaine, pour un montant de 180 millions de dollars. Elles se sont réparti la charge en fonction de leurs parts de marché respectives de l’époque, coupant court ainsi à toute action en justice. Aux Etats-Unis, les pathologies dont sont atteints les anciens militaires entrés en contact, sans protection, avec les fûts d’agent orange sont répertoriées avec précision dans une liste officielle. Les victimes vietnamiennes, elles, ont été déboutées par la justice américaine.

### «Un combat universel»

Devant la cour d’appel, M<sup>e</sup> Bourdon demandait que soit reconsidéré l’arrêt «trop expéditif» du tribunal d’Evry, que ce dossier soit de nouveau ouvert. Selon lui, les sociétés impliquées ont fabriqué de la dioxine, alors que cela ne leur était pas demandé sous une «contrainte absolue». «Je ne vous demande pas de tordre le droit au nom de l’émotion, mais ce procès est le seul, le premier, le dernier, qui peut se tenir non seulement en France, mais dans le monde», plaide-t-il. La dénonciation de l’agent orange est «un combat universel qui dépasse M<sup>me</sup> Tran To Nga : il a trait à l’une des plus grandes catastrophes de l’histoire, qui a causé deux à trois millions de victimes, rappelle-t-il. Tandis que l’universalité portée par les entreprises, c’est l’obsession de l’irresponsabilité».

La cour ne l’a pas suivi. M<sup>me</sup> Tran est condamnée aux dépens à payer la somme de 1500 euros à chacune des sociétés. Celles-ci demandaient 2000 à 5000 euros, sauf la société Hercules, qui en réclamait 75000. Le cabinet de M<sup>e</sup> Bourdon annonce qu’elle va former un pourvoi en cassation dans les prochaines semaines. «La conception de l’immunité de juridiction qui a prévalu est à rebours des dernières évolutions du droit européen et international», affirme M<sup>e</sup> Repolt. Le temps est compté. M<sup>me</sup> Tran n’est pas en bonne santé. ■

MARTINE VALEO

# Fukushima : un essai de récupération de débris radioactifs tourne court

Une erreur a contraint à interrompre, jeudi, une tentative de prélèvement de corium, étape-clé dans le démantèlement de la centrale japonaise

TOKYO - correspondance

À peine commencé jeudi 22 août, l’essai de récupération d’un échantillon du combustible fondu du réacteur 2 de la centrale nucléaire de Fukushima a été interrompu et reporté sine die pour une bête histoire de tuyauterie mal fixée. «Il est préférable de poursuivre les travaux en toute sécurité plutôt que de se précipiter», a euphémisé Tomoaki Kobayakawa, président de la Compagnie d’électricité de Tokyo (Tepco), propriétaire de la centrale sinistrée lors du séisme et du tsunami du 11 mars 2011 dans le nord-est du Japon.

Prévu sur deux semaines, l’essai devait permettre de récupérer jusqu’à 3 grammes du corium accumulé au fond du bâtiment du réacteur 2. Le corium est un mélange de combustible nucléaire, d’éléments de structures du réacteur et du béton des enceintes de

confinement, agglomérés au moment de la fusion provoquée par la perte des circuits de refroidissement endommagés par le séisme de magnitude 9 et le tsunami de plus de 10 mètres.

Trois des six réacteurs de la centrale, les 1, 2 et 3, ont fondu en 2011. Déposé sur le fond de leurs bâtiments, le corium est constamment refroidi, mais reste dangereusement radioactif et difficile d’accès. Il y en aurait au total 880 tonnes. L’extraire est essentiel pour mener à bien le démantèlement du site. D’où l’importance de l’essai interrompu.

### Opération complexe

Pour le réaliser, la compagnie d’électricité prévoyait de connecter entre eux cinq éléments de tuyauterie, numérotés de 1 à 5 et mesurant chacun 1,5 mètre de long. Or, les éléments ont été fixés dans le désordre : «[Numéro] 2, 3, 4, 1 et 5», a admis Tepco, qui a décidé

d’interrompre l’essai. «Nous cherchons à comprendre pourquoi il y a eu une erreur dans la mise en place de la canalisation», a expliqué l’entreprise, qui n’a pas indiqué de nouvelle date de reprise de l’essai.

Le département de Fukushima, où se trouve la centrale, a fustigé «une erreur de débutant susceptible d’inquiéter la population», et a demandé à Tepco de prendre des mesures pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent.

La canalisation devait permettre d’acheminer le dispositif de récupération de l’échantillon : un outil de préhension pouvant s’étendre jusqu’à 22 mètres et accéder, en une semaine, au corium par un point d’entrée dans l’enceinte de confinement. Un système de soupapes a aussi été installé pour limiter les dégagements de radiations du réacteur.

Le réacteur 2 a été choisi de préférence aux deux autres réacteurs fondus, car le bâtiment

l’abritant n’a pas subi d’explosion d’hydrogène au moment de la catastrophe. Moins encombré de gravats, pourvu d’une structure toujours en place, l’accès y est plus facile. L’échantillon prélevé doit être analysé dans un centre de recherche du département d’Ibaraki (Nord-Est).

### Envoi de sondes diverses

La prudence affichée par la compagnie d’électricité traduit la sensibilité de l’opération la plus complexe du démantèlement de la centrale qui doit être terminée en 2051 pour un coût évalué à 23400 milliards de yens (144 milliards d’euros). L’extraction du corium «est le donjon principal du château», reconnaissait en mars le responsable du démantèlement, Akira Ono, à l’annonce, déjà, d’un report de l’essai de prélèvement d’un échantillon.

L’opération est compliquée par le manque d’informations sur la

situation au fond des réacteurs. Depuis 2015, Tepco a multiplié l’envoi de sondes diverses, un robot rampant, un autre «de la forme d’un scorpion», et un véhicule sous-marin, à l’intérieur des trois réacteurs. L’amas de débris et le niveau élevé des radiations ont fortement entravé leurs évolutions. Le 28 février, Tepco a pour la première fois utilisé un drone dans le réacteur numéro 1. Pesant à peine 185 grammes et ne soulevant pratiquement pas de poussière, l’engin est très maniable et utile pour les contrôles de sécurité en usine.

Au fil de ces essais, des mesures ont pu être effectuées : le débit de dose maximal enregistré au point le plus profond atteint par les appareils de mesure était de 7,6 gray par heure. Une exposition à 1 gray (soit 1 sievert) a «un effet direct sur la santé et implique un risque pour la vie de la personne exposée dans les semaines

et les mois qui suivent», explique l’Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire français.

Les difficultés techniques du projet et la pandémie de Covid-19 ont provoqué trois reports des opérations d’extraction du corium qui devaient commencer en 2021. Dans le réacteur 2, Tepco doit utiliser un bras robotisé mis au point au Royaume-Uni par l’Institut international de recherche sur le démantèlement nucléaire en coopération avec les entreprises Mitsubishi Heavy Industries et Veolia Nuclear Solutions. Le gouvernement a dépensé 7,8 milliards de yens pour son développement.

Les méthodes d’enlèvement du combustible fondu des réacteurs numéros 1 à 3 n’ont pas encore été déterminées. L’essai interrompu doit aider à les concevoir, à condition que Tepco résolve ses problèmes de tuyauterie. ■

PHILIPPE MESMER



# Les limites de la gestion des affaires courantes

Le gouvernement assure le fonctionnement minimal de l’Etat depuis trente-neuf jours. Un record

Le gouvernement de Gabriel Attal a battu bien malgré lui un record historique : celui du gouvernement ayant expédié le plus longtemps les affaires courantes depuis la seconde guerre mondiale, si ce n’est plus. Vendredi 23 août, c’est en effet le 39<sup>e</sup> jour avec un gouvernement démissionnaire. Trente-neuf jours durant lesquels, n’étant pas remplacé, le gouvernement démissionnaire est resté en place pour assurer, selon une tradition républicaine, le fonctionnement minimal de l’Etat.

Une durée exceptionnelle dans l’histoire. Sous la V<sup>e</sup> République, depuis 1958, les périodes de gestion des affaires courantes étaient jusqu’à présent restées courtes. Un, deux ou trois jours la plupart du temps ; neuf au maximum, en 1962. La France était ainsi le pays le plus rapide d’Europe en matière de transition entre gouvernements, d’après le pointage de deux politologues, Alejandro Ecker et Thomas Meyer.

Sous la IV<sup>e</sup> République, les délais étaient plus longs. Deux semaines en moyenne. Le sommet avait été atteint au printemps 1953. Après la chute du gouvernement radical de René Mayer, trente-huit jours avaient été nécessaires pour trouver un président du Conseil. Sept candidats, dont Pierre Mendès France, avaient refusé le poste ou été bloqués par l’Assemblée. C’est en partie par lassitude que les députés avaient finalement accordé leur confiance à l’industriel Joseph Laniel, un député indépendant, partisan de l’union nationale.

## Affaires ordinaires et urgentes

Cette fois-ci, l’expérience encore plus hors normes de Gabriel Attal a montré les limites de l’exercice. La gestion des affaires courantes est un concept conçu pour des périodes réduites. Inscrit dans la Constitution de la IV<sup>e</sup> République, il ne figure pas dans celle de la V<sup>e</sup>, mais reste considéré par la jurisprudence comme un « principe traditionnel du droit public », toujours valable.

Une décision rendue par le Conseil d’Etat en octobre 1962 l’énonce clairement : jusqu’à ce qu’il soit remplacé, un gouvernement démissionnaire ne peut plus prendre d’initiatives nouvelles, mais « garde compétence (...) pour procéder à l’expédition des affaires courantes ».



Le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), lors de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques, le 11 août.

LAURENCE GEAU/MYOP  
POUR « LE MONDE »

Reste à définir ces « affaires courantes ». En pratique, elles peuvent être de deux ordres, relève le secrétariat général du gouvernement dans une note du 2 juillet : soit des affaires ordinaires, « si mécaniquement dictées par la marche normale de l’Etat qu’elles ne nécessitent aucune appréciation de nature politique », soit des affaires urgentes, dont le traitement ne saurait être différé. « Il s’agit en somme de l’ensemble des décisions dont on peut raisonnablement estimer que n’importe quel gouvernement les aurait prises, parce qu’elles sont entièrement dictées par une forme d’évidence ou par les circonstances », résume le secrétariat général.

Depuis sa démission, le gouvernement Attal a pris de très nombreuses décisions. Plus de 1160 décrets, arrêtés et autres actes juridiques ont déjà été publiés au Journal officiel. Beaucoup relèvent des « affaires ordinaires », à teneur politique faible, voire insi-

gnifiante. Des nominations de hauts fonctionnaires, comme la sous-préfète de Thiers (Puy-de-Dôme). Des mises à la retraite. L’homologation du cahier des charges du Label rouge pour le saumon fumé. Le changement du nom de la commune de Faux en Faux-en-Périgord. L’attribution de la Légion d’honneur à d’anciens combattants.

gnifiante. Des nominations de hauts fonctionnaires, comme la sous-préfète de Thiers (Puy-de-Dôme). Des mises à la retraite. L’homologation du cahier des charges du Label rouge pour le saumon fumé. Le changement du nom de la commune de Faux en Faux-en-Périgord. L’attribution de la Légion d’honneur à d’anciens combattants.

Plus de 1160 décrets, arrêtés et actes juridiques du gouvernement démissionnaire ont déjà été publiés au Journal officiel

D’autres sont dictés par l’urgence, comme la création par arrêté d’une « zone interdite temporaire » sur le site de l’accident d’avions Rafale qui a fait deux morts le 14 août à Colombey-Belles (Meurthe-et-Moselle).

## Budget « réversible »

Mais plus l’interim s’éternise, plus la nécessaire continuité de l’Etat amène à effectuer des gestes marquants, normalement proscrits. Cela avait déjà été le cas sous la IV<sup>e</sup> République. Des gouvernements démissionnaires avaient par exemple autorisé l’utilisation de bases militaires françaises par l’armée américaine en 1951, procédé à une dévaluation et signé des accords avec le Maroc en 1957, ou encore allongé la durée du service militaire en 1958.

Cette année, plusieurs mesures ont une vraie coloration politique. A l’image du gel des avoirs d’un homme né en Russie, Emir Say-

doulaev, décidé par Bercy le 19 août. C’est cependant en matière budgétaire que le gouvernement en sursis s’est autorisé à aller le plus loin. Devant la dégradation des finances publiques, le ministre délégué aux comptes publics, Thomas Cazenave, a annoncé avoir gelé, le 16 juillet, « près de 10 milliards d’euros » de crédits. Gabriel Attal s’est résolu à élaborer un budget et à envoyer, le 20 août, à ses ministres des « lettres plafonds » prévoyant un gel global des dépenses de l’Etat en 2025.

Son argument : l’urgence. « Ces lettres plafonds ne sont pas gravées dans le marbre », mais si l’exécutif n’avait rien fait, l’Etat risquait de ne pas avoir de budget en 2025, se justifie-t-on à Matignon. L’intérêt supérieur du pays imposait d’éviter ce « mur budgétaire », pour assurer, en 2025, le fonctionnement normal des services publics, payer les fonctionnaires, etc., martèlent les ministres.

Le plaidoyer n’a pas convaincu la gauche. Ce budget dit « réversible » est « complètement en dehors de la gestion des affaires courantes », a réagi la cheffe des députés de La France insoumise, Mathilde Pannot, sur France Inter, le 21 août. « La préparation d’un budget est l’acte le plus politique qui soit », a appuyé, le même jour sur X, l’écologiste Sandrine Rousseau. « Il est temps de limiter la durée de vie d’un gouvernement démissionnaire », conclut pour sa part le sénateur communiste Ian Brossat, qui juge « hallucinant » le projet de Gabriel Attal.

Qu’un gouvernement cantonné aux affaires courantes, sans légitimité politique et impossible à renverser, imprime sa marque sur un texte aussi décisif que le budget peut en effet susciter le débat. L’expérience devrait toutefois s’achever sous peu. Emmanuel Macron consulte les partis politiques à partir de vendredi 23 août. ■

DENIS COSNARD

## Elisabeth Borne candidate à la présidence de Renaissance

L’ex-première ministre tente d’agréger les ressentiments envers Gabriel Attal pour l’empêcher de verrouiller le parti présidentiel

L’annonce de sa candidature a pris de court Gabriel Attal. Mercredi 21 août, il est 18 heures lorsque Le Parisien publie une interview d’Elisabeth Borne, dans laquelle elle annonce être candidate à la présidence de Renaissance. « Un enjeu vital est de préserver l’unité de ce parti, qui n’a pas vocation à être une chapelle ou une écurie présidentielle », justifie l’ex-première ministre. Mais c’est bien le premier ministre démissionnaire, qui lorgne lui aussi le poste et qu’elle n’a pas jugé bon de prévenir en amont de son annonce, qui est visé. « Il n’est pas d’usage d’être président de groupe en même temps que l’on dirige le parti », déclare-t-elle à propos de M. Attal, déjà président du groupe Ensemble pour la République (EPR) à l’Assemblée nationale.

Dans les médias, la bataille a déjà commencé. Dès le lendemain, Aurorre Bergé, députée Renaissance des Yvelines, prenait la pa-

role sur France Inter pour apporter « tout [son] soutien » à la députée du Calvados et promettre qu’elle sera « à ses côtés pour mener cette campagne ». Quelques minutes plus tôt, l’ancien ministre délégué au transport Clément Beaune s’exprimait sur TF1, vantant l’« expérience » de M<sup>me</sup> Borne, « élue d’une circonscription rurale, qui a gagné face au RN ». Soit tout l’inverse de Gabriel Attal qui a conservé son siège dans une circonscription sur mesure des Hauts-de-Seine.

Les deux soutiens de l’ex-première ministre n’ont pas manqué d’égrotigner son successeur à Matignon. « On ne peut pas être [président de groupe] à mi-temps », a insisté M<sup>me</sup> Bergé, qui a occupé la fonction de 2022 à 2023. M. Beaune a, lui, rappelé que son camp sortait de « deux défaites électorales ». « La solution ne viendra pas d’une seule personne comme par magie », a-t-il appuyé alors que M. Attal avait été présenté comme l’« arme anti-Bar-

della » de la coalition présidentielle pour les élections européennes, avant de mener tambour battant celle des législatives.

La sortie coordonnée ne manque pas de sel, les divergences politiques entre M<sup>me</sup> Bergé et M. Beaune étant profondes, à tel point qu’elles frisent l’aversion. « Qu’ils n’aient pas la même sensibilité et soient prêts à soutenir Elisabeth Borne montre qu’elle fait consensus, ce dont le parti a besoin », rétorque le député Renaissance de Moselle Ludovic Mendès, un autre soutien de M<sup>me</sup> Borne.

## « Le parti n’est pas un fan-club »

A ce duo inattendu s’ajoute un troisième homme : Gérard Darmanin, dont le soutien public à Elisabeth Borne pourrait intervenir prochainement. Là encore, l’attelage a de quoi surprendre puisque M<sup>me</sup> Borne avait vivement critiqué le ministre de l’intérieur lors de sa rentrée politique, il y a un an.

« La seule chose qui les réunit, c’est leur rancœur contre Gabriel Attal et leur désir de revanche après avoir été tenus à l’écart des responsabilités », juge un membre du gouvernement. Une allusion à l’élection pour la présidence du groupe parlementaire, le 13 juillet. Accusé d’avoir hâté le scrutin pour profiter de sa popularité auprès des députés, au lendemain des législatives, et ainsi être élu, M. Attal avait vu M. Darmanin tenter de contre-carrer ses plans en proposant une direction collégiale par intérim, en attendant une élection en septembre. Une fois élu, M. Attal avait sacrifié la candidature de M<sup>me</sup> Bergé au poste de questeur, ainsi que celle de son prédécesseur, et désormais soutien de M<sup>me</sup> Borne, Sylvain Maillard, à la vice-présidence du perchoir, en vertu d’un accord avec la Droite républicaine.

Elisabeth Borne peut aussi compter sur le soutien de la dizaine de députés qui avaient

échoué à créer un groupe parlementaire « social-démocrate » à la gauche d’EPR et qui siègent pour la plupart en apparenté. A l’instar de l’ancien ministre de l’agriculture Stéphane Travert, qui n’a d’ailleurs pas renouvelé son adhésion à Renaissance depuis 2022. « Pourquoi adhérer à un parti qui ne produit rien ? », questionne-t-il, laconique.

Les soutiens de M<sup>me</sup> Borne se défendent de tout ressentiment et disent s’inscrire dans le champ des « idées ». « Au moment où nous sortons du gouvernement, il faut montrer que nous sommes capables de tracer une ligne politique claire et de produire des propositions innovantes », affirme la ministre déléguée à l’agriculture démissionnaire, Agnès Pannier-Ru-nacher. Difficile cependant de voir ce qui différencie Gabriel Attal d’Elisabeth Borne sur le fond. La candidature de cette dernière vise avant tout à empêcher son rival de verrouiller le parti dans l’optique

de 2027, avec l’assentiment de l’Elysée. « Tous les pouvoirs ne doivent pas être dans les mains d’une personne, reconnaît M. Mendès. Le parti n’est pas un fan-club, c’est l’erreur qui a été commise avec En marche ! et Emmanuel Macron. »

En privé, les thuriféraires de Gabriel Attal moquent l’« absence d’engouement » que suscite sa rival, l’« aigreur » de ses soutiens ou le « timing à côté de la plaque » de sa déclaration de candidature, à quelques jours de la nomination d’un premier ministre. « Est-ce que la priorité ne serait pas d’assurer la stabilité politique du pays avant la vitalité d’un parti qui vit déjà grâce à nos représentants locaux ? », fait mine de s’interroger la porte-parole du gouvernement démissionnaire Prisca Thévenot, proche de Gabriel Attal. Le scrutin doit se tenir au plus tard le 30 novembre, d’après les statuts du parti. La campagne risque d’être longue. ■

ROBIN D’ANGELO



# A la recherche d'un premier ministre

Emmanuel Macron reçoit, à partir de vendredi, l'ensemble des partis représentés au Parlement

Sept semaines après des élections législatives anticipées qui devaient permettre de «clarifier» la situation politique, Emmanuel Macron est-il enfin prêt à nommer un premier ministre, comme le lui commande la Constitution ? La «trêve olympique» et les bains de mer – le chef de l'Etat est rentré jeudi 22 août au soir – ont-ils permis de ramener au sein de la classe politique la «concorde» et l'«apaisement» qu'il appelait de ses vœux un mois après avoir décidé de dissoudre l'Assemblée nationale ? Les prochains jours devraient au moins permettre de répondre à ces deux questions.

Le président de la République, qui est «du côté des Français, garant des institutions» et de «l'expression de leur vote», selon son entourage, reçoit vendredi 23 et lundi 26 août l'ensemble des forces politiques représentées au Parlement, «en vue de la nomination d'un premier ministre». Celle-ci devrait intervenir «assez rapidement après ces rencontres», dit-on au palais, sans plus de précision. Les forces politiques ont été invitées à l'Elysée «dans l'ordre du nombre de députés des intergroupes», souligne un conseiller.

Ainsi les partis de gauche (La France insoumise [LFI], le Parti socialiste [PS], Les Ecologistes et le Parti communiste français), emmenés par Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire (NFP) au poste de chef du gouvernement, ouvriront-ils le bal à 10 h 30. Une façon d'acter que le NFP est la première force politique à l'Assemblée nationale, alors que les macronistes martèlent qu'il n'y a eu «ni gagnant ni perdant» aux élections législatives.

Les dirigeants de la coalition présidentielle, conduite par Gabriel Attal, François Bayrou et Edouard Philippe, déjeuneront ensuite à la table du chef de l'Etat. «C'est comme au Club Med, on a droit à la formule all inclusive», se réjouit l'un de ces privilégiés.

Les Républicains (LR), représentés par Annie Genevard, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau,

verront, quant à eux, Emmanuel Macron en début d'après-midi, suivis par les représentants du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, puis du Parti radical de gauche. Marine Le Pen et Jordan Bardella (Rassemblement national) ont fait savoir qu'ils ne seraient pas rentrés avant la fin de la semaine. Ils seront donc reçus lundi, tout comme leur allié Eric Ciotti, président du groupe A droite !. Le chef de l'Etat, qui avait omis de consulter en bonne et due forme les présidents des Assemblées avant de dissoudre, devrait enfin s'entretenir, lundi, avec Yaël Braun-Pivet, réélue au perchoir, et Gérard Larcher, président du Sénat.

### Obligation de résultat

Dans sa lettre aux Français le 10 juillet, qui s'adressait en réalité aux partis politiques, Emmanuel Macron demandait «à l'ensemble des forces politiques (...) d'engager un dialogue sincère et loyal pour bâtir une majorité solide, nécessairement plurielle, pour le pays». Loin d'inciter les chefs des partis républicains à se retrouver autour de la même table, la requête a eu pour modeste conséquence, au cœur de l'été, l'envoi de lettres dans lesquelles chacun exposait ses propositions. Des lettres «que personne ne lit et auxquelles personne ne répond», a résumé cruellement le patron du MoDem, François Bayrou. «Le rapport de force n'a pas bougé depuis le 7 juillet, se désole le patron des sénateurs macronistes, François Patriat. LR n'a pas voulu se rapprocher de nous, et le PS ne s'est pas séparé de LFI.»

Pas plus avancé qu'au soir du second tour, Emmanuel Macron a désormais une obligation de résultat. Alors que le gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal aura battu vendredi un record historique, celui d'avoir expédié le plus longtemps les affaires courantes (trente-neuf jours) depuis la seconde guerre mondiale, le chef de l'Etat doit nommer un premier ministre. «Les Français n'en peuvent plus de l'absence de réponse aux élections», souligne Annie Ge-

**Emmanuel Macron, lors du défilé militaire du 14-juillet 2024, sur l'avenue Foch, à Paris.**

ALBERT FACELLY/  
DIVERGENCE



nevard, vice-présidente LR de l'Assemblée nationale. Il y avait beaucoup de colère dans ces élections, elle a fait place à l'inquiétude.» «Combien de temps allons-nous continuer comme si rien ne s'était passé au début de l'été?», s'impatiente, dans une lettre aux Français publiée jeudi, les partenaires du NFP et Lucie Castets, jugeant que «l'inaction du président de la République est grave et délétère».

Les représentants de la gauche déplorent que le chef de l'Etat «tergiverse plutôt que de tirer les conséquences» des législatives qui ont vu la gauche unie obtenir le plus fort contingent de députés (193), mais sans majorité absolue (289). «Il est plus que temps maintenant de passer à l'action : comme dans toutes les démocraties parlementaires, la coalition arrivée en tête doit pouvoir former un gouvernement et se mettre au

travail», revendiquent les représentants du NFP.

Le chef de l'Etat semble toutefois toujours exclure de nommer M<sup>me</sup> Castets à Matignon. «Le plus cynique mais le plus habile aurait été de la nommer dès qu'elle a surgi, en juillet, regrette un député Renaissance. La gauche aurait été piégée.» Et l'hypothèque levée, estime le même, convaincu qu'un gouvernement Castets, composé notamment d'«insoumis», aurait été renversé par une motion de censure avant la fin de l'été. Mais il est désormais trop tard pour s'offrir le luxe d'une telle démonstration.

Le président de la République souhaite «avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible au service du pays, affirme son entourage. La plus stable, cela veut dire qui a la capacité de ne pas tomber à la

première motion de censure déposée». Une majorité si ce n'est effective, du moins tacite.

Car si l'idée d'Emmanuel Macron est d'«aller vers une logique de coalition», selon son entourage, un «accord de coalition à l'allemande n'advient pas à court terme», juge l'ancien ministre des affaires européennes Clément Beaune. Ni le PS, qui n'a aucun intérêt à s'affranchir de ses alliés «insoumis» et écologistes alors que plane la perspective d'une nouvelle dissolution dans un an, ni Les Républicains, jaloux de leur indépendance, ne se compromettent avec l'ancienne majorité.

Laurent Wauquiez, président du groupe Droite républicaine à l'Assemblée nationale, devrait rappeler à Emmanuel Macron, vendredi, que, si LR n'a pas pour objectif de créer la paralysie, il n'est pas question pour eux de voler au secours

**«Il faut que le chef de l'Etat accepte sa mise en retrait. Or, il prétend continuer à gouverner»**

**PHILIPPE BAS**  
sénateur Les Républicains

du chef de l'Etat, seul responsable de la situation dont il cherche aujourd'hui à s'extirper. «Vous pouvez toujours essayer de former une coalition, mais sur l'immigration ou sur les retraites, les positions du PS et de LR sont incompatibles, rappelle par ailleurs le sénateur LR Philippe Bas. Faire semblant de penser qu'une coalition est possible entre les contraires, c'est déboucher sur l'immobilisme.»

### «Tu vois qui?»

Face à ce «Parlement composé de minorités», comme on le décrit à l'Elysée, «le sujet, c'est : quel premier ministre présente le moins de risques d'être censuré?», résume Clément Beaune. Depuis Brégançon (Var), Emmanuel Macron a bombardé de SMS responsables politiques, élus locaux ou grands patrons ces dernières semaines. «Tu vois qui?» – sous-entendu, pour Matignon –, «tu penses quoi?», a interrogé le chef de l'Etat, à la recherche de l'oiseau rare.

Un débordement d'énergie qui fait craindre une forte implication du chef de l'Etat durant la suite du quinquennat, en dépit de deux récents revers électoraux. Ainsi Emmanuel Macron enjoint-il d'ores et déjà au futur gouvernement de ne pas «défaire ce qui a été fait», notamment la réforme des retraites et la politique de l'offre.

«Pour que les opposants à Emmanuel Macron acceptent de ne pas censurer le gouvernement, il faut que celui-ci ne soit plus un gouvernement présidentiel, avertit Philippe Bas. Il faut donc que le président de la République désigne à Matignon une personnalité qui soit notoirement indépendante, qui présentera à l'Assemblée son propre programme, et qu'Emmanuel Macron accepte sa mise en retrait et se contente d'assurer la continuité de l'Etat. Or, aujourd'hui, il prétend continuer à gouverner.» L'ancien premier ministre Dominique de Villepin l'annonçait dès le 11 juillet : «Jupiter est mort, il a été battu dans les urnes. Les Français veulent un gouvernement qui puisse tenir tête au président.» ■

**NATHALIE SEGAUNES**

## Lucie Castets séduit les écologistes lors de son premier meeting

La candidate du Nouveau Front populaire pour le poste de premier ministre a commencé, jeudi, sa tournée des universités d'été

Et Lucie Castets se retrouve à dire «Vive la République et vive la France!» devant 2000 à 3000 personnes. Que peut-il se passer dans la tête de cette haut fonctionnaire, encore inconnue il y a tout juste un mois, qui est ovationnée au son de «Lucie! Lucie! Lucie!» ? La candidate du Nouveau Front populaire (NFP) pour le poste de premier ministre tenait, jeudi 22 août au soir, son premier meeting aux journées d'été des Ecologistes à Tours.

C'est la première étape de son marathon des universités d'été de la gauche : elle devait être vendredi soir chez les communistes, à Montpellier, samedi chez les «insoumis», près de Valence, et le week-end du 31 août chez les socialistes, à Blois. «Elle va porter la flamme de l'espoir», a lancé le député écologiste d'Indre-et-Loire Charles Fournier, filant la métaphore olympique. Au milieu de tout ça ? Un rendez-vous peut-être décisif vendredi matin avec Emmanuel Macron à l'Elysée. Lucie Castets y mènera la délégation

du NFP composée des chefs des quatre partis et de leurs présidents de groupe parlementaire.

Les écologistes avaient décidé de faire leur traditionnelle plénière de fin de journée, consacrée au «Nouveau Front populaire, nouvel espoir», un meeting ouvert à tous. Pas certain que beaucoup de personnes extérieures aux journées aient fait le déplacement, mais une bonne partie des 3600 personnes inscrites – un record d'après les chiffres de la direction du parti – était bien là pour la vedette du jour, voire de l'été à gauche : Lucie Castets.

### «J'ai eu la trouille»

Il semblait y avoir un peu plus que la curiosité de la nouveauté dans l'attention des militants écologistes présents. Une sorte d'envie d'avoir envie de s'enthousiasmer derrière une leader unificatrice neuve à qui personne n'a encore rien à reprocher. Dès la mi-journée, lors de son arrivée dans les allées des journées d'été, Lucie Castets a fait tourner toutes

**La haut fonctionnaire s'est dite «convaincue» de pouvoir trouver des compromis à l'Assemblée**

les têtes et brièvement interrompu les ateliers en cours sur son passage.

Appelée sur scène vers 19 h 30, Lucie Castets a remercié les militants pour «l'énergie» qu'ils lui donnent dans «cet été si particulier». Alors qu'on lui reproche parfois des réponses trop «techno» dans ses interviews, la candidate a commencé par un couplet plus personnel. «La mission qui m'a été confiée est un immense honneur même si, je dois vous l'avouer, j'ai connu des étés un peu plus reposants! (...) Cette mission que certains qualifient d'impossible, je la qualifie d'audacieuse!»

«J'ai envie de dire je l'ai fait pour vous... mais ce ne serait pas complètement vrai. La vérité, c'est que le 9 juin dernier au soir, comme beaucoup d'entre vous, j'ai eu peur, j'ai eu la trouille, j'ai eu très peur», a-t-elle reconnu devant la perspective d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite à la faveur de la dissolution décidée par Emmanuel Macron.

Devant les écologistes, Lucie Castets a bien sûr axé son discours sur la «bifurcation écologique» qui, d'après elle, pour être menée à bien, devra faire sauter «deux verrous déterminants : l'austérité et l'injustice sociale». Optimiste, elle s'est dite «convaincue» de pouvoir trouver des compromis «mesure après mesure» à l'Assemblée nationale pour ne pas financer la transition écologique «sur le dos des classes populaires et des classes moyennes mais en faisant payer les gros pollueurs, les plus riches».

Plus étonnamment, la candidate à Matignon n'a fait qu'une allusion rapide au rendez-vous avec le président de la République

de vendredi. «Nous rappellerons au président son devoir de respecter le choix des Français, de désigner une première ministre en phase avec la volonté populaire.» Le sujet avait été largement abordé dans une lettre aux Français qu'elle et les chefs de parti du NFP avaient publiée plus tôt jeudi.

### Traits d'humour

Le discours d'un petit quart d'heure ne rentrera pas dans les annales. Mais elle a semblé satisfaire un public qui ne demandait qu'à être conquis. En jugeant que «si la prise de conscience de la nécessité d'opérer une bifurcation écologique avance dans notre société, c'est dû, en grande partie, au travail de conviction et de pédagogie que, vous, écologistes, vous menez depuis plus de quarante ans», elle s'était habilement mis l'assistance dans la poche.

Surtout, pour une novice au pupitre, la candidate du NFP au poste de premier ministre n'a clairement pas eu à rougir de sa prestation. Tendue, mais suffisamment

à l'aise pour improviser : «J'ai l'habitude de jongler avec les milliards, c'est vrai, mais ce ne sont pas les miens. Mais, si ça avait été les miens, j'aurais été ravie de payer l'ISF», a-t-elle lancé au maire de Trappes (Yvelines), Ali Rabeh (Génération.s), qui, quelques minutes avant, avait rappelé ses fonctions de directrice financière à la Mairie de Paris. Elle a aussi tenté quelques traits d'humour et interagi avec le public. Au fil du temps, Lucie Castets a néanmoins semblé rattrapée par l'enjeu pour adopter un ton beaucoup plus mécanique.

«Nous aurons besoin d'une intégration encore plus forte du Nouveau Front populaire», a-t-elle demandé en conclusion : «Quoi que décide Emmanuel Macron, nous n'allons pas nous arrêter là. Chacune et chacun d'entre vous à un rôle à jouer, le mien est de soutenir et de renforcer l'unité entre nos formations politiques.» Le tour de piste de Lucie Castets pourrait bien se poursuivre, même si elle n'accède pas à Matignon. ■

**RACHEL GARRAT-VALCARCEL**



# Sky ECC : la justice demande un procès à Paris

Trente personnes sont renvoyées devant la cour d’assises spéciale dans l’affaire de la messagerie cryptée

Un moyen de communication à destination (quasi) exclusive des organisations criminelles. C’est ainsi que les deux juges d’instruction chargés de l’enquête tentaculaire sur Sky ECC, ouverte en 2019, décrivent cette application ultrasécurisée. A l’issue de cinq ans d’investigations, ils ont ordonné un procès pour trente personnes, dont quatre dirigeants de la maison mère canadienne, Sky Global Inc., huit distributeurs et une flopée de revendeurs, renvoyés notamment pour « association de mal-fauteurs ».

« Depuis plus d’une décennie, Sky Global Inc. a généré des centaines de millions de dollars de bénéfices en facilitant l’activité d’organisations criminelles transnationales et en protégeant ces organisations des forces de l’ordre », écrivent les magistrats dans leur ordonnance de mise en accusation, révélée par l’Agence France-Presse (AFP), dont Le Monde a pris connaissance. Selon eux, les mis en cause « savaient, ou ne pouvaient raisonnablement ignorer à tout le moins, que ce produit était susceptible d’attirer la convoitise des organisations criminelles ».

Sur les trente personnes renvoyées devant la cour d’assises spéciale de Paris, compétente en matière de trafic de stupéfiants en bande organisée, seules douze ont été mises en examen au cours de la procédure. Les dix-huit autres sont toujours visées par des mandats d’arrêt, parmi lesquelles

quatre dirigeants de Sky Global, dont le patron, le Canadien Jean-François Eap, qui n’a jamais pu être entendu par les enquêteurs. Un de ses proches, Thomas Herdman, considéré par les magistrats instructeurs comme un des principaux distributeurs de l’application, est le seul, dans ce dossier, à être encore incarcéré.

**5 631 arrestations dans le monde** Cette affaire, dans laquelle il est question d’organisations mafieuses, de trafic de drogue, de trafic d’armes, et d’assassinats, débute en 2018, en Belgique, avec la découverte de cette application présentant un système de cryptage digne du niveau de sécurité des chefs d’Etat. L’arme du crime se présente comme un banal téléphone, semblable à tous les autres, mais qui a la particularité d’avoir été reconfiguré pour ne remplir qu’une fonction : envoyer des messages via une application réputée inviolable.

Ces téléphones reformatés étaient facturés 1300 euros avec six mois d’abonnement et écoulés à travers le monde grâce à une quarantaine de distributeurs et à une petite armée de revendeurs. Selon les magistrats, l’application a été utilisée dans des dizaines de pays, principalement au Canada, aux Pays-Bas, au Brésil, en Espagne, en Serbie, en Allemagne, en France, en Belgique ou encore en Italie. « Le déploiement de la solution Sky ECC a généré un chiffre d’affaires total de plus de 426 millions d’euros », précisent-ils.

Face à l’envergure de l’affaire, une équipe d’enquêteurs commune a été montée, en 2019, entre la Belgique, la France et les Pays-Bas, sous l’égide des agences Eurojust et d’Europol, avec pour mission d’enregistrer l’intégralité des messages échangés, dans l’espoir de les décrypter un jour. Il faudra patienter jusqu’au 15 février 2021 : ce jour-là, les enquêteurs parviennent enfin à « capter les secrets cryptographiques » de l’application, selon un document dont Le Monde a eu connaissance.

Les soupçons des enquêteurs se confirment : Sky ECC est utilisée « principalement », voire « exclusivement », par le crime organisé, dans des affaires de trafic de drogue ou de règlements de comptes. Commence alors une plongée inédite au plus profond de la grande délinquance : livraisons de cocaïne ou de cannabis, menaces de mort, photos de corps démembrés... Dans un procès-verbal sur le déchiffrement d’un échantillonnage de messages échangés sur Sky ECC, un enquêteur belge écrit : « Il n’y a pas (...) un code PIN qui ne puisse être lié d’une quelconque manière (...) à des faits qui semblent manifestement criminels. »

Le déchiffrement de la messagerie a abouti au démantèlement de cartels à travers toute l’Europe. Aux Pays-Bas, il a permis l’ouverture de 1089 enquêtes impliquant 11819 comptes Sky ECC. Mais les répercussions de cette affaire ne se limitent pas à l’Europe. Le 16 février, Europol a dressé un

La justice estime que Sky Global a organisé la clandestinité d’acteurs du crime organisé en connaissance de cause

bilan des opérations menées par la task force Limit, qui regroupe trente-sept pays : 5631 arrestations, 259 millions d’euros saisis, ainsi que 981 tonnes de stupéfiants, 691 armes et 272 kilos d’explosifs, et des saisies de biens d’un montant de 295 millions d’euros.

Les acteurs de la commercialisation de cette application se sont-ils volontairement rendus complices de tous ces crimes ? A en croire les brochures commerciales, Sky ECC était destinée à une clientèle en quête de confidentialité : hommes politiques, avocats, lanceurs d’alerte, journalistes, hommes d’affaires... Mais un ancien salarié a reconnu que la maison mère était consciente que des « éléments malveillants » étaient susceptibles d’utiliser son produit, et qu’il était impossible pour Sky Global de les identifier.

La justice ne reproche cependant pas aux dirigeants de la société canadienne d’avoir été négligents. Elle estime que Sky Global a organisé la clandestinité d’acteurs du crime organisé en

connaissance de cause, ce que nient farouchement MM. Eap et Herdman.

Les avocats de M. Eap ont prétendu, au cours de l’enquête, que Sky ECC ne se distinguait en rien d’applications sécurisées comme WhatsApp ou Signal, si ce n’est « par la meilleure protection qu’elle offrait, grâce au chiffrement de bout en bout ». « Sky ECC n’a jamais été ni pensé, ni imaginé, ni commercialisé pour un usage criminel », assure au Monde Stéphane Bonifassi, avocat de M. Eap.

## Tensions procédurales

M. Herdman a lui aussi affirmé, lors de l’instruction, « tout ignorer des activités criminelles en lien avec Sky ». « 99 % des revendeurs » en relation avec lui « ne sont pas impliqués dans des procédures judiciaires et ne sont pas en contact avec des personnes mises en cause » dans le narcotrafic, ont fait valoir ses avocats, Philippe Ohayon et Paul Sin-Chan, auprès de l’AFP.

Aux yeux des juges d’instruction, plusieurs caractéristiques de cette application la distinguent cependant d’autres messageries cryptées. Tout d’abord, c’est Sky Global qui gère, de manière centralisée, l’effacement des téléphones à distance, sur demande des clients. Or les enquêteurs ont trouvé trace de plusieurs téléphones saisis par la police dont le contenu avait été supprimé après qu’un suspect avait sollicité la société en envoyant un mot de passe de « détresse ».

Autre élément à charge : la société « ne collaborait pas avec les forces de l’ordre », même après l’obtention d’un mandat du juge, écrivent les magistrats : « Cette coopération minimale, voire inexistante, avec les autorités judiciaires, faisait partie intégrante des arguments de vente de la solution Sky ECC. » Une opacité entretenue par le fait que le large réseau de revendeurs s’acquittait des licences auprès de la société en cryptomonnaie, compliquant là encore la traçabilité des transactions et l’identification des différents acteurs.

Signée le 13 août par deux juges d’instruction spécialisés du tribunal de Paris, l’ordonnance de mise en accusation n’a pas surpris que les avocats de la défense. Le parquet de la juridiction nationale de lutte contre le crime organisé, qui souhaitait que les investigations se poursuivent, avait en effet sollicité la communication d’un serveur saisi par les enquêteurs suisses, qui hébergerait des données susceptibles d’être exploitées.

Une demande rejetée par les juges d’instruction qui, chose rare, ont rendu leur ordonnance avant la rédaction d’un réquisitoire définitif. Le parquet a décidé de faire appel de l’ordonnance, ce qui pourrait repousser la perspective du procès. Ces tensions procédurales pourraient aussi avoir des effets sur la coopération européenne puisque la clôture des investigations prive la France du cadre qui lui permettait d’échanger avec ses partenaires. ■

SOREN SEELOW

## A Marseille, le préfet de police menace de fermer une mosquée

L’imam de la mosquée des Bleuets, Smaïn Bendjilali, est notamment accusé de porter un discours fondamentaliste et anti-Israël

MARSEILLE - correspondant

Selon M. Bendjilali, la préfecture s’immisce, par sa procédure, dans le fait religieux

Imam moderne qui se déplace en trottinette et lutte contre les réseaux de drogue dans les quartiers ou fondamentaliste légitimant djihad, charia et soumission de la femme ? Smaïn Bendjilali, un Marseillais de 43 ans, « imam Ismaïl », pour les fidèles, se retrouve au cœur d’une tourmente politique. Le préfet de police des Bouches-du-Rhône, Pierre-Edouard Colliex, a annoncé, mardi 20 août, l’ouverture d’une procédure contradictoire de fermeture de la mosquée des Bleuets, située dans la cité du même nom, au cœur du 13<sup>e</sup> arrondissement de Marseille.

A la demande du ministre de l’intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, un courrier a été remis à l’association des Bleuets, au terme duquel les autorités préfectorales considèrent que les propos de l’imam Ismaïl tendraient à des provocations délibérées à la haine ou à la violence contre des groupes de personnes, notamment les femmes.

### « Ça va faire pschitt »

Remontant à 2017, le préfet liste les publications de Smaïn Bendjilali sur les réseaux sociaux, les posts qu’il a partagés, des hadiths (paroles du Prophète) cités dans ses prêches pour affirmer que l’imam « prône de manière récurrente une vision fondamentaliste de la religion », affiche une proximité avec des « prédicateurs de haine » dont certains ont été expulsés et soutient le Hamas, développant, sous couvert d’antisionisme, des positions haineuses à l’encontre d’Israël. En octobre 2023, la mosquée avait accueilli un prédicateur de la mouvance des Frères musulmans,

qui, souligne la préfecture, avait qualifié l’attaque du 7 octobre de « révolte » et de « châtiment divin infligé aux juifs pour leur orgueil ».

Smaïn Bendjilali et les responsables de la mosquée des Bleuets ont jusqu’au 30 août pour présenter des observations et tenter de convaincre le préfet de ne pas ordonner une fermeture temporaire du lieu de culte, qui peut aller jusqu’à six mois. Certaines voix appellent déjà le préfet à y renoncer, à l’instar d’un imam marseillais souhaitant garder l’anonymat, qui prône la nécessité du dialogue interreligieux. « C’est de la politique politicienne et si on va en profondeur, ça va faire pschitt », pronostique-t-il, soulignant que l’imam Ismaïl participe à des rencontres avec des prêtres et d’autres imams qui se tiennent tour à tour dans une mosquée ou dans une église.

En 2018, une note anonyme des services de renseignement plaçait la mosquée des Bleuets dans la sphère d’influence de celle d’As-Sounna (3<sup>e</sup> arrondissement), décrite comme un foyer salafiste influent en France et à l’étranger. La même note présentait Smaïn Bendjilali comme le bras droit de l’imam algérien El Hadi Doudi, expulsé en 2018. A cette époque, Smaïn Bendjilali avait confirmé au Monde avoir fréquenté cette mosquée mais ne pas partager les positions qui y étaient défendues.

« On m’a qualifié de salafiste mais je ne suis plus dans le club », expliquait-il, en se décrivant comme « un fils de Marseille nourri à IAM et à Zidane ». C’est un ancien DJ des soirées du lycée du centre-ville où il a fait ses études, ajoute même Sami Benfers, conseiller municipal (Gauche républicaine et socialiste), qui entend, lui aussi, tenter de convaincre le préfet de police de ne pas fermer la mosquée.

La procédure de fermeture est aux yeux de l’imam Ismaïl « un ramassis de mensonges » et la préfecture s’immiscerait, selon lui, dans le fait religieux. « On me reproche par exemple d’avoir parlé du mariage selon les règles de l’islam, mais j’ai bien pris soin de rappeler que chacun est libre de faire ce qu’il veut. C’est-à-dire qu’aujourd’hui, tu es un homme, tu as envie de te marier avec un homme, tu vas à la mairie, mais religieusement parlant, le mariage ne peut pas se faire. » Sur Gaza, il se voit reprocher un tweet du 2 août où il écrit : « Les enfants de Gaza meurent de faim et leurs génocidaires peuvent participer aux JO en toute impunité. » Aux yeux de la préfecture, cette publication pouvait mettre en danger les athlètes israéliens et les policiers chargés de leur protection.

« Si les faits détaillés par le préfet de police étaient pénalement répréhensibles, alors il fallait des poursuites, ce qui n’a jamais été le cas », indique M<sup>e</sup> Rafik Chekkat, avocat de l’association des Bleuets, qui prépare un recours en référé-liberté devant le tribunal administratif. De son côté, Smaïn Bendjilali appelle les fidèles à se « mobiliser [contre cette menace de fermeture] de manière pacifique, dans le respect des lois ». ■

LUC LEROUX

LE PUBLIC SYSTEME CINÉMA

C.I.D. DEAUVILLE

BARRIÈRE

50° | DU 6 AU 15 SEPTEMBRE 2024

DEAUVILLE FESTIVAL DU CINÉMA AMÉRICAIN

www.festival-deauville.com

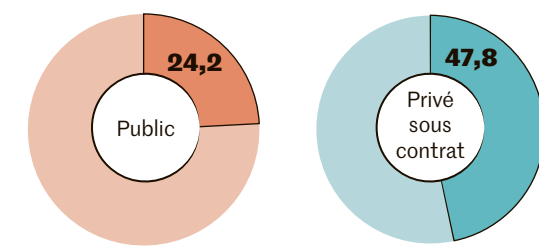
#Deauville2024

CANAL+ CHANEL FONDATION LOUIS ROEDERER PRINTEMPS AIRFRANCE Ford

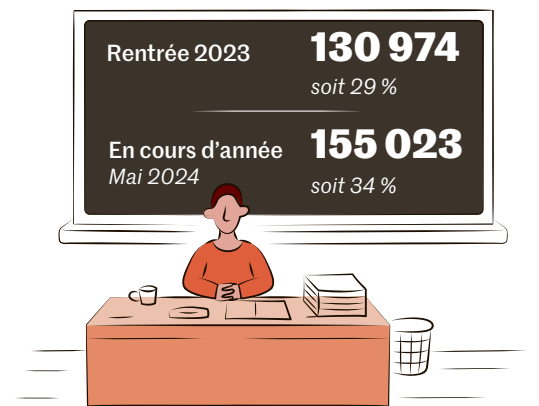
CINEMATHEQUE Le Monde Télérama Konbini LA TRIBUNE OMNISCIENTE inter



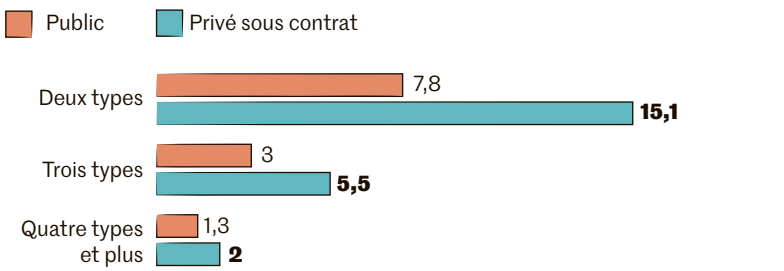
Proportion d'enseignants engagés dans au moins un type de pacte enseignant à la rentrée 2023, en %



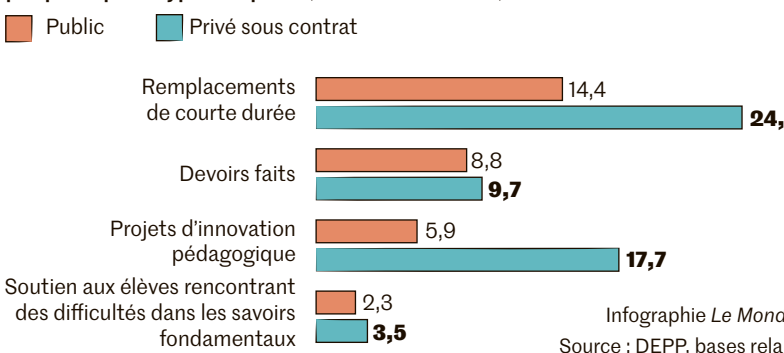
Nombre d'enseignants engagés



Proportion d'enseignants engagés dans plusieurs types de pacte enseignant à la rentrée 2023, en %



Proportion d'enseignants engagés dans le pacte enseignant, par principaux types de pacte, à la rentrée 2023, en %



Infographie Le Monde  
Source : DEPP, bases relais

# Pacte enseignant : dans le second degré, le privé surreprésenté

Seul un quart des professeurs du public a adhéré au dispositif en 2023

Dans ses rares communications sur le bilan du pacte enseignant depuis un an, il est une précision que le gouvernement désormais démissionnaire n'a jamais fournie : ce dispositif de rémunération pour les missions supplémentaires fondé sur le volontariat, promesse de campagne d'Emmanuel Macron en 2022 mise en œuvre à la rentrée 2023, s'est-il déployé de la même manière dans le public et dans le privé sous contrat ?

Au détour d'une note consacrée aux heures supplémentaires dans le second degré publiée jeudi 22 août, la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), le service statistique du ministère de l'éducation nationale, vient d'apporter

une réponse. Au mois d'avril, le ministère avait présenté aux organisations syndicales le chiffre d'environ 30 % d'enseignants signataires d'un pacte, dont 24 % dans les écoles primaires, et 33 % dans les collèges et lycées.

Selon la DEPP, dont le travail n'a porté que sur les professeurs du second degré, la moyenne masque toutefois d'importantes disparités. A la rentrée 2023, près de 48 % des enseignants du privé sous contrat (44 000) avaient accepté de signer un pacte, contre 24 % de ceux du public, néanmoins numériquement plus nombreux (87 000).

Ces derniers ont également effectué davantage de missions dans le cadre du pacte, conçu comme un ensemble de « parts » ou de « briques » dont chacune engage les signataires à assurer

**La création du pacte a suscité la même opposition parmi les représentants syndicaux du public et du privé**

entre dix-huit et vingt-quatre heures annuelles par mission pour 1130 euros net annuels. Dans les deux secteurs d'enseignement, le remplacement de courte durée, érigé en priorité par la Rue de Grenelle, est la mission la plus répandue. Il n'est cependant pas assuré, tant s'en faut, par l'intégralité des participants au pacte, alors même que la consigne ministérielle voulait qu'aucune autre part de pacte ne puisse être distribuée à un enseignant si ce dernier n'acceptait pas en premier lieu d'effectuer des remplacements.

La plus grosse divergence entre le privé sous contrat et le public tient à la part des enseignants bénéficiant d'une « brique » pour la mission « Projets d'innovation pédagogique », dont les contours et les règles d'attribution ont toujours été flous. Ils ne sont que 6 % dans le public, contre presque 18 % dans le privé.

Contacté, le ministère fait valoir que cette publication ne concerne pas le premier degré ni le personnel non enseignant et ne permet donc pas « de dresser un bilan du pacte » et « n'est pas représentative de la répartition public/privé des enseignants » – qu'il ne précise toutefois pas.

La création du pacte a suscité la même opposition parmi les représentants syndicaux du public et du privé, chacun revendiquant des hausses de salaire sans condition et alertant sur l'accroissement de la charge de travail des professeurs. Rejet dont le corps enseignant du public s'est fait l'écho, soit par impossibilité d'effectuer davantage de tâches, soit, pour beaucoup, par refus politique d'un dispositif dont ils sont nombreux à avoir dénoncé la philosophie – certains assurant même les missions tout en refusant d'être rémunérés par le biais du pacte.

Le secrétariat général de l'enseignement catholique, qui représente 96 % des établissements privés sous contrat, avait cependant rapidement fait savoir à la rentrée 2023 que « l'enseignement catholique s'en saisit[sait] volontiers ». Une enquête menée par le SNEC-

CFTC mettait en lumière la motivation financière des signataires dans une profession dont les salaires sont considérés comme trop faibles – encore davantage dans le privé sous contrat, où les cotisations sociales sont plus élevées que dans le public – et qui a connu de lourdes pertes de pouvoir d'achat depuis vingt ans. « Certains faisaient déjà des missions sans être payés, donc ils ont pris les pactes, d'autres se sont sentis obligés », rapportait, en décembre 2023, Véronique Cotellet, présidente du syndicat.

## Potentielles dérives

Dans leur rapport d'avril 2024 sur le financement du privé sous contrat, les députés Paul Vannier (La France insoumise, Val-d'Oise) et Christopher Weissberg (Renaissance, Français établis hors de France, non réélu à l'issue des élections législatives de juillet 2024) notaient que dans certaines académies, les enveloppes financières du pacte, distribuées en respectant le principe budgétaire de parité entre les deux secteurs d'enseignement, étaient ainsi « intégralement consommées » dans le privé, mais pas dans le public.

Les députés alertaient cependant sur de potentielles dérives. « D'après les auditions menées, certaines missions prises en charge au titre du pacte ne relèvent en réalité pas de missions qui y sont éligibles et sont bien davantage liées au caractère propre de l'établissement ou à son projet éducatif : jardinage, animation des réseaux sociaux, etc. », écrivaient-ils, dénonçant ainsi le transfert sous financement public de missions auparavant payées par les fonds propres des établissements privés. « Si cela n'est certes pas toujours illégal (s'agissant, par exemple, des missions de coordinateur d'un projet culturel), il y a toutefois là un effet d'aubaine qui apparaît à minima contestable », soulignaient les parlementaires.

La direction des affaires financières du ministère s'était alors dite « consciente de potentiels abus » et avait annoncé aux deux rapporteurs « travailler à la définition d'un plan de contrôle ». Le ministère précise au Monde qu'il a « mis en place un important dispositif de contrôle interne dans l'attribution des moyens destinés au pacte dès le 1<sup>er</sup> semestre 2024 ». Plus de 700 millions d'euros ont été consacrés à ce dispositif de rémunération sur l'année scolaire 2023-2024, et la Rue de Grenelle avait prévu de le renforcer dans le budget 2025. ■

ÉLÉA POMMIERS

# Wauquiez visé par un signalement transmis au parquet financier

L'opposition dénonce le financement par la région d'études sur son image

En partance de la présidence du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, en raison de la règle du non-cumul des mandats, le nouveau député (Les Républicains) de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Haute-Loire, Laurent Wauquiez, n'a pas encore été remplacé à la tête de la collectivité. L'élu fait face à de nouvelles accusations concernant sa gestion des deniers publics, après que le groupe d'opposition socialiste au conseil régional a émis, mardi 20 août, un signalement au Parquet national financier (PNF). Le PNF a confirmé au Monde, mercredi 21 août, avoir reçu ce « courrier » « attirant [l']attention sur les conclusions d'un rapport de la chambre régionale des comptes [CRC] » sur des « études d'opinion et d'image » commandées en 2020 et 2021 (pour 20 400 euros) par la région à la société Médiascopie.

Comme l'ont rapporté plusieurs médias locaux dont Rue 89 Lyon, ces études devaient analyser « en temps réel » l'impact d'interventions médiatiques du président de la région, Laurent Wauquiez. Dans le cadre de ce marché, une étude de mars 2021 (pour 6 000 euros), en pleine campagne pour les élections régionales, a intrigué la CRC.

Elle avait pour but de mesurer l'impact d'« une interview sur BFM-TV, à la suite de la fermeture du lycée La Martinière-Duchère [à Lyon], propriété de la région, après des faits de violences urbaines, le 4 mars 2021 », comme le note la CRC dans son « rapport d'observations définitives » sur la « communication externe des collectivités locales » depuis 2016, que Le Monde a consulté.

## « Intérêt politique personnel »

« Les résultats Médiascopie de l'émission de 2021 sont complètement centrés sur les réactions des auditeurs en fonction de leur affiliation politique (vote à la présidentielle), développe la CRC dans ce rapport encore confidentiel de 95 pages. Ceci est d'autant plus problématique que cette analyse a eu lieu lors de la période de la campagne électorale pour les élections régionales de 2021. Autrement dit, elle permettait d'affiner les propos du candidat en fonction des réactions d'un groupe politique donné. »

L'instance de contrôle enfonce le clou : « D'une manière générale, la nature politique de ces éléments d'enquête interroge sur le fait que ce travail soit commandé par la région (...). Une enquête qui porte sur l'image du président du conseil régional présente un intérêt politique personnel pour l'intéressé, mais pas nécessairement un intérêt public local. »

Se fondant sur le code électoral, le groupe socialiste a également saisi le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. « M. Wauquiez a utilisé les moyens de la collectivité, l'argent du contribuable, pour sa campagne électorale. Ce qui est

**« M. Wauquiez a utilisé les moyens de la collectivité pour sa campagne électorale. Ce qui est illégal »**

**JOHANN CESA**  
vice-président du groupe socialiste, écologiste et démocrate au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

**Le Parquet national financier a déjà ouvert deux enquêtes préliminaires relatives à la région et à son président**

illégal », estime Johann Cesa, vice-président du groupe socialiste, écologiste et démocrate au conseil régional.

Contacté par Le Monde, M. Wauquiez n'a pas donné suite. Le conseil régional rétorque que, « à aucun moment, la CRC ne constate d'irrégularités dans les dépenses de communication de la région », tout en soulignant que l'« étude Médiascopie » est une « pratique récurrente de la collectivité ». La région affirme être « très déterminée à suivre les utiles propositions » de la CRC.

Le rapport émet plusieurs recommandations et souligne un « amalgame entre le président du conseil régional et la collectivité régionale », qui « peut mener à engager des dépenses qui ne sont pas uniquement motivées par des logiques de communication institutionnelle ».

La CRC évalue à 372 556 euros la facture totale des « 21 études ou sondages recensés » entre 2018 et 2023, et précise que la région avait « omis de produire initialement (...) les deux enquêtes Médiascopie réalisées en 2020 et 2021 ».

Le signalement du groupe socialiste est actuellement « à l'analyse » au PNF. Lequel a déjà ouvert deux enquêtes préliminaires relatives à la région et à M. Wauquiez. La première est menée depuis septembre 2020 pour « détournement de fonds publics », après un signalement de la CRC, en juin 2020. Les enquêteurs tentent de faire la lumière sur des soupçons d'emploi fictif, en rapport avec plusieurs collaborateurs de cabinet de la région.

Une seconde enquête préliminaire a été ouverte par le PNF, en décembre 2022, pour « favoritisme », « recel de favoritisme » et « détournement de fonds publics ». Elle se polarise sur les fameux « dîners des sommets », révélés par Mediapart, et mentionnés également par la CRC dans son rapport. Ces « réceptions dînatoires de prestige » devaient « réunir des personnalités de la région issues de différents réseaux (culturels, économiques, sportifs, sociaux), ayant toutes en commun de rayonner dans la région et au-delà ».

« Toutes les dépenses liées à ces dîners n'ont pas fait l'objet de marchés publics, écrivent les rapporteurs de la CRC. (...) En définitive, si, selon le président du conseil régional, ces dîners auraient permis aux invités de nouer des contacts et d'initier des projets, il résulte des éléments recueillis au cours du contrôle qu'ils ont été organisés dans des conditions peu transparentes et dans le but principal de promouvoir l'image personnelle du président du conseil régional, pour un coût total de 178 428 euros. »

La CRC s'est également intéressée à des « déjeuners et dîners parisiens », « frais de bouche » et « repas » onéreux, pris par M. Wauquiez, en particulier avec l'écrivain Michel Houellebecq, en mars et octobre 2022 (pour 2 148 euros), ainsi qu'avec des journalistes. ■

RÉMI DUPRÉ

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

Le Monde JEUX

52 GRILLES

UN SIÈCLE DE MOTS CROISÉS

Philippe Dupuis et Yves Cunow

L'HISTOIRE D'UN SIÈCLE DE MOTS CROISÉS

Philippe Dupuis et Yves Cunow racontent comment les grilles, d'abord apparues sous la forme de « puzzles », ont traversé l'Atlantique. Face au succès foudroyant de ce jeu de lettres dans la presse, presque tout le monde veut faire des mots croisés : les artistes, les écrivains, les hommes politiques. Encore aujourd'hui, les lecteurs du journal Le Monde, cruciverbistes sagaces, témoignent de leur attachement à ce jeu.

Découvrez cette histoire passionnante, et prenez plaisir, vous aussi, à remplir les 52 grilles de ce hors-série.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 100 PAGES - 10,99 €



Le pénitencier national de Port-au-Prince, le 16 juillet.



Augustin Vénol, dans sa boulangerie du quartier de Solino, à Port-au-Prince, le 13 juillet.



Vente de billets de loterie dans le quartier de Solino, à Port-au-Prince, le 13 juillet.



Le marché Salomon, à Port-au-Prince, le 18 juillet.  
PHOTOS : PIERRE MICHEL JEAN/  
KOLEKTIF 2D  
POUR « LE MONDE »

# En Haïti, l'économie asphyxiée par les gangs

L'activité du pays en pleine crise sécuritaire s'est contractée ces cinq dernières années et pourrait encore chuter

## REPORTAGE

PORT-AU-PRINCE (HAÏTI) -  
envoyé spécial

Déserte en pleine journée, jonchée de cartouches de munitions et de débris à moitié calcinés, la rue Saint-Martin, à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, a des allures de no man's land. Difficile d'imaginer que cette artère sinistrée du quartier populaire de Solino abritait, il y a encore quelques mois, un marché fréquenté quotidiennement par plusieurs milliers de commerçants et d'acheteurs. En janvier, après une nouvelle série d'attaques meurtrières dans ce secteur, menées par les bandes armées qui contrôlent 80 % de l'agglomération et plusieurs localités ailleurs en Haïti, le marché de Carrefour Péan a périclité.

Un seul commerce subsiste discrètement dans cette rue jadis si animée : la boulangerie Bon Accueil. Une lampe torche à la bouche, deux jeunes employés munis de longues pelles retirent des pains rustiques de l'antique four en brique, noirci par la suie, et les disposent sur une étagère. « On fait du pain, pour ainsi dire, pour s'amuser : voilà trois ans qu'on ne fonctionne plus », grince, dans la pénombre et la chaleur suffocante de son arrière-boutique, Augustin Vénol, le patron, depuis 2001, de cette boulangerie fondée par ses parents il y a un demi-siècle.

Et pour cause : l'insécurité galopante a rendu trop dangereux le travail nocturne. Sur les vingt salariés, répartis en deux équipes, le boulanger n'en a donc gardé que douze, qui travaillent le matin. Cette solution est loin d'être la panacée, puisque les attaques peuvent également se produire en plein jour. Résultat, « les clients ont peur de venir », soupire l'artisan de 53 ans, les habits maculés de farine et de sueur. Sa produc-

**Le quotidien « Le Nouvelliste » n'a plus accès à son imprimerie, située dans un quartier trop dangereux**

tion s'est effondrée, au point que l'entreprise ne consomme plus que « deux ou trois » sacs de farine de 50 kilos par jour, contre « dix à quinze » autrefois, affirme-t-il. Le prix de ces derniers a d'ailleurs doublé, du fait des difficultés d'approvisionnement. Mais le boulanger de Solino n'a pas d'autre choix que de persévérer. Pour mettre en lieu sûr son commerce, faute de pouvoir acquérir de nouveaux équipements, « il faudrait avoir la possibilité de déplacer le four », dit-il en levant les yeux au ciel.

Ces contraintes liées à la violence des gangs sont le lot commun des entreprises de la région de Port-au-Prince, qui concentre l'essentiel de l'activité économique en Haïti. Début 2024, les bandes criminelles ont multiplié les exactions afin d'obtenir le départ de l'impopulaire premier ministre Ariel Henry. La descente aux enfers s'est subitement accélérée le 29 février, lorsque plusieurs groupes rivaux ont décidé d'unir leurs forces.

Depuis cette date, au sein des Laboratoires Farmatrix, l'une des principales entreprises pharmaceutiques du pays, « l'activité est pratiquement à l'arrêt », déplore Ralph Edmond, le PDG de cette société qui emploie environ 200 personnes. L'unique site de cette firme, qui produit notamment des antiparasitaires et des antalgiques, est situé dans le bas Delmas, « une zone de non-droit, de guerre », s'afflige le dirigeant.

En effet, ce secteur est désormais le fief de Jimmy Chérizier, le redoutable chef de gang qui se fait appeler « Barbecue ».

Jusqu'ici, le laboratoire, qui a conservé 80 % de ses salariés, a pu maintenir un semblant d'activité en écoulant ses stocks. Par ailleurs, « comme nous sommes en Haïti, on avait des réserves [financières] pour les mauvais jours », poursuit M. Edmond. Mais la crise s'éternise, et l'entreprise fait face à de nombreuses obligations à honorer. « Je commence à m'inquiéter un peu », confie le dirigeant.

### « Impréparation des autorités »

Autre fleuron haïtien dans la tourmente, le quotidien *Le Nouvelliste* n'est plus en mesure d'imprimer ses journaux depuis cinq mois. Forte d'une quarantaine de journalistes, la rédaction du principal quotidien national, fondé en 1898, avait déjà évacué, en octobre 2023, ses bureaux de la rue du Centre, tout près de la prison civile de Port-au-Prince, pour s'installer sur les hauteurs, dans la commune voisine de Pétion-Ville, plus sûre. « Les journalistes n'allaient plus en ville parce que c'était déjà compliqué, mais les presses étaient toujours là, vu qu'on ne peut pas les déplacer », explique Frantz Duval, le rédacteur en chef, dans son bureau provisoire aux dimensions exiguës.

Depuis l'assaut des gangs contre la prison, le 2 mars, et l'évasion de plusieurs milliers de détenus, ce quartier du centre-ville est désormais trop dangereux, et le journal n'a plus accès à son imprimerie, qui a été vandalisée et pillée. « Il n'y a plus d'impression, il n'y a plus d'abonnés. Il ne reste qu'un site Internet où tout est gratuit », ajoute M. Duval avec amertume. C'est un business model vieux de cent vingt-six ans qui a été anéanti, à cause des bandits et de l'impréparation des autorités. »

Ce nouveau coup dur pour les entreprises haïtiennes ébranle une économie déjà exsangue. Celle-ci « s'est contractée pendant cinq années consécutives », de 2019 à 2023, soulignait, en avril, la Banque mondiale dans son analyse de la conjoncture dans ce pays de 11 millions d'habitants. Le produit intérieur brut haïtien a reculé de 10 % sur cette période. Ce marasme est le résultat de la violence, mais aussi de la « crise politique et institutionnelle persistante » et de la « forte vulnérabilité aux risques naturels », selon cette institution internationale, qui annonce un taux d'inflation de 44,2 % en Haïti en 2023 et pronostique « une nouvelle année de croissance négative en 2024 (-1,8 %) en raison du contexte sécuritaire tendu » dans le pays le plus pauvre de la zone Amérique latine et Caraïbes.

L'insécurité épargne certes de nombreuses régions du pays, mais leurs habitants aussi « font face à une baisse de pouvoir d'achat et à une dégradation de la qualité de vie », précise l'économiste Kesner Pharel. Selon cet expert, président et directeur général de Group Croissance S.A., l'inflation est « exacerbée par les routes bloquées par les bandits » aux abords de la capitale, qui entravent les chaînes d'approvisionnement dans tout le pays. La principale bonne nouvelle, ce sont les « 3 milliards de dollars [environ 2,74 mil-

liards d'euros] envoyés chaque année par les Haïtiens de la diaspora, ajoute M. Pharel. C'est ce qui nous permet de stabiliser la balance commerciale et le taux de change ».

Dans ce contexte morose, l'annonce du départ de deux acteurs financiers internationaux a suscité un certain émoi. Lundi 8 juillet, Citi, la dernière banque étrangère encore présente en Haïti, annonçait la fin prochaine de ses activités dans ce pays où elle était présente depuis cinq décennies. Cette décision « a été prise en raison de la diminution de l'activité internationale et de la baisse de la demande de services des clients dans le pays », a écrit la banque new-yorkaise dans un communiqué.

En février, c'était l'acteur du microcrédit Finca International qui avait formellement demandé la résiliation de son accord avec la banque centrale haïtienne, en raison de l'insécurité.

### « Obligés de tout abandonner »

« En termes d'image, vis-à-vis des investisseurs, c'est mauvais. Mais en termes réels, l'effet est limité », nuance Kesner Pharel à propos de la décision de Citi. En effet, explique l'économiste, cet institut « ne contrôlait même pas 1 % des dépôts » dans le système bancaire haïtien. Ceux-ci s'élevaient à 523 milliards de gourdes (environ 3,63 milliards d'euros) en mars 2024.

Depuis janvier 2023, une nouvelle menace plane désormais sur l'économie haïtienne : l'émigration massive d'actifs, souvent qualifiés, vers les États-Unis. Ils bénéficient d'une nouvelle procédure d'immigration légale mise en place par Washington en faveur des ressortissants de quatre pays de la région : Haïti, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Selon le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis,

180 600 autorisations avaient été délivrées à des Haïtiens fin avril 2024. « On a connu un exode de cadres qui a vraiment affecté la fonction publique », observe le journaliste Frantz Duval. Cette fuite des cerveaux déclenchée par le « programme Biden » pourrait compliquer encore davantage les efforts visant à moderniser l'administration, souligne-t-il.

Et l'hémorragie n'est pas près de ralentir. A l'aéroport de Port-au-Prince, les vols à destination de Miami affichent complet, ou presque. « C'est à cause de l'insécurité que je m'en vais », chuchote Nicole (le prénom a été changé), assise dans la salle d'embarquement avec sa fille. Début 2023, après un énième raid des gangs dans son quartier de Port-au-Prince, cette cadre d'entreprise de 41 ans a dû se réfugier chez des proches à Pétion-Ville en attendant d'obtenir son précieux sésame des autorités américaines. « On était bien : j'avais ma maison, mon travail, ma voiture. On a été obligés de tout abandonner », se désole-t-elle. Nicole projette désormais de refaire sa vie à Boston, où elle a de la famille.

Dans les Laboratoires Farmatrix, « entre vingt et trente » salariés sont partis en un an, estime Ralph Edmond. « Je sais qu'il y a des employés qui ont fait une demande et qui attendent l'autorisation », ajoute-t-il. « Plusieurs d'entre eux sont des jeunes que nous avons formés », regrette le dirigeant, qui tente de s'adapter à cette situation inédite : certains de ces émigrés continuent de travailler à distance aux États-Unis.

« Nous avons changé toute la configuration de notre plateforme numérique », poursuit M. Edmond, qui, malgré les circonstances, refuse de céder au désespoir : « Nous avons l'intention de continuer d'investir dans notre pays et de continuer de grandir. » ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

**Une nouvelle menace plane sur l'économie haïtienne : l'émigration d'actifs, souvent qualifiés, vers les États-Unis**



# La hausse des tarifs de la Ligue 1 profite aux diffusions pirates

La pratique se répand par le biais de Telegram ou de boîtiers spécialisés

Sur Google Trends, l'outil qui permet de comparer l'évolution du nombre de recherches sur des mots-clés, les courbes sont impressionnantes : mi-août, le nombre de recherches pour des outils permettant de regarder illégalement la reprise du championnat de Ligue 1 a explosé. Cause probable de cette soudaine hausse, l'annonce officielle des tarifs de DAZN, le 8 août : le nouveau détenteur des droits du championnat propose un abonnement à 29,99 euros par mois, avec un engagement d'un an, soit environ le double du tarif du Pass Ligue 1 proposé en 2023 par Amazon, en comptant le prix d'un abonnement Prime Video.

Si Shay Segev, le PDG de DAZN, avait estimé que son offre à 29,99 euros par mois est un « *juste*

*prix* », dans une interview au quotidien sportif *L'Equipe*, mercredi 14 août, nombre d'amateurs de football en doutent. Voire s'agacent clairement de devoir déboursar près de 45 euros mensuels pour regarder l'intégralité de la Ligue 1 en direct (en intégrant l'offre de BeIN Sports).

Pour l'ouverture de la saison, vendredi 16 août, au moins 200 000 personnes se sont tournées vers la messagerie Telegram pour y regarder le match opposant Le Havre au Paris Saint-Germain, selon les estimations du *Parisien*. L'application, qui propose des canaux de discussion et un système de vidéos en direct, permet de facilement mettre en place un flux vidéo, et des comptes spécialisés y partagent les liens vers les directs de Ligue 1 ou d'autres compétitions sportives depuis plusieurs années.

*nombre de spectateurs, ce qui permet de couper les diffusions illégales avant même qu'une plainte ne soit reçue* ». Reste qu'en cas de coupure, il est facile pour les pirates de créer un nouveau direct : « *On relance juste après* », explique A., qui dit diffuser les matchs parce qu'il « *kiffe faire ça* », mais aussi pour l'argent.

Sur Telegram, les streams pirates peuvent rapporter de l'argent, mais les sommes en jeu sont faibles. Le principal modèle économique de ces chaînes est d'attirer des abonnés, dans le but de revendre le canal ensuite – les tarifs dépassent rarement la centaine d'euros. Des « annonceurs » un peu particuliers, spécialisés dans le marketing d'affiliation pour les paris sportifs, les sites pornographiques, voire la vente de drogue ou de faux papiers, s'intéressent aussi à ces espaces en ligne. Là encore, les tarifs sont souvent dérisoires.

Pourtant, le piratage des compétitions sportives en général, et de la Ligue 1 en particulier, peut rapporter gros, hors des diffusions un peu amateurs que l'on trouve sur Telegram et, plus rarement, sur d'autres réseaux sociaux. Le piratage « professionnel » passe par l'Internet Protocol Television (IPTV), la technologie qui permet la diffusion de flux vidéo de haute qualité par Internet. En pratique, les clients achètent un petit boîtier qui se branche à la télévision, et souscrivent un abonnement – en général une dizaine d'euros par mois – auprès d'un service illégal, qui pirate des centaines, voire des milliers de chaînes. Ligue 1, mais aussi Premier League, Netflix, Disney+, Amazon Prime Video... Un même abonnement donne accès à quasiment tous les contenus du monde entier.

La pratique n'est pas nouvelle, mais la hausse des prix pour accéder à la Ligue 1 a provoqué un vif regain d'intérêt pour l'IPTV en France, avec un pic très marqué de recherches sur Google – que l'on ne retrouve ni au Royaume-Uni ni en Allemagne. « *La saison de l'IPTV est ouverte* », écrit avec ironie le magazine spécialisé *So Foot*, dans un article compilant les critiques d'amateurs de football furieux devant les tarifs proposés par DAZN.

Le piratage des chaînes payantes n'a rien de neuf – en France, des décodeurs pirates permettant de regarder Canal+ gratuitement sont apparus dès le lancement de la chaîne, en 1984. Mais les ayants droit et les grandes plates-formes se montrent de plus en plus inquiets face à l'IPTV, dans un contexte de hausse des prix des abonnements ou encore d'arrivée de coupures publicitaires sur des services qui en étaient jusque-là dépourvus. Fin 2022, une étude du groupe d'intérêts des diffuseurs audiovisuels, l'Audiovisual Anti-Piracy Alliance, estimait qu'environ 2,5 millions de personnes utilisaient un service d'IPTV illégal en France – un chiffre à prendre avec précaution car calculé à partir d'une extrapolation de données un peu ancienne.

Selon Cyril Linette, qui souhaite se porter candidat à la présidence de la LFP face à l'actuel titulaire

du poste, Vincent Labrune, qui va se représenter, « *c'est bien de s'attaquer à la conséquence du piratage, mais il faut surtout s'en prendre à la cause* ». Pour l'ex-directeur général de *L'Equipe* et du PMU, « *les secteurs de la musique et la presse y sont arrivés, parce qu'elles ont su fixer le bon prix* ». « *Il faut trouver un équilibre pour vendre à un prix qui correspond au panier de ses clients, soit entre 15 et 20 euros par mois* » pour pouvoir accéder à l'intégralité de la Ligue 1 tout en garantissant « *un niveau de revenus raisonnable pour les clubs* », insiste Cyril Linette auprès du *Monde*.

En attendant la LFP, le Comité international olympique, les diffuseurs et les grandes plates-formes ont multiplié ces deux dernières années les procédures judiciaires en France pour bloquer les infrastructures des principaux services d'IPTV, mais aussi des sites de streaming illégaux. « *Si cette décision est la quatrième injonction de blocage obtenue par la LFP depuis la création du dispositif de lutte contre le piratage sportif en janvier 2022, elle est la première à avoir été obtenue en amont du début d'une saison* », se félicitait la Ligue dans un communiqué, le 12 août.

**« Un fléau pour les diffuseurs »**

Pour lutter contre ces piratages, l'Association pour la protection des programmes sportifs a été créée en janvier 2018. La chaîne BeIN Sports s'y est associée aux côtés de plusieurs fédérations, ligues et aux autres diffuseurs afin de rappeler que « *l'offre légale est le pilier du sport* », notamment dans une campagne de sensibilisation mise en ligne en juin, au moment de l'Euro 2024. « *Le piratage, c'est un fléau pour les diffuseurs* », rappelle Sarah d'Arifat, directrice juridique de BeIN Sports France. Le manque à gagner dû à l'IPTV en Europe pour les diffuseurs était chiffré à 3,2 milliards d'euros en 2022, selon l'étude de l'Audiovisual Anti-Piracy Alliance. « *Mais son impact est très grave pour tout l'écosystème du sport professionnel comme amateur, qui est en grande partie financé par les droits de retransmission audiovisuelle* », résume-t-elle. Pour y faire face, la chaîne y consacre au quotidien des équipes de veille et juridiques et plusieurs prestataires. De son côté, la plate-forme britannique DAZN n'a pas répondu à nos sollicitations sur le sujet.

Pour autant, bien que le tribunal judiciaire de Paris leur a, à chaque fois, donné raison, et ordonné aux fournisseurs d'accès de couper l'accès aux sites concernés, la réponse judiciaire a tout du jeu du chat et de la souris. Une fois bloqués, les services changent simplement de serveurs pour rétablir les flux vidéo. Même si une procédure simplifiée permet désormais à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique de faire bloquer rapidement les sites miroirs lorsqu'une décision du tribunal a été prise, les grands services d'IPTV, dotés de moyens importants, parviennent souvent à contourner les blocages.

Mais ces services attirent aussi de plus en plus l'attention des services de police chargés de la lutte contre la criminalité organisée. En juin 2023, une opération d'Europol avait mené à l'arrestation de 13 personnes en Italie et en Allemagne, soupçonnées d'administrer le service « Impero IPTV », et à la saisie de 620 000 euros en argent liquide et cryptomonnaies. ■

BRICE LAEMLE  
ET DAMIEN LELOUP

## Départ surprise du patron de Nestlé

Ulf Mark Schneider doit céder sa place au Français Laurent Freixe sur fond de baisse de régime du géant de l'agroalimentaire

Nestlé a annoncé le départ surprise de son patron, Ulf Mark Schneider, dans un communiqué publié jeudi 22 août. Il devra céder sa place à un homme du sérail, le Français Laurent Freixe, entré dans le groupe en 1986 et qui dirigeait jusqu'à présent la zone Amérique latine. La passation des pouvoirs sera effective le 1<sup>er</sup> septembre, date de départ de M. Schneider, qui quittera aussi le conseil d'administration. Lorsque l'annonce de l'arrivée d'un nouveau directeur général à la tête de Nestlé avait été faite, il y a huit ans, à l'été 2016, des noms de cadres du numéro un mondial de l'agroalimentaire avaient circulé comme de possibles successeurs à Paul Bulcke. Parmi eux, celui du Français Laurent Freixe. Finalement, créant la surprise, le géant suisse était allé chercher son futur leader hors du groupe. Une première depuis 1922.

En outre, l'élus n'avait pas fait ses armes dans l'agroalimentaire mais dans la santé. Une double révolution pour le groupe de Vevey, connu pour ses marques Nescafé, KitKat, Maggi, Purina ou Perrier. M. Schneider, qui dirigeait jusqu'alors le groupe de santé allemand Fresenius, avait pris les rênes de Nestlé le 1<sup>er</sup> janvier 2017, M. Bulcke devenant président du conseil d'administration.

La pression était forte sur les épaules de M. Schneider. Nestlé cherchait alors un second souffle et misait tout particulièrement sur la santé pour doper sa croissance avec ses divisions Nestlé Health Science et Nestlé Skin Health, spécialisée dans les soins de la peau. Le groupe souhaitait renouer avec le modèle estampillé Nestlé d'une progression annuelle de 5 % à 6 % de son activité.

**Marché stratégique du café**

M. Schneider fit cette promesse de croissance en s'engageant aussi à porter la marge d'exploitation à 18 % (en 2017, elle était de 16,4 %). A l'été 2017, un nouvel aiguillon, le fonds activiste américain Third Point, entre en scène. Le patron de Nestlé s'est alors engagé dans une revue du portefeuille avec des cessions comme celles de la confiserie américaine pour 2,4 milliards d'euros, de la filiale d'assurance vie Gerber Life Insurance pour 1,3 milliard d'euros, ou de l'activité de soins dermatologiques Nestlé Skin Health pour 9,3 milliards d'euros, et solder ainsi une diversification douloureuse.

En parallèle, il s'est renforcé sur le marché stratégique du café, en reprenant les chaînes américaines Blue Bottle Coffee et Chameleon Cold-Brew, mais surtout en nouant une alliance à 7 milliards

**Les consommateurs ont privilégié les marques de distributeurs, plus accessibles**

d'euros avec Starbucks pour vendre cette marque en supermarché. Il a également procédé à des acquisitions dans le secteur du bien-être et de la santé, à l'exemple de la société de compléments alimentaires Atrium Innovations, achetée pour près de 2 milliards d'euros, des marques phares du spécialiste américain des vitamines The Bountiful Company, moyennant un chèque de 4,9 milliards d'euros, sans oublier la société Aimmune Therapeutics, valorisée 2,2 milliards d'euros. Mais cette dernière emplette, négociée par M. Schneider, qui devait renforcer le pôle santé de Nestlé, a été un échec. Son fleuron, le traitement contre les allergies aux arachides, n'a pas été le succès escompté. Le groupe suisse a dû s'en délester en inscrivant une charge de dépréciation de près de 1,9 milliard d'euros dans ses comptes.

**Scandales sanitaires**

Le patron du groupe de Vevey s'est aussi retrouvé confronté à la vague d'inflation qui a secoué le rayon alimentaire. Face à la hausse des prix des grandes marques, les consommateurs ont privilégié les marques de distributeurs, plus accessibles. Les géants comme Nestlé ont souffert d'une baisse des ventes en volume. Résultat, en 2023, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 92,9 milliards de francs suisses (98,1 milliards d'euros), en repli de 1,5 % sur un an. Il était de 89,8 milliards de francs suisses en 2017. Toutefois, la marge opérationnelle était en progression, à 17,3 % en 2023.

Dans un contexte marqué par le scandale sanitaire des pizzas Buitoni contaminées et des traitements des eaux minérales en France, Nestlé a été contraint, en juillet, d'abaisser ses prévisions de croissance organique de son chiffre d'affaires pour 2024. Passant de 4 % à 3 %. Une correction froide-ment accueillie en Bourse. D'autant que cette prévision s'éloigne de l'objectif fixé par M. Schneider il y a huit ans. Un mois plus tard, la sanction est tombée. Il doit céder sa place. Et en adoubant, cette fois, M. Freixe, M. Bulcke martèle son ordre de mission : « *Rallier les troupes avec une priorité, la croissance organique*. » ■

LAURENCE GIRARD

UN HORS-SÉRIE | Le Monde



**L'EAU DANS LA VILLE**  
L'Épopée méconnue des fontaines Wallace

En partenariat avec 

### L'HISTOIRE DE L'EAU DANS LA VILLE

Douce et vive, l'eau accompagne l'humanité depuis des millénaires. Son accès, sa qualité sont des enjeux du présent et de l'avenir. Ce hors-série raconte l'histoire des fontaines urbaines, notamment celle méconnue des fontaines Wallace, aujourd'hui réinterprétées à Nantes par l'artiste Cyril Pedrosa.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 116 PAGES - 10,99 €

**Pour lutter contre ces piratages, BeIN Sports consacre au quotidien des équipes de veille et juridiques**



# Paralympiques : la mue des sites de compétition

Les stades et salles des Jeux sont de nouveau en chantier pour recevoir les athlètes et leurs spectateurs

## REPORTAGE

Sous la verrière du Grand Palais, une armée de manutentionnaires en gilets fluorescents et avec casques de chantier s'activent. Après le succès des épreuves d'escrime et de taekwondo des Jeux olympiques, les pendants para sportifs de ces disciplines vont prendre le relais, du 29 août au 7 septembre. D'ici là, le défi, dans cet écrin comme ailleurs, est de taille : organiser la mue, en l'espace de dix-sept jours, des sites de compétition pour les adapter aux Jeux paralympiques.

Pour le moment, des câbles électriques serpentent sur le sol, le vrombissement d'une balayeuse résonne au loin et de la Rubalise barre l'accès au grand escalier d'honneur – décor de prestige qui a servi aussi bien la dramaturgie des finales olympiques que la valorisation du site auprès du public et des téléspectateurs du monde entier.

« Le Grand Palais est un monument unique, érigé sur six niveaux différents... Magnifique mais pas idéal en matière d'accessibilité », évoque, en souriant, Philippe Fadeau, responsable du site et de l'escrime fauteuil. Autre époque, autres considérations. Les architectes Henri Deglane, Albert Louvet, Albert-Félix-Théophile Thomas et Charles Girault avaient-ils seulement caressé l'idée, en 1900, de voir un jour des athlètes en fauteuils roulants s'y affronter ? Il est à peu près sûr que non. Mais les artisans de sa rénovation (menée entre 2021 et 2024) l'avaient, eux, bien intégré dans leurs plans. « On a pu bénéficier des nouvelles dessertes par ascenseur et le site est accessible aux personnes en situation de handicap : athlète, journaliste, coach ou spectateur. C'était déjà le cas pendant les Jeux olympiques et cela le restera pendant les Jeux paralympiques », expose M. Fadeau.

### Qualité et service inchangés

La qualité d'accueil, la mise en scène des finales et les services proposés demeureront inchangés, tout comme le nombre de spectateurs : 5 800 places disponibles, dont 80 destinées aux personnes à mobilité réduite (PMR). Avec ses deux murs de tribunes tutoyant le sommet de la verrière, le Grand Palais a été l'un des plus plébiscités lors de la quinzaine olympique. « Et on est déjà presque



La transformation du site de beach-volley en site de cécifoot pour les Jeux paralympiques de Paris, le 18 août. ABDUL SABOOR/REUTERS

## « Nous serons mobilisés jour et nuit pour tenir les délais »

PHILIPPE FADEAU  
responsable du site du Grand Palais et de l'escrime fauteuil

complet pour les paralympiques ! La billetterie a cartonné et le site y est pour beaucoup », s'enthousiasme le responsable du site.

Sur place, les modifications matérielles pour les Jeux paralympiques sont restées marginales. Les agitos, trois virgules jaune, verte et bleu, symboles des Jeux paralympiques, ont remplacé les anneaux olympiques ; une rampe inclinée a été ajoutée pour accéder à l'aire de compétition ; des positions caméras ont été déplacées et un centre technique a été installé dans les galeries pour le matériel et les prothèses des para sportifs. « Le vrai coup de chaud aura surtout lieu à la fin de la compétition de para taekwondo,

lorsqu'il faudra basculer le site sur la configuration para escrime, relève M. Fadeau. En trente-cinq heures, nous allons devoir élargir l'aire de compétition, démonter des tribunes basses et abaisser le parquet. Nous serons mobilisés jour et nuit pour tenir les délais. »

Si le Grand Palais est presque opérationnel, d'autres sites de compétition sont encore en chantier. De l'autre côté du pont Alexandre-III, les ouvriers sont à pied d'œuvre pour transformer l'aire d'arrivée du marathon en un stade de para tir à l'arc. Entre la fin des Jeux olympiques et les débuts des paralympiques, plus de 200 personnes ont été mobilisées pour réinstaller les tribunes, poser les moquettes, réaliser les finitions et ériger les panneaux de protection.

Dimanche 18 août, « il y avait encore des grues partout. La principale modification du site repose sur l'installation d'une deuxième plateforme à 50 mètres, en plus de celle à 70 mètres, spécificité du para tir à l'arc », évoque Kaylene Pallen, chargée de la reconfiguration du site. Sur l'aire d'échauffement, des

volontaires s'exercent à mettre en place les cibles, en prenant soin d'enjamber les couloirs de tir, la peinture fraîche ayant provoqué quelques surprises. Les premiers sportifs sont attendus dans quelques jours et, d'ici là, les porte-palettes et autres engins de chantier devront avoir évacué les lieux.

### Cécifoot au pied de la tour Eiffel

Même constat à l'Arena Paris Sud, porte de Versailles, où les bandeaux numériques annoncent déjà la direction des pavillons de la boccia (jeu de boules pour handicaps moteurs), du goalball (sport de ballon pour des personnes malvoyantes) et du para tennis de table, mais où les terrains sportifs sont encore en gestation. Les chariots élévateurs enchaînent frénétiquement les allers-retours sur une bande-son techno qui résonne aux quatre coins du site. En tout, 44 épreuves et 56 sessions seront organisées ici pendant les dix jours de compétition, où 30 000 spectateurs sont attendus quotidiennement. Il n'y a donc pas de temps à perdre.

## « C'est une dynamique très vertueuse pour nous »

ÉLIE PATRIGEON  
directeur général du Comité paralympique

tabilise, à une semaine de son ouverture, quasiment 80 000 inscrits, soit l'objectif que le comité s'était initialement fixé. Mais Elie Patrigeon préfère rester prudent : « Ce sont des inscriptions obligatoires mais qui sont gratuites, on ne connaît pas encore le comportement du visiteur. »

Autour du Club France, il y aura toutefois un changement de décor et d'ambiance au sein du parc de La Villette. Si celui-ci s'était transformé, le temps des JO, en Parc des nations, n'accueillant pas moins de quatorze pavillons d'autres

Les travaux ont commencé quelques heures après qu'Earvin Ngapeth et ses coéquipiers ont quitté le terrain de volley-ball, auréolés de leur titre olympique. Les organisateurs ont installé un rideau acoustique pour réduire le bruit sur les terrains de goalball, agrandi l'aire de compétition et revu l'accessibilité de certains espaces. « Attention aux pieds, il y a encore des trous dans le parquet », met en garde Anya Schillumeit, responsable du site. Les tribunes ont dû être réaménagées pour laisser plus d'espace aux PMR et comptent désormais un peu moins de 7 000 sièges (contre 10 000 places pendant les Jeux olympiques pour le volley-ball).

En contrebas, un revêtement mauve estampillé « Paris 2024 » est en train d'être installé sur les terrains de boccia. Dans ce jeu, « proche de la pétanque », une rainure ou un pli sur le sol « serait catastrophique », explique Joao Gustavo Ribeiro, coordinateur technique. Santos de las Heras et Javier Mena Gil, deux ouvriers espagnols, s'attellent à la pose avec application. « On est très fiers

Pour la boccia, sport proche de la pétanque, un pli sur le sol « serait catastrophique », explique le coordinateur technique

de participer au montage des sites olympiques et paralympiques cet été. D'habitude, on travaille sur la Ligue des champions ou la Liga. La boccia, on ne connaissait pas tellement. Mais on a vu que des Espagnols vont participer, alors on est contents ! », racontent les intéressés – un autocollant de la mascotte Phryge collé sur le casque.

Dans le pavillon voisin, le terrain de goalball est presque terminé. Les derniers branchements sur la table d'arbitrage sont terminés. « On dissimule le fil électrique sous le parquet ? », s'interrogent trois responsables. Après des épreuves olympiques globalement réussies, un même souci du détail est porté aux compétitions paralympiques. Rien ne doit dépasser.

De son côté, l'organisation de Paris 2024 est formelle : aucun incident majeur n'est venu gripper la chaîne logistique des transformations, orchestrée de longue date au millimètre près. Aucun grain de sable ? Quasiment, à 400 tonnes près. Les terrains de beach-volley, situés au pied de la tour Eiffel, n'ont, en effet, pas pu être vidés en quelques jours pour céder leur place au cécifoot, une discipline proche du football pour des athlètes mal ou non voyants.

« On a donc conservé les terrains de beach-volley et installé par-dessus une sous-structure en bois puis du gazon synthétique », explique Gautier Jourdet, responsable des infrastructures pour Paris 2024. La contrainte technique s'est finalement transformée en atout : les athlètes du cécifoot se repèrent au bruit du ballon – qui comporte six grelots – et le lit de sable de 70 centimètres s'est avéré bien plus efficace qu'un échafaudage creux pour limiter la résonance acoustique. Tout est donc (presque) prêt pour accueillir le « match retour » des Jeux olympiques, plébiscité par le président du Comité d'organisation des Jeux, Tony Estanguet. ■

LOUISE LE BORGNE

# A Paris, le Club France et les fan-zones surfent sur leur succès

Les lieux de célébration espèrent profiter d'un « effet d'entraînement » après la réussite des Jeux olympiques

Non, la fête n'est pas finie à Paris ! Après leur grand succès pendant les Jeux olympiques (JO), les fan-zones accueilleront de nouveau les supporteurs lors des Jeux paralympiques, qui se dérouleront du 28 août au 8 septembre.

Si certains espaces ne seront pas reconduits – comme le Parc des champions, installé dans les jardins du Trocadéro, où étaient célébrés les athlètes médaillés de toutes nations –, d'autres seront accessibles sous de nouvelles configurations, à l'instar de l'emblématique Club France. Ce dernier, qui a accueilli quelque 600 000 personnes pendant la quinzaine olympique, ouvrira de nouveau ses portes au parc de La Villette, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, dès le 29 août, au lendemain de la cérémonie d'ouverture.

Le site, qui était *the place to be* pendant les JO, est donc passé sous la responsabilité du Comité

paralympique et sportif français (CPSF), prenant le relais du Comité national olympique et sportif français. Y seront célébrés chaque jour, de 10 heures à 2 heures, les para sportifs français médaillés ainsi que les différentes disciplines du handisport.

### Une envie de « rattrapage »

Contrairement à la période olympique, lors de laquelle l'entrée au Club France était payante, l'accès pendant les Jeux paralympiques sera gratuit sur inscription. Ce choix est motivé par le souhait de donner plus de visibilité aux athlètes paralympiques, qui restent encore largement dans l'ombre de leurs homologues olympiques. « On voulait que nos athlètes puissent rencontrer le public à travers cette célébration ouverte au plus grand nombre », explique Elie Patrigeon, directeur général du CPSF.

Malgré une superficie réduite (seuls la Grande Halle et ses alen-

sous immédiats sont maintenus, sans les grandes pelouses extérieures), le Club France paralympique a commencé à trouver son public. Il affiche déjà complet pour le samedi 31 août. Toutes les soirées de week-end sont également en passe d'atteindre la barre des quinze mille inscriptions.

La dynamique ne peut être uniquement attribuée aux concerts programmés chaque soir, au cours desquels se produiront notamment Camélia Jordana et Etienne de Crécy. « On est complètement pris par le succès des JO et de l'équipe de France olympique, c'est une dynamique très vertueuse pour nous », souligne M. Patrigeon, qui évoque un « effet d'entraînement ».

Le CPSF a enregistré près de quatre mille à cinq mille inscriptions par jour pendant la quinzaine olympique, auxquelles se sont ajoutées neuf mille autres le lendemain de sa clôture. Au total, le Club France paralympique comp-

pays, seuls ceux des Pays-Bas et de la Colombie resteront. Les autres délégations n'ont pas prévu de prolonger leurs installations. Surtout que La Villette reprendra sa saison artistique dès le 29 août.

Le défi sera, aussi, de composer avec le retour des vacanciers et la rentrée scolaire. Les organisateurs misent notamment sur une envie de « rattrapage » que pourraient ressentir certains Parisiens, qui, ayant quitté la capitale pendant les JO, pourraient regretter de ne pas avoir vécu l'engouement populaire.

### « D'autres émotions »

Ces derniers pourront également se rendre dans les fan-zones ouvertes par la Ville de Paris, de 10 heures à 23 heures et en accès gratuit. Il sera possible d'y suivre les épreuves retransmises sur grand écran, de prendre part à des ateliers d'initiation sportive ou de se prélasser dans les grands transats. Comme durant les JO.

Ces fan-zones parisiennes, implantées dans quasiment tous les arrondissements, ont attiré au total 1,5 million de personnes sur la quinzaine olympique, dont près de 25 000 par jour sur celle du parvis de l'Hôtel de ville. « Une fréquentation au-delà de nos espérances », comme le relève Pierre Rabadan, adjoint chargé des sports à la Mairie de Paris.

« On va tout faire pour que ça soit la même pendant les Jeux paralympiques, poursuit M. Rabadan. On va y voir d'autres émotions, et c'est ce qu'on essaie de faire valoir pour que l'ensemble des compétitions soit suivi, en particulier celles de l'équipe de France. » Pour la Ville de Paris, l'ambition est, en conservant un cadre identique, de « donner envie aux gens de se remettre ensemble et de partager des choses », avance M. Rabadan. Ce qui était aussi la grande réussite de ces Jeux. ■

EMMA BARETS



# Bertrand Lavier, artificier de la couleur

A Flassans-sur-Issole, la Commanderie de Peyrassol réunit une trentaine d’œuvres

**EXPOSITION**  
FLASSANS-SUR-ISSOLE (VAR)

Bertrand Lavier a l’habitude de parler de ses « chantiers ». Dans ce mot se concentrent diverses notions : sujet, travail, expérience. Plusieurs « chantiers » sont ouverts depuis ses premières créations des années 1970. Ainsi de celui de la couleur, dont l’exposition à la Commanderie de Peyrassol à Flassans-sur-Issole (Var), qui abrite le vignoble biologique Château Peyrassol et une collection d’art, réunit quelques-unes des principales réalisations, de cette période initiale jusqu’à aujourd’hui : une trentaine de pièces, de techniques et de dimensions très variées.

La plus grande, qui est aussi la plus récente, est une carcasse d’automobile Dauphine ayant perdu moteur, pneus et pare-brise, que Lavier a fait repeindre du plus étincelant bleu par un spécialiste en carrosserie, d’abord un peu surpris d’être invité à magnifier une épave. La plus ancienne est une peinture de 1978, *Mandarine par Duco et Ripolin* : deux monochromes jointifs, chacun couvert de la

couleur que ces deux fournisseurs nommaient alors « mandarine », et qui, en dépit de leur appellation commune, différaient nettement.

Entre les deux, des néons, une mosaïque, un semoir agricole changé en fontaine et des objets recouverts des épaisses touches de couleurs à l’acrylique devenues l’une des marques de fabrique de Lavier. Parmi eux, deux pianos – un Steinway chamarré et un Bechstein noir et blanc – et un extincteur vert émeraude et bleu Klein. Ces œuvres, à l’exception du semoir et de la Dauphine, sont disposées dans une unique salle très vaste. La chronologie ne joue aucun rôle dans leur répartition, ce qui est logique puisque ce sont les mêmes questions qui sont suggérées dans toutes : interrogations sur les sens, les codes et les pouvoirs des couleurs.

**Conventions et idées reçues**

Ainsi du Steinway. Il est nappé de bleu vif, et son clavier alterne des touches rouges et roses. Voilà de quoi déconcerter puisqu’un piano est très généralement, et comme le rappelle le Bechstein voisin, sombrement noir et blanc. Cette tradi-

« **La Dauphine** » (2024), de Bertrand Lavier.

COLLECTION  
BERTRAND LAVIER,  
MENNOUR, PARIS/  
COMMANDERIE DE  
PEYRASSOL/JEAN-  
CHRISTOPHE LETT/  
ADAGP, PARIS, 2024



tion va de pair avec des valeurs telles que gravité et dignité. Soit. Mais elle est récente, puisque les claviers étaient jadis abondamment ornés. Ce qui revient à dire que l’usage ou le non-usage des couleurs est déterminé par des règles admises sans discussion. Un extincteur doit être écarlate, un socle de sculpture ne saurait être que blanc, et l’orange est réputé être une teinte agressive déconseillée dans l’ameublement.

A rebours, Lavier passe de l’écarlate à sa complémentaire verte, propose un socle vermillon et accentue l’orange d’une chaise plastique. Ces modifications rendent sensible la force des conventions

et des idées reçues. On sait, du reste, que, selon les civilisations, les couleurs ont des fonctions symboliques opposées, deuil ou joie, mort ou pureté, infamie ou gloire. Aussi aurait-on tort de prendre à la légère les métamorphoses chromatiques de Lavier : leurs sous-entendus peuvent être tragiques. Le sont moins ceux qui ont l’histoire de la peinture pour référence, mais ils ne sont pas simples pour autant.

Convertir un paysage portuaire de Paul Signac en mosaïque, c’est porter la technique de la touche divisée du néo-impressionnisme à son point ultime. Mais on pourrait aussi comprendre que Signac

et ses amis, dont Seurat, revenaient à leur insu vers une pratique des couleurs qui remonte à Rome et à Byzance, ce qui est prendre l’histoire de la modernité en sens inverse.

Accrocher en majesté une aile de voiture de la gamme des Citroën Picasso, la signature dorée bien visible, et la peindre du bleu des nus bleus de Matisse, c’est associer ces deux-là, Picasso et Matisse, et ajouter Duchamp, car cette œuvre relève du ready-made. Voilà pour l’explication par l’histoire de l’art. Mais une autre est possible, sinon obligatoire : du marché de l’automobile au marché de l’art, du logo du construc-

teur à la signature de l’artiste, de l’art à ce qu’en ont fait capitalisme et consommation. On pourrait multiplier les exemples, et l’inventaire des artistes serait long, de Paul Cézanne à Frank Stella, du fauvisme à l’art conceptuel. Chaque fois, Lavier sait placer dans des formes apparemment simples et séduisantes des charges d’idées et de doutes. Elles explosent avec grâce, mais elles n’en sont que plus dangereuses. ■

**PHILIPPE DAGEN**

.....

**Bertrand Lavier. En couleur.**  
Commanderie de Peyrassol, Flassans-sur-Issole (Var).  
Jusqu’au 3 novembre. Entrée libre.

« Un témoignage énergique, poignant, vital pour les jeunes générations »

« Un hommage à l’esprit de résistance »

Le Monde

HISTORIA

Tome 1

Tome 2

Tome 3 disponible en librairie

NOUVEAU

Pour la première fois, Madeleine Riffaud raconte son histoire en bande dessinée. Un témoignage exceptionnel, puissant et nécessaire.

« AUCUNE CAUSE N'EST JAMAIS PERDUE, SAUF SI ON ABANDONNE. »

ina Le Monde HISTORIA AIRE LIBRE

Bertail – Morvan – Riffaud © Dupuis, 2024.

# Frida Kahlo dans son intimité

A Mexico, deux expositions, dont une à la célèbre Casa Azul, éclairent la vie de l’artiste, morte le 13 juillet 1954, à l’âge de 47 ans

**ARTS**  
MEXICO - correspondante

Pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la mort, le 13 juillet 1954, de son artiste la plus célèbre, le Mexique s’est attaché à présenter des aspects encore inédits de Frida Kahlo, devenue aujourd’hui une icône célébrée mondialement. La Casa Azul (« maison bleue »), dans le quartier de Coyocan, à Mexico, où Frida a vécu trente-six années sur les quarante-sept de sa vie, reste une source de connaissances sur l’artiste et sa famille. « Nous possédons dix-huit œuvres de Frida, mais, surtout, nous avons toutes les archives, que ce soit sa large correspondance, ses livres précieusement annotés, ses collections d’art populaire et pré-hispanique mexicain ou encore les photos, dont celles de son père », énumère Perla Labarthe, la directrice du musée, aujourd’hui géré par un fonds culturel, administré par la Banque du Mexique.

L’exposition « Un lieu rempli de lieux : la Casa Azul », que présente l’établissement, reconstitue ce que fut pour Frida Kahlo cette demeure de 800 mètres carrés : « Un refuge pour panser ses multiples douleurs, un foyer avec le peintre muraliste Diego Rivera [1886-1957], une déclaration idéologique de ses engagements politiques et un point de rencontre avec ses amis artistes ou militants qui venaient la visiter », ajoute la directrice. Les deux cents pièces exposées, dont environ quinze inédites, sont en grande partie issues des « trésors de la Casa Azul », ces caisses enfermées près d’un demi-siècle dans les deux salles de bains de la maison, qui n’ont été ouvertes et cataloguées qu’en 2003. Elles montrent l’enfance de Frida qui voulait devenir médecin et jouait avec un

**Cristina Kahlo, sa petite-nièce, a retrouvé des photos inédites de son aïeule à l’hôpital**

microscope ; le handicap qui l’a accompagnée toute sa vie ; son amour pour la culture mexicaine.

Une pièce est consacrée à la transformation de la maison en musée, en 1958, par le poète et muséographe Carlos Pellicer (1897-1977), sous la supervision de Diego Rivera qui l’avait imaginé comme « un musée dédié à son œuvre et qui portera son nom ». « Un tribut rendu à cette femme géniale que j’ai le plus aimée et admirée dans la vie », écrit le muraliste, en 1955.

Le Museo Casa Estudio Diego Rivera y Frida Kahlo (« musée-maison-atelier Diego Rivera et Frida Kahlo »), situé dans le quartier de San Angel et récemment réouvert au public, présente une deuxième exposition inédite, fruit du travail de sa petite-nièce, la photographe Cristina Kahlo (née en 1960), dont la grand-mère, Cristina, était la sœur cadette de Frida. « Je fais partie de la famille qui s’intéresse à l’art, pas à l’argent », précise la photographe, en référence à sa cousine Mara, qui a fait de l’héritage de Frida Kahlo un commerce des plus rentables.

Cristina a hérité de sa grand-tante des cheveux d’un noir profond et des problèmes de hanche, ce qui l’a amenée à être patiente de l’hôpital ABC, où Frida a été opérée sept fois à partir de 1950, et finalement amputée de la jambe en 1953. Elle a ainsi découvert que le dossier médical de son

aïeule était toujours dans les archives de l’hôpital, sous forme de microfilm. Cette découverte a donné lieu à une recherche muséographique pour présenter les nombreux mois de Frida dans cet hôpital et les relations intimes qu’elle entretenait avec ses médecins.

L’exposition présente ainsi le courrier entre la peintre et le docteur Leo Eloesser (1881-1976) qu’elle avait connu à San Francisco, en 1931, et avec qui elle échangeait, tant sur son état de santé que sur la politique. Dans une lettre, datant de 1936, elle demande à son *doctorcito* (« petit docteur ») de l’aider à réunir des fonds pour les républicains espagnols. De même, l’orthopédiste Juan Farill (1902-1973), à qui elle a dédié deux œuvres, a été un précieux confident de ses souffrances. « Dans son journal, Frida faisait souvent référence à ses médecins et au personnel de l’hôpital dont elle appréciait le dévouement », explique sa petite-nièce.

Cristina Kahlo a retrouvé des photos inédites de sa grand-tante dans cet hôpital : Frida peignant et fumant sur son lit, avec des livres à son chevet, ou montrant la prothèse de sa jambe amputée, qu’elle cachait d’habitude sous de longues jupes colorées. « Retrouver ces témoignages nous montre comment Frida vivait son handicap, qu’elle a tenté toute sa vie et avec succès de transcender par l’art et l’amitié », ajoute sa petite-nièce. Ces archives donnent à voir à quel point sa santé était fragile et déclina à la sortie de cet hôpital. Frida Kahlo succombera à une embolie pulmonaire, à l’âge de 47 ans. ■

**ANNE VIGNA**

.....

**Musée Frida Kahlo (Casa Azul) et Museo Casa Estudio Diego Rivera y Frida Kahlo, Mexico.**







Les descendants de Paul Ricard, réunis devant la maison familiale, sur l'île de Bendor (Var), le 23 juin 2018.

VINCENT CAPMAN/« PARIS MATCH »/SCOOP



# Dans le clan Ricard, « le groupe passe en premier »

**Successions – 5/6** – L'entreprise créée par Paul Ricard en 1932, devenue en 1975 le groupe Pernod Ricard, numéro deux mondial des spiritueux, est toujours dirigée par un membre de la famille, marquée par une première transition ratée, en 1968

Il garde toujours la lettre avec lui, soigneusement conservée dans son ordinateur. Alexandre Ricard la lit à haute voix, mais il pourrait tout aussi bien la réciter les yeux fermés. Elle porte la date d'avril 2015 et ce grand gaillard au regard impénétrable s'en souvient, bien sûr : il venait tout juste d'être nommé PDG du groupe Pernod Ricard, quelques mois avant de fêter ses 43 ans. Le plus jeune patron du CAC 40...

« Mon très cher fils, cela pourrait te sembler absurde de déclarer que c'est toi qui me fais père, bien plus que je ne t'ai fait fils... » Voilà comment commençait la missive. Une douzaine de phrases que le patron énonce d'une voix qui trahit l'émotion malgré son visage de marbre. « Pour citer Jules Renard [1864-1910] : "Un père a deux vies : la sienne et celle de son fils." Je te remercie de me faire vivre cela, cette fierté d'être le père de mon fils. »

Lorsque l'on plonge dans la saga des Ricard, on entend mille anecdotes sur les personnalités emblématiques de la famille. Sur « Alex », comme tous l'appellent, les uns et les autres se souviennent que, dès l'adolescence, il semblait s'être « autodésigné » en futur successeur. « Il s'était mis en avant tout seul », raconte ainsi sa cousine Myrna Giron-Ricard, qui le revoit à l'âge de 12 ans, « mettant un costume et une cravate » pour aller voir son grand-père, Paul

Ricard, le fondateur de l'entreprise. Mais, curieusement, jamais les cousins n'évoquent le rôle que son père, Bernard Ricard, évincé après juste trois années aux manettes, aurait pu jouer dans cette vocation précoce.

Aux Embiez, cette charmante île située en face de Six-Fours-les-Plages, dans le Var (achetée par Paul Ricard, elle sert de lieu de retrouvailles aux quelque cinquante membres du clan, et de destination pour les touristes), un petit chemin battu par le mistral mène vers la colline. A mi-hauteur, surplombant la mer, deux stèles mortuaires sont disposées côte à côte. Celles de Paul et de son second fils, Patrick, qui dirigea et développa pendant trente ans le groupe Pernod Ricard, aujourd'hui numéro deux mondial des spiritueux, avec plus de 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 18 900 collaborateurs. La sépulture de Bernard Ricard, le père d'Alexandre, elle, n'est pas là. Sur l'île, comme au siège parisien du groupe, rien ne rappelle son existence. Comme s'il avait été effacé de l'histoire officielle. Même Wikipédia a « oublié » de lui consacrer la moindre fiche. « Un banni », souligne l'un des héritiers Ricard.

Le jour de l'intronisation de son fils aux Embiez, Bernard Ricard ne figurait d'ailleurs pas parmi les invités. « Il serait souhaitable que la place d'honneur que tu m'avais réser-

vée soit occupée par ta mère », avait-il précisé en post-scriptum à sa lettre. En 2012, lors du 80<sup>e</sup> anniversaire du groupe, sur le bateau de croisière où la famille naviguait de Marseille à Barcelone, il s'était pourtant glissé parmi les convives. Lorsque Alexandre, qui n'était pas encore PDG, s'était levé pour un discours, au fond de la salle, Bernard avait regardé son fils, un léger sourire aux lèvres et les yeux brillants, ému.

Depuis quelques décennies, cet héritier au destin douloureux ne venait presque plus aux réunions de famille, hormis à quelques mariages et enterrements. Sur les photos, on ne voit jamais son visage. Dans la grande maison de la Tête-de-l'Evêque, à Signes (Var), où son père, Paul, vécut trente ans, au milieu de la pinède avec vue sur la Méditerranée, s'entassaient des centaines de portraits peints par le fondateur de ses enfants, petits-enfants et même des commerciaux du groupe. Mais pas Bernard.

## Laboratoire bricolé à domicile

Ce silence autour du « cas » Bernard s'explique en partie par le souci qu'ont les Ricard de maintenir coûte que coûte l'unité familiale, qui est, chez eux, une véritable condition de la survie. Sa cinquantaine de membres, réunie dans une SA Paul Ricard, ne détient, en effet, que 14,05 % du capital et 20,71 % des droits de vote. Autant dire que les prédateurs rôdent. Tenir les cinq branches de la famille est donc une gageure. Pour cela, les Ricard ont une magnifique statue du commandeur qui est aussi une armure : la figure flamboyante de Paul Ricard. Ce fils de négociant en vin, mort en 1997, à 88 ans, est célébré comme une icône.

A 12 ans, suivant son père dans ses tournées, le jeune garçon rencontre un bouilleur de cru en train de concocter une recette de pastis à 60 degrés dont il s'inspirera cinq ans plus tard pour se lancer dans la fabrication de son propre pastis à l'aide d'un alambic, dans un laboratoire bricolé à domicile. Ce mélange d'anis étoilé et d'anis vert teinté d'une pointe de réglisse est d'abord vendu sous le manteau. Mais, en 1932, il commercialise officiellement le Ricard en bouteille d'un litre permettant cinquante verres de pastis. Son coup de génie : créer un apéritif pour tous, alors que, jusque-là, il était réservé aux seuls fortunés. En deux mois, 250 000 bouteilles sont écoulées. Lorsque le régime de Vichy promul-

gue, en 1940, l'interdiction de produire de l'alcool, il achète le domaine de Méjanès, en Camargue, y transfère ses employés, les colle à la culture du riz et fabrique de l'essence pour la Résistance. « J'emmerde le maréchal Pétain et son gouvernement ! », tonne-t-il en parcourant son domaine.

Car Paul Ricard n'est pas seulement un entrepreneur, c'est un tempérament, un touche-à-tout, un fort en gueule pas toujours respectueux des règles. Un génie de la pub et du sponsoring, aussi, qui a voyagé aux États-Unis après-guerre pour s'initier à l'art du marketing. Avec la fabrication en masse de produits dérivés, les cendriers et les brocs jaune et bleu (les couleurs du soleil et de la mer) qu'il dessine en personne et qui sont distribués dans tous les cafés, il révèle un sens commercial indéniable. Lui-même joue volontiers les VRP, prenant l'accent marseillais ou le perdant selon les circonstances.

Il y a chez chacun des petits-enfants des photos de virées sur le *Garlaban*, le voilier de ce « papi » vénéré. Chacun a reçu de ses mains une édition reliée des *Fables* de La Fontaine, avec sa favorite, *Le Laboureur et ses enfants*, dont il répétait la morale : « *Le travail est un trésor*. » Plus de vingt-cinq ans après sa mort, ils sont encore tous pétris de ses maximes délivrées autour du saucisson toujours posé sur la table : « *Nul bien sans peine* », « *Fais-toi un ami par jour* », « *Il ne faut jamais lésiner sur tes rêves* ». Aux filles désireuses de sortir le soir, Paul ajoutait : « *Tout peut s'acheter, sauf la réputation*. »

Amoureux de la Méditerranée et de ses dauphins, il est un militant intraitable de sa préservation. Au sein de sa société, celui que tous appellent alors « patron » est bien plus social que la plupart des chefs d'entreprise de l'époque, avec ses « amicales » qui organisent des tournois de pétanque et gèrent voyages et colonies de vacances. Chez Ricard, on se targue de n'avoir jamais eu de grève. Le « patron » est aussi un autocrate. « *Un dictateur bienveillant* », résumera dans sa nécrologie le journaliste du *Monde* Michel Braudeau.

Une forte personnalité, une ascension construite à la force du poignet, le succès et la visibilité : tous les ingrédients sont réunis pour rendre la succession difficile. Surtout, Paul Ricard décide de prendre le large, alors qu'il est encore dans la fleur de l'âge, à 58 ans. Le 18 novembre 1968, il démissionne sur un coup de tête, sans préparer la suite. Dix ans auparavant, il a eu un grave accident d'hélicoptère, en compagnie de son deuxième fils, Patrick, au-dessus de sa propriété camarguaise. Il en est ressorti la mâchoire brisée, ce qui l'a empêché de parler pendant des mois. Depuis, il souffre de douloureuses névralgies. Son épouse, Marie-Thérèse, surnommée « Mirette », a décidé de s'éloigner discrètement et cette séparation a accentué son

LES RICARD ONT LE SOUCI DE MAINTENIR COÛTE QUE COÛTE L'UNITÉ FAMILIALE, QUI EST, CHEZ EUX, UNE VÉRITABLE CONDITION DE LA SURVIE



ressentiment. Exaspéré par les réglementations, en bataille permanente sur tous les fronts, le « patron » est saisi d'un ras-le-bol.

Plus tard, il reconnaîtra devant sa biographe, Marie France Pochna (*Paul Ricard, l'homme qui se ressemble*, P.A.U., 1996), ce qui, au fond, l'a poussé à quitter si brutalement la tête de l'entreprise : « *J'étais devenu terriblement agressif et ce n'était pas compatible avec les fonctions que j'assumais. Je ne parvenais plus, par moments, à étouffer ma révolte.* »

Le problème est qu'il n'a rien préparé pour sa succession. Un conseil d'administration se réunit alors en urgence à Bendor, l'autre île varoise, plus petite, que Paul a achetée à quelques brasses de Bandol. L'idée de nommer l'aînée des enfants, Danièle, 30 ans, n'est pas envisagée une seconde, bien qu'elle soit très proche de son père. Son frère Bernard, en revanche, deuxième de la fratrie mais aîné des garçons, semble un choix possible. Après tout, Paul l'a fait entrer quelques années plus tôt au sein du conseil d'administration et l'a nommé vice-président. A 29 ans, Bernard se retrouve donc propulsé aux commandes.

Ce garçon introverti n'a ni la faconde ni le charisme de son père. Même physiquement, il est un peu son contraire. Plus grand, le teint plus clair, des yeux bleus et des cheveux tirant sur le blond, il est moins méridional et, même s'il en a gardé l'accent, moins « marseillais ». Paul Ricard l'a envoyé se former en Allemagne et aux Etats-Unis ; il en est revenu avec de nouvelles idées sur le management et la diversification. C'est lui qui s'est chargé, avec d'autres hauts cadres, de l'introduction en Bourse. Il est aussi de la génération qui maîtrise l'usage des premiers ordinateurs et des outils de planification, quand Paul croit surtout à son sens instinctif du marketing.

Très vite, les premières frictions apparaissent entre père et fils. Bernard vit à Paris. Son père, resté le principal actionnaire, continue, depuis Marseille, à parler à ses fidèles et à leur donner des directives en sous-main. Devant ses visiteurs, il ne peut s'empêcher de dénigrer les décisions de Bernard pour ce qu'il considère toujours être « son » entreprise.

Les deux hommes, surtout, ne partagent pas la même vision stratégique. Alors que Bernard veut développer l'entreprise, Paul, lui, se passionne désormais pour la course automobile. Il veut utiliser les dividendes pour financer un circuit au Castellet (Var), qu'il a prévu d'inaugurer le 19 avril 1970. Au même moment, Bernard, tout à sa politique de diversification, a pris une option pour acquérir 48 % des champagnes Lanson. Il a vendu des titres et emprunté pour cela. Un emprunt ? Le patriarche s'insurge : « *Je t'ai déjà dit de ne jamais travailler avec les banques !* » Et le voilà qui traite son fils de « *stratège en chambre* ».

La maison Ricard poursuit néanmoins sa progression : de 46 millions de bouteilles vendues en 1969, elle passe à 60 millions en 1971. Paul Ricard entreprend de se rapprocher de son vieux rival, Pernod. Il propose une alliance à Jean Hémar, le propriétaire de la marque. Ce dernier réclame une option sur 34 %, de quoi détenir la minorité de blocage. Paul Ricard, de son propre chef, acte le changement de physionomie de la société dirigée par son fils.

#### Une bouteille dans le cercueil

C'en est trop pour celui-ci, qui démissionne le 29 octobre 1971. Coupant les ponts avec sa famille, il quitte la France avec sa nouvelle épouse et sa fille Pascale, née de son premier mariage. Alexandre Ricard, lui, naît sept mois après le départ forcé de son père. Il ne fera vraiment la connaissance du clan que quelques années plus tard. Lorsque Pascale retourne chez son parrain Patrick, le frère de Bernard, celui-ci est devenu le patron.

Instruit par l'échec de son aîné, Patrick Ricard procède tout différemment. Son caractère, d'ailleurs, l'incline aux compromis. Depuis l'âge de 22 ans, il a navigué dans la société, à tous les postes, de livreur à commercial. Il a aussi fait plusieurs stages destinés aux dirigeants. La fusion, en 1974, entre Pernod et Ricard, qui détenaient respectivement 25 % et 45 % du marché des apéritifs anisés, a multiplié la puissance du groupe. La mort, en 1978, de Jean Hémar, le patron de Pernod, propulse Patrick, qui devient PDG à 33 ans.

Il vient juste de se remarier avec Corinne, une jolie Versaillaise de douze ans sa cadette, rencontrée lors d'un week-end de chasse avec les Bouygues. Surprise qu'il commande un Ricard à l'apéritif, la jeune fille de 20 ans lui avait lancé, avec une pointe d'étonnement et de mépris : « *Vous buvez ça ?* » « *Oui, j'en vis* », lui avait répondu Patrick. Elle n'avait pas fait le lien avec le nom de son chevalier servant.

Avec Patrick, Paul continue de tout surveiller, regardant les rapports en surlignant les lignes de chiffres de son feutre rouge ou vert, selon que les bénéfices montent ou descendent. Son fils, cependant, sait le manier avec doigté. « *Il s'entendait bien avec son père*, se souvient Corinne Ricard. *C'était un héritier raisonné, un colérique contrôlé, introverti, ne montrant jamais ni ses émotions, ni ses sentiments, ni sa peur.* »



Paul Ricard, créateur du pastis Ricard, le 1<sup>er</sup> juin 1983. PASCAL PARROT/SYGMA VIA GETTY IMAGES



Paul Ricard offre son pastis au pape Jean XXIII, en 1961, à Rome. PASCAL PARROT/SYGMA VIA GETTY IMAGES

### LES DESCENDANTS ONT TOUJOURS L'AIR DE VACANCIERS SYMPATHIQUES ET SANS CHICHIS SIROTANT LEUR APÉRITIF

Toutes les deux ou trois semaines, le nouveau PDG va voir son père à la Tête-de-l'Évêque, où Paul continue à tester des mélanges d'alcool dans ses alambics. Là, il écoute longuement ses conseils. Jamais une publicité n'est diffusée sans l'accord de Paul. Les hauts cadres de la maison ont d'ailleurs appris à parler un langage codé : « *Est-ce que ce projet a voyagé ?* », demandent-ils avant tout lancement. Autrement dit : « *Est-ce que Paul Ricard, depuis son repaire dans le Sud, l'a vu et validé ?* »

Le 7 novembre 1997, Paul Ricard s'éteint, à l'âge de 88 ans. Aux Embiez, la foule est telle que de nombreux admirateurs suivent la messe à l'extérieur de la chapelle qu'il avait fait construire. Des employés portent le cercueil, dans lequel a été glissée une bouteille de ce pastis à son nom. Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, est présent, de même que Charles Pasqua, un ancien cadre de la maison parti en politique, qui souffle en grimpa la colline : « *Il nous aura vraiment emmerdés jusqu'au bout.* »

En poursuivant la stratégie de rachat de grandes marques de whisky, vodka ou champagne, le groupe a maintenant pris une dimension mondiale. Patrick Ricard devient un chef d'entreprise en vue. Le dirigeant cubain Fidel Castro le reçoit comme un chef d'Etat et lui permet de vendre le rhum Havana Club. En 2003, la chambre de commerce franco-américaine l'a désigné « personnalité de l'année ». Chez lui, d'élégants dîners organisés par Corinne rassemblent ministres, riches collectionneurs, actrices et grands patrons.

La vie de PDG de Pernod Ricard réclame de voyager sans cesse et de fréquenter restaurants et boîtes de nuit. Salariés et cadres doivent faire honneur aux alcools « maison » et, lors des repas d'affaires, si les vins appartenant à Pernod Ricard ne figurent pas sur la carte, la consigne est de commander du whisky ou de la vodka parmi les marques du groupe. Patrick rêve parfois de longues vacances, de week-ends de chasse et de soirées

à l'opéra. Il laisse de plus en plus la gestion à son bras droit, Pierre Pringuet, un polytechnicien, ancien conseiller de Michel Rocard, pour superviser les décisions majeures et incarner le groupe à l'extérieur.

Prépare-t-il déjà sa succession ? Son neveu César Giron, fils de Danièle Ricard, l'aînée des héritiers, pourrait y prétendre, mais Patrick ne s'entend pas toujours avec cette forte personnalité. Et puis il y a Alexandre, fraîchement diplômé de l'ESCP et de la Wharton School of Business. Si Bernard Ricard continue de se tenir à distance, Patrick reçoit souvent ses enfants, l'été, à Bendor. Il a bien vu son intérêt pour le groupe et son ambition. En 2002, l'oncle dit au neveu : « *Si tu veux vraiment rejoindre le groupe, c'est maintenant.* »

Patrick Ricard a implicitement demandé à son bras droit, Pierre Pringuet, de le former à devenir PDG. Alexandre entame donc le parcours interne suivi par les grands cadres. Directeur financier, il gère ensuite Jameson (célèbre marque de whiskey irlandais), un poste très exposé à l'international. Certes, personne n'ignore qu'il est un héritier Ricard mais il n'est pas encore établi qu'il sera le successeur.

Dauphin, Alexandre ne le devient vraiment que le jour de la mort de Patrick, à l'âge de 67 ans. Un décès brutal, le 17 août 2012, alors qu'il est à Bendor avec son épouse, Corinne. Ce jour-là, ils attendent pour dîner l'ex-ministre Roselyne Bachelot, le journaliste Franz-Olivier Giesbert et Michel Montana, le président du Mondial La Marseillaise à pétanque. « *L'après-midi, Patrick faisait la sieste dans son hamac, se souvient Corinne Ricard. Moi, j'étais au bord de la piscine. Il s'est levé, et soudain il est tombé. J'ai entendu le choc de sa tête sur les pierres autour de la piscine. Il avait fait un AVC.* »

Les Ricard se mobilisent. Patrick était leur frère, oncle, cousin, mais il était aussi le patron. Une cérémonie aussi spectaculaire que pour Paul Ricard est organisée. César Giron, le fils de Danièle Ricard, se charge de la dérogation préfectorale qui permet de l'inhumer aux Embiez, à côté de son père. A nouveau, des ministres, élus, acteurs, figures du monde économique et jusqu'au prince Albert de Monaco se pressent pour assister à la messe en plein air, sous cinq mille ombrelles blanches.

Mais il faut vite penser à organiser la suite. Danièle Ricard, l'aînée de Paul, prend la présidence de la société familiale tandis que Pierre Pringuet continuera à diriger le groupe jusqu'à sa retraite, en 2015. Il reste moins de trois ans pour organiser la succession.

Toujours, jusqu'ici, la famille s'est entendue pour taire ses éventuels désaccords et rivalités. Chaque branche n'a pourtant pas la même part du capital. Paul Ricard, pour limiter l'effet de l'impôt sur les successions, avait transmis ses parts directement à ses petits-enfants et arrière-petits-enfants nés de son vivant. Puis, chacun a acheté ou vendu selon ses besoins. La branche de Danièle Ricard est la plus puissante financièrement, mais Alexandre est le mieux placé pour accéder au poste de PDG.

« *Avant la mort de Patrick, raconte César Giron, le comité des nominations avait déjà opté pour lui. Il avait dix ans de moins que moi et un plus beau parcours que le mien. J'ai vérifié qu'il en avait envie. Il a vérifié que je n'avais pas de rancœur. Puis chacun est reparti à son travail.* » Et voilà comment, en 2015, Alexandre Ricard devient le PDG de Pernod Ricard, quarante-quatre ans après l'éviction de son père.

Avec son allure de bon vivant, son bon sens et sa ruse, César Giron ressemble aux riches propriétaires terriens des romans de Balzac. « *En tant que plus gros actionnaire au sein de la famille, il est un peu le patron du patron* », glisse un connaisseur du clan. Quand on lui demande comment se répartissent les pouvoirs et la stratégie, entre Alexandre et la famille, il répond, d'un air plein de sous-entendus : « *On parle.* » Quoi qu'il en soit, ils s'entendent. A la manière d'un pater familias, César Giron a aussi œuvré à refermer la blessure familiale ouverte en 1971 par l'éviction de Bernard Ricard. « *Il en a beaucoup souffert, tout le monde en a souffert* », reconnaît-il. Il a fait taire les rumeurs qui couraient sur des malversations financières et est de ceux qui sont allés faire le voyage à Andorre pour convaincre son oncle de revenir. C'est à lui que Bernard a fait appel pour « *mettre ses affaires en ordre* ».

#### Cultiver le sentiment d'appartenance

Depuis sa création, le groupe a bien changé. « *J'ai mis quarante ans à faire de mon nom une marque* », disait autrefois Paul Ricard. Le pastis, désormais, ne représente plus que 4 % du chiffre d'affaires ; les locomotives sont les whiskys Jameson et Ballantine's. Le fondateur voulait être servi à tous les comptoirs de bistrot français ? La France représente aujourd'hui moins de 5 % du marché mondial.

Les héritiers Ricard sont riches, mais ils ne le montrent pas. « *L'argent est un bon serviteur et un mauvais maître* », professait Paul Ricard. Quand on croise ses descendants, ils ont toujours l'air de vacanciers sympathiques et sans chichis sirotant leur apéritif. « *Ce sont des limonadiers qui ont réussi* », a résumé, un jour, le ministre démissionnaire de l'économie, Bruno Le Maire. La famille s'est attachée à ne pas laisser les dissensions l'affaiblir. « *Quand ça va mal, ils jouent collectif, l'intérêt du groupe passe en premier* », commente un proche du clan. Corinne, la veuve de Patrick, a fait les frais de cette solidarité sans faille. Dix ans après la mort de son mari, celle qui vit désormais entre le Sussex (en Angleterre) et l'Argentine, où elle possède un élevage de chevaux de polo, a voulu vendre ses parts (environ 0,5 % de la société Paul Ricard, soit près de 20 millions d'euros). Apprenant qu'elle s'était rapprochée du fonds d'investissement Elliott, une véritable opération commando a été mise en place. La famille Ricard a modifié les statuts de la société, signé une charte et imposé à Corinne les mêmes obligations qu'aux descendants de la famille. Si elle veut vendre, elle doit proposer ses actions en priorité aux héritiers Ricard. Son fils Paul-Charles, qui avait pris la place de Patrick Ricard au conseil d'administration de la société familiale, a été dans le même temps évincé, comme s'il avait fauté. Le message est clair : tout acte de déloyauté sera sanctionné.

Néanmoins, les Ricard savent bien que tout ne peut pas reposer sur la contrainte. Le plus grand danger avec les familles qui s'agrandissent est de perdre le lien et de diluer le sentiment d'appartenance. Pour y remédier, les héritiers se sont lancés dans des travaux pharaoniques sur l'île de Bendor, avec la construction de deux hôtels de luxe, de boutiques, de restaurants et d'un spa pour attirer une clientèle huppée, et ont aménagé de nouvelles maisons pour les membres du clan. L'idée est de renouer avec les vacances en commun de leur enfance et de permettre aux nouvelles générations de cousins de garder le contact.

Alexandre Ricard a conscience de la nécessité d'impliquer les plus jeunes dans l'aventure. Il organise des apéros avec ses petits-cousins pour leur parler de l'entreprise, et ils sont tous incités à faire des stages dans le groupe. Chaque année, plusieurs d'entre eux sont embauchés pour des jobs d'été aux Embiez, serveur dans les restaurants ou agent d'accueil. Deux fois par an, enfin, les Ricard se retrouvent aussi pour un séminaire interne, un moment de réflexion collective. « *Maintenant, on essaye d'écouter les non-dits des uns et des autres* », insiste César Giron. Afin d'éviter qu'une nouvelle « affaire Bernard » ne vienne à nouveau déchirer le clan. ■

RAPHAËLE BACQUÉ ET VANESSA SCHNEIDER

Prochain épisode La lignée très secrète des Wertheimer





GIULIA D'ANNA LUPO

# L'ex révélateur : « J'ai été bouleversée par mon désir »

**A nos amours – 5/6** – Certaines histoires amoureuses nous transforment à jamais, portant à la surface de notre conscience une vérité enfouie, quand nous ne voyons souvent de l'autre que ce que nous choisissons de projeter sur lui

L'obstétricien est formel. S'ils veulent enfin parvenir à concevoir un enfant, Rémy et Sandra n'ont qu'une option : retrouver tous les ex de leur vie et « accomplir à nouveau un acte sexuel avec toutes ces personnes ». La maladie dont ils souffrent porte un nom : c'est le « syndrome des amours passées ». Cette idée génialement tordue est sortie de la tête d'Ann Sirot et Raphaël Balboni, un couple de cinéastes franco-belge, pour atterrir en salle en 2023. Dans le film, Sandra et Rémy (Lucie Debay et Lazare Gousseau) dressent un « mur des ex » dans leur chambre, comme dans les commissariats de police (ou au Syndicat de la magistrature). Sous l'œil déconfit de Rémy, dont la liste des amantes plafonne à trois noms, Sandra compte, recompte, et compte encore. « Dix-neuf, vingt, vingt et un... » Les voilà partis pour cette drôle de mission.

Ce qui se dévoile, au gré de cette *fantasy comedy* à l'américaine, c'est une réflexion subtile sur ce qui nous constitue en tant qu'êtres aimants et désirants. Sandra et Rémy se perdent, puis se retrouvent grâce au ballet joyeux de ces anciens amants. Leurs ex les révèlent à eux-mêmes. « Avec ce film, ce qui nous intéressait, c'était de voir comment un couple est la somme de ce qu'il a vécu intellectuellement et affectivement dans ses histoires précédentes », disent les cinéastes dans l'appartement bruxellois d'Ann Sirot, un café à la main. On voulait que les deux personnages soient amenés à réfléchir au type d'histoires qu'ils ont construit dans leur vie. »

Sommes-nous la somme de nos amours ? Nos anciens compagnons, d'un soir ou de trente ans, peuvent-ils nous révéler à nous-mêmes ? La question tourne sans relâche dans la tête de Marthe, 33 ans, depuis sa rencontre avec Julie (prénoms changés). Cela fait treize ans que Marthe est en couple avec Sébastien. Un couple aimant, heureux, tranquille. Marthe travaille dans le secteur culturel à Paris, elle occupe des locaux partagés

avec d'autres, parmi lesquels Julie, devenue peu à peu une amie. Lorsqu'un matin, comme tous les matins, Julie pousse la porte de leur bureau, le cœur de Marthe s'emballa. Impossible de l'ignorer. Impossible de le calmer. « Mon corps s'est imposé à moi », raconte Marthe. Pendant six mois, les deux femmes vivent une histoire d'amour passionnée. « J'ai été bouleversée par mon désir. » Elle parle à Sébastien de cette liaison, qu'il accepte. Mais Julie a déjà une compagne, et préfère mettre fin à leur relation.

## « Un regard figé »

Désormais, tout est comme avant, et rien n'est comme avant. Cette amante est venue et repartie, déposant au passage une infinité de questions dans l'esprit de Marthe. Est-elle la même qu'avant ? Peut-elle continuer ainsi, avec Sébastien, comme si de rien n'était, alors qu'elle n'a plus de désir pour lui ? « Qu'est-ce qu'un couple ? », s'interroge-t-elle. Il est ma famille. Je ne l'imagine pas sortir de ma vie. Nous savons être ensemble, nous nous apportons de la tranquillité, de la douceur. » Mais, un peu à la manière d'un deuil, la fin d'une histoire d'amour nous laisse parfois avec un regard changé à jamais, comme un déplacement de tout notre être. « Quand Julie et moi nous sommes séparées, une porte s'est fermée sur quelque chose qui venait de s'ouvrir. »

C'est l'ex révélateur, celui qui amène à la surface de notre conscience une vérité enfouie. Depuis sa rupture avec Julie, il y a six mois, Marthe se débat douloureusement dans ce trouble identitaire ; ses certitudes et ses désirs vacillent. Elle ne veut pas que disparaisse celle qu'elle a été avec Julie. « Elle est comme un miroir qui me prouve que j'ai bien été cette personne », dit Marthe. Nous n'avons jamais eu d'existence sociale, nous n'avons jamais été un couple aux yeux du monde. Donc elle, et elle seule, est la preuve que cela a existé. » Nos ex sont-ils les dépositaires d'une autre version de nous-mêmes ? Gardent-ils à jamais, en eux, un secret sur nous qu'ils pourraient nous révéler, si nous allions les solliciter ? Il n'est pas certain que nous ayons

tous envie d'aller vérifier. Tatjana Bozic, elle, l'a fait, et face caméra. Quand elle avait 35 ans, la réalisatrice croate était célibataire et ne comprenait pas pourquoi. « Tous mes ex étaient dans des relations longues, et pas moi », raconte-t-elle aujourd'hui, installée dans sa cuisine à Amsterdam, aux Pays-Bas. Je me suis dit : qu'est-ce qui cloche chez moi ? Et j'ai décidé d'aller tous les voir pour leur poser la question. Au début, j'étais certaine que ça donnerait un film drôle et léger. » Le documentaire met plusieurs années à aboutir. Entre-temps, Tatjana Bozic rencontre un homme néerlandais, Rogier, avec lequel elle a un fils. Leur relation est tumultueuse et la réalisatrice décide d'intégrer leur histoire à son film. « La question est devenue : mes ex peuvent-ils m'aider à sauver mon couple ? »

Le résultat est fascinant. De Pavel, le grand amour russe qui, au bout d'une nuit de retrouvailles arrosée, la traite de « fasciste », à Jacob, l'Anglais qui semble ne pas bien comprendre ce qu'il fait là, les anciennes amours de Tatjana Bozic sont comme les pièces orphelines d'un puzzle. A la fin, dans un montage cruel, tous répètent presque mot pour mot les mêmes reproches, les mêmes souvenirs : Tatjana était larmoyante, mélodramatique, en quête d'une affection qui ne suffisait jamais. « J'ai commencé ce voyage dans l'espoir fou de trouver l'ingrédient secret pour un amour heureux », conclut-elle dans le film. Ce qu'elle y a trouvé, c'est autre chose : la compréhension que les histoires d'amour se bâtissent souvent sur un grand malentendu. Que nous ne voyons de l'autre que ce que nous choisissons de projeter en lui.

Elle a passé plusieurs années seule, après ce film. En revoyant ses ex, elle s'est aperçue qu'elle ne les connaissait pas, et qu'eux non plus. « En ce sens, dit Tatjana Bozic, nos ex sont comme notre famille. A chaque fois que je rends visite à mes proches en Croatie, ils me mettent dans la même case, celle de la petite fille que j'ai été. Mes ex, c'est pareil. Et moi aussi, j'ai sur eux un regard figé. J'aimerais désormais parvenir à voir les gens que j'aime tels qu'ils sont, et non tels que je voudrais qu'ils soient. »

Ce grand malentendu, c'est aussi ce que raconte le podcast « Ex-ologie », produit par Adila Bennedjaj-Zou pour France Culture, en 2022. En cinq épisodes qui portent les prénoms de ses ex, la documentariste explore sa vie amoureuse pour tenter d'éclairer son célibat actuel. Une « autobiographie sentimentale », comme elle définit ce travail. Mais ce que lui révèlent surtout ces retrouvailles, c'est l'incroyable écart entre ses souvenirs et les leurs. « Un des trucs sidérants avec mes ex, analyse-t-elle à la fin du podcast, c'est qu'on a des versions si différentes de la même situation que j'ai l'impression qu'ils sont sortis avec quelqu'un d'autre. » Ainsi de Julien, qui a bouleversé et obsédé Adila Bennedjaj-Zou longtemps après leur histoire. Elle a noirci des cahiers entiers sur lui, fumé un nombre incalculable de cigarettes en attendant ses appels. Bref, il occupe dans sa vie affective une place particulière. Au micro, lui ne raconte pas tout à fait la même chose. Il bredouille, se dérobe, hésite, ne se souvient plus. « Après, ça devient un peu flou », conclut-il.

## Souvenirs fabriqués

Est-ce là la grande révélation de nos ex ? Que nos souvenirs sont fabriqués ? Que la grande histoire de notre vie n'est, dans la mémoire de l'autre, qu'une banale amourette ? Peut-être vaut-il mieux ne pas aller chercher la réponse. Depuis trente ans, Cédric (prénom changé) s'interdit de taper le nom de son premier amour dans un moteur de recherche. « Elle ne m'a jamais donné de ses nouvelles, dit-il. Elle a ses raisons. Je ne sens pas le droit d'être intrusif. » Cédric a 50 ans, il est marié, père de famille nombreuse, avec un travail prestigieux et très prenant. Dès qu'il ralentit, dès que son emploi du temps lui en laisse le loisir, il convoque le souvenir de cette jeune femme : « Je revois encore ses yeux, son visage, son sourire. » Il aime sa femme, assure-t-il, d'un amour puissant et doux. Ils se comprennent sans un mot. Il veut finir sa vie avec elle. « Mais l'élan du cœur, celui qui fait soulever des montagnes, ce n'est pas avec mon épouse que je l'ai. C'est avec elle. »

Si elle est indétrônable, c'est parce qu'elle a révélé Cédric à lui-même, analyse-t-il aujourd'hui. « Elle m'a montré que je pouvais être aimé pour ce que je suis. Que je pouvais susciter de l'amour, qui plus est l'amour d'une jeune femme incroyablement belle et vivante. » Elevé dans une famille austère et maltraitante, avec une mère violente, Cédric est violé deux fois dans son enfance par un pédocriminel. Son monde est un huis clos étouffant dont il ne parvient pas à s'extraire. Elle est celle qui l'en sortira. Qui, pour la première fois, lui fera porter un regard différent sur ses proches. Pour lui plaire, il travaille d'arrache-pied, lui, le cancre, jusqu'à devenir le meilleur de sa discipline. Il commence une psychanalyse, réfléchit à sa manière d'être au monde. Elle le quitte au bout de deux ans. « Depuis, à chaque combat que j'ai gagné, à chaque examen réussi, à chaque difficulté surmontée, j'ai repensé à elle. Cela fait trente ans. Peut-être que si elle me revoyait aujourd'hui, elle apprécierait le type que je suis devenu. En tout cas, c'est l'espoir que je nourris. »

Cédric a choisi de ne pas savoir. Peut-être est-ce plus raisonnable ainsi. A confier une tâche si immense à nos anciennes amours, comment pourrions-nous ne pas être déçus ? « Ce qu'on met de soi dans l'autre est infiniment plus vaste que ce qu'on croit lui confier », écrit la psychanalyste et philosophe Anne Dufourmantelle dans *En cas d'amour* (Payot, 2009). Quelquefois c'est sa propre vie, d'autres fois c'est son âme, sa vocation, sa sauvagerie, sa misère, une dette ancestrale, c'est toujours exorbitant, une valeur passée en douce, clandestine, que l'on s'échange dès le premier regard. Pacte secret qui échappe au destinataire comme à celui qui l'envoie, chacun se chargeant de cacher le fardeau très loin en soi, à l'abri. » La plus grande révélation que pourraient nous faire nos ex, c'est sans doute celle du mystère insondable qui nous unit à eux. ■

CLARA GEORGES

Prochain épisode L'ex meilleur ami

LES HISTOIRES  
D'AMOUR  
SE BÂTISSENT  
SOUVENT SUR  
UN GRAND  
MALENTENDU



FAÇONS DE PARLER – 9/10



MAYEULE GUESPEREAU

## L'emoji, séquence émotion

Malgré leurs dehors un peu cruches et l'usage parfois frénétique qui en est fait, il faut croire que les emojis rendent le monde meilleur. Ces figures qui accompagnent quelque cinq milliards d'e-mails quotidiens ne composent pas une langue, mais rendent nos échanges plus authentiques. On leur sait gré d'introduire un peu de chaleur humaine, voire une forme d'humanité dans la froideur de la communication numérique instantanée.

Apparu en 1997, l'emoji (association d'image et d'écriture en japonais) ne pouvait naître que dans l'empire du Soleil-Levant, où exprimer ouvertement ses propres sentiments ne va pas de soi. Parmi les premiers pictogrammes figurait celui d'un homme s'inclinant respectueusement, mais d'autres, plus guillerets, sont vite apparus pour accompagner la progression fulgurante des formes de socialisation en ligne.

Peu importe la langue ou la culture, l'emoji est un élément de ponctuation qui restitue une part de la complicité et des émotions que traduisent les expressions faciales, la gestuelle ou l'intonation. Comme quelqu'un qui parlerait en vous touchant l'épaule. Un visage adressant un clin d'œil dédramatise le reproche, celui surmonté d'une auréole suggère que l'on n'en pense pas moins, et les mains jointes témoignent d'une reconnaissance sincère.

### Un homme enceint

Des études nord-américaines assurent que les habitués des sites de rencontre utilisant fréquemment des emojis dans leurs messages obtiennent davantage de deuxième rendez-vous et sont plus susceptibles d'avoir des relations sexuelles avec les personnes rencontrées.

Encore convient-il de maîtriser les codes d'un monde riche en subtilités et en chausse-trapes. Un cœur rouge exprime l'amour, un cœur orange une affection amicale, un cœur noir le soutien dans une situation difficile mais aussi l'humour vache, alors qu'un cœur vert est supposé ramener à la raison un correspondant trop insistant... Nuance. Sans compter que, dans le cadre professionnel, un simple clin d'œil à un ou une collègue risque d'être jugé inapproprié.

Se creusent aussi les différences générationnelles. Massivement adopté par leurs parents, l'emoji au visage pleurant de rire (numéro un en France comme ailleurs) est délaissé par les plus jeunes, qui s'en remettent à celui dont le visage ruisselle de larmes, en principe destiné à exprimer un profond chagrin.

Mondialement populaire, l'emoji est un enjeu culturel et politique. En 2019, alors que les tensions avec la Chine étaient au plus haut, les habitants de Hongkong ont vu disparaître le drapeau du territoire des claviers. Ailleurs, la représentation d'une femme voilée a fait beaucoup parler, comme, plus récemment, celui illustrant un homme enceint.

Le consortium Unicode dispose de la haute main sur le petit peuple des pictogrammes. Enfin, presque. Un beau jour, cet organisme privé regroupant les géants de l'Internet (Adobe, Airbnb, Google, Apple, Netflix...) a entrepris de modifier l'emoji pêche, allègrement détourné en emoji paire de fesses. A la demande générale, il a dû revenir sur sa décision. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Prochain épisode Les gros mots, un grand remède

# Du soja à toutes les sauces !

Influente cuisine japonaise – 5/6 – Omniprésente dans les plats de l'Archipel, la légumineuse révèle une richesse qui doit encore séduire les papilles françaises



Patron de la marque de sauce soja Yugeta, Yohichi Yugeta pose entre des fûts de bois dans lesquels fermente le soja, à Tokyo, le 13 mai. IANA GURENEVA

TOKYO - envoyé spécial

Quand on se rend à l'heure du déjeuner dans la fabrique de sauce soja Yugeta, dans le nord-ouest de Tokyo, on passe d'abord par la cafétéria, à l'étage, pour se sustenter. Le plateau-repas est assez éloquent. Dans une myriade de petits bols et assiettes, on découvre de l'edamame (les savoureuses fèves de soja en cosses, généralement grillées); un bouillon parfumé au miso (de la pâte de soja fermenté); du tofu (parfois décrit comme du « caillé » de soja); et même du natto (du soja fermenté dont la texture gluante désarçonne les Occidentaux). Pour assaisonner le tout, l'établissement propose une ribambelle de sauces maison, réalisées à partir de soja bio. Et en dessert ? Un sorbet blanc et doux d'une étonnante délicatesse, évidemment parfumé au soja.

L'omniprésence de la légumineuse ne tient pas au fait qu'on déjeune dans une fabrique spécialisée. Au Japon, le soja est partout. Le tofu, le miso, le natto... apparaissent dans toutes les assiettes, depuis le petit déjeuner des auberges de campagne jusqu'aux dîners des *izakaya* (les « bars à manger ») branchés de la capitale nipponne. C'est un ingrédient indispensable au pays, décliné à l'envi et consommé quotidiennement. Riche en protéines, ce substitut à la viande est aussi l'un des piliers de la cuisine végétarienne *shojin ryori* élaborée il y a près de mille cinq cents ans par les moines bouddhistes, que l'on retrouve dans certains temples ou restaurants de l'Archipel.

Dans la cafétéria de la fabrique, qui a conservé des méthodes artisanales, on est surtout surpris par le raffinement des sauces maison. Oubliez la sauce soja sucrée – une hérésie pour les gourmets japonais –, spécialement créée pour les Français au milieu des années 2000 par la multinationale nipponne Kikkoman. Les produits proposés ici à des tarifs abordables (à partir de 5 euros la bouteille) n'ont rien à voir avec les versions industrielles généralement consommées dans l'Hexagone. Certains sont d'une grande complexité aromatique, à la fois acides, amers et boisés. D'autres révèlent de savoureuses notes fumées.

« Dans notre fabrique, les sauces sont élaborées grâce à un processus de fermentation naturelle dans des fûts en bois pendant plus d'un an, explique le patron, Yohichi Yugeta, petit-fils du fondateur et fidèle aux saveurs d'origine. Nous sommes l'une des rares sociétés à vendre des sauces non pasteurisées, qui se conservent moins longtemps mais sont riches en micro-organismes. Elles sont bénéfiques pour la santé et ont une plus grande longueur en bouche. »

### Vinaigre ou condiment

Face à ces sauces, les Français sont souvent désarçonnés. « Ça ne fait pas partie de notre vocabulaire culinaire », reconnaît Fanny Fernandes, qui a quitté Béziers pour créer son restaurant à Tokyo, Cocotte Cuisine. La cheffe note que tout Japonais dispose d'une sauce soja dans ses placards, que l'on peut utiliser comme un vinaigre ou un condiment, afin de donner de la profondeur au plat : « La sauce soja peut autant agrémenter un bouillon que des pâtes *udon* ou *soba*, une macération avec de la viande ou du poisson, ou même une vinaigrette avec de l'huile d'olive. Personnellement j'en ajoute jusque dans la sauce au vin. Il faut se décomplexer ! »

Implanté en France dans les années 1980, toujours principalement utilisé pour l'alimentation animale, le soja s'est épanoui sous nos latitudes ces quinze dernières années parce qu'il est un ingrédient de base des régimes végétariens. On le renvoie encore à des préparations insipides et sans fantaisie : des blocs de tofu peu ou pas assaisonnés jouant un simple rôle nutritionnel. Parmi les chefs passionnés par le Japon, l'étoilé Julien Lemarié (Ima), à Rennes, utilise du miso et du tofu (tricolores) dans des assiettes pleines de saveurs, prouvant que le soja n'est pas voué seulement à jouer la doublure protéinée de la viande. Mais, hormis quelques grandes toques et amateurs éclairés, rares sont

nos compatriotes qui connaissent toutes les déclinaisons de la plante et savent s'en dépatouiller en cuisine.

« Ces ingrédients sains et gourmands n'ont pas pénétré le quotidien des Français », regrette Xavier Marchand. Après avoir vécu à Tokyo puis créé des restaurants à Paris, ce quadra a eu l'idée de fonder avec Thierry Maincent, autre fin connaisseur de l'Archipel, le concept store *Irasshai* au cœur de la capitale : un vaste établissement spécialisé disposant d'un comptoir, d'une cantine, d'un restaurant semi-gastronomique et d'une épicerie, le tout à côté de la Bourse de commerce, abritant la collection d'art de François Pinault. « On ne voulait pas d'un lieu snob, réservé aux spécialistes, confie-t-il. Pour nous, il fallait surtout démocratiser des produits qui intriguent. Notamment ceux dérivés du soja. » Ici, la clientèle fait ses emplettes au son de musique pop japonaise et des visiteurs poussent la porte par simple curiosité afin d'observer les linéaires colorés. L'impression est complétée par les employés qui jouent parfois les guides face aux clients désorientés, et les innombrables petits cartels expliquant de manière très pédagogique les quelque 1200 références du magasin et leur utilisation.

Le soja tient une place à part dans cette épicerie : on en trouve dans presque tous les rayonnages (y compris les sauces de Yohichi Yugeta). Une fiche rappelle la différence entre miso blanc (crèmeux, moins salé), miso rouge (le plus courant au Japon, idéal pour les bouillons), miso noir (au goût plus prononcé). D'autres éclairaient les particularités de la sauce *tsuyu* (mélant sauce soja et saké) ou de l'edamame... Des QR codes, apposés sur les étiquettes, renvoient vers des recettes. Et des ateliers de cuisine, réalisés ponctuellement, permettent de prendre en main ces ingrédients avec des professionnels.

Apprendre à dompter la légumineuse semble essentiel pour Shinobu

Namae, l'un des chefs virtuoses de Tokyo, qui a décroché trois étoiles dans son restaurant *Relais & Châteaux*, *L'Effervescence*. « Le soja domine le passé du Japon : cela fait des siècles qu'il définit nos assiettes, rappelle-t-il. Mais c'est aussi un ingrédient du futur. Dans la haute gastronomie, il s'adapte parfaitement à l'intérêt renouvelé pour la fermentation, une tendance lancée par René Redzepi dans son restaurant *Noma*, à Copenhague. On peut d'ailleurs faire du miso soi-même par fermentation des graines : j'en prépare chaque année à la maison avec mes filles. »

La salle de *L'Effervescence* est d'une élégance tout en sobriété : dans la nuit, quelques spots font émerger des tables nappées de blanc, parfois logées dans les alcôves. Shinobu Namae, disciple de Michel Bras, y délivre une gastronomie française de haute volée en trompe-l'œil. Car les plats « français » que l'on déguste puisent dans des techniques et ingrédients japonais afin de gagner en profondeur.

### Enjeu environnemental

En guise d'amuse-bouche, on découvre un bouquet de légumes colorés, tranchés finement, déshydratés, proposés avec une sauce crémeuse irrésistible, légèrement aigre, qui mêle du lait de vache à du tofu. Suit un mérou, dont les filets ont été pochés dans du petit-lait, posé sur une fine purée combinée avec du miso blanc. « A chaque fois, le soja révèle l'*umami* des autres ingrédients, assure le chef. Pour s'en rendre compte, il n'y a pas besoin de faire de la cuisine compliquée : on peut très bien cuire une patate à la vapeur et y ajouter un mélange de beurre et de miso... c'est un délice. »

Shinobu Namae rappelle que le soja a été consommé pendant des siècles pour des raisons religieuses, et que, aujourd'hui, il s'impose tout simplement parce que c'est bon, sans oublier l'enjeu environnemental : « Sur une planète qui doit réduire sa consommation de viande, c'est un allié extraordinaire. Reste à vérifier ses conditions de production : le soja que nous utilisons est local, mais il est le plus souvent importé, et, dans ce cas, il est une des grandes causes de la déforestation. » ■

LÉO PAJON

Prochain épisode Le thé

IMPLANTÉ EN FRANCE DANS LES ANNÉES 1980, LE SOJA S'Y EST ÉPANOUI PARCE QU'IL EST UN INGRÉDIENT DE BASE DES RÉGIMES VÉGÉTARIENS





en vente  
actuellement

**En kiosque**



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

## Collection

Le monde de

# Simenon



LE N°1  
**2,99**  
seulement

Dès mercredi 21 août,  
le volume n°1  
**LE PASSAGER DU «POLARLYS»**

## Nos services

### Lecteurs

**Abonnements**


Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

**Le Carnet du Monde**  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS  
DOCUMENTS CONFIDENTIELS

[WWW.SOURCEOUPR.FR](http://WWW.SOURCEOUPR.FR)





Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**✉ carnet@mpublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

## **AU CARNET DU «MONDE»**

Décès

M<sup>me</sup> Anne Gréselle,  
 Ses enfants  
 et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Elisabeth BERANGER,**  
 née **JANNY**,  
 professeure des Universités,

survenu le 10 août 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Mérignac (Gironde).

elisabeth.beranger@gmail.com

---

Paris.

Roger,  
 son amoureux,  
 Xavier, Pascal, Olivier, Gaëllanne et Damien,  
 ses enfants,  
 leurs compagnes et compagnons,  
 Tous ses petits-enfants,  
 Joëlle,  
 sa sœur  
 et sa famille,  
 Ses belles-sœurs et beaux-frères,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Gaëlle BERNARD,**  
 née **Monique BATTESTINI**,  
 chevalier  
 de l'ordre national du Mérite,

survenu le 18 août 2024,  
 à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 2 septembre, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

---

Marwan Lahoud,  
 président de l'IHES,  
 Emmanuel Ullmo,  
 directeur de l'IHES,  
 Jean-Pierre Bourguignon,  
 ancien directeur de l'IHES,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Pierre CARTIER,**

survenu le 17 août 2024,  
 à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Pilier du groupe Bourbaki,  
 visiteur éminent de l'IHES, il a marqué durablement l'histoire des mathématiques.

*(Le Monde daté du 22 août)*

---

M<sup>me</sup> Solange Caudwell,  
 sa sœur,  
 Béatrice, Valérie et Eric, Rémi et Lydie,  
 ses neveux et nièces,  
 Alice, Pierre, Mathilde, Antoine, Louise, Raphaël,  
 ses petits-neveux et petites-nièces,  
 Gabriel,  
 son arrière-petit-neveu,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Nicole CHARMANT,**  
 chevalier  
 de l'ordre national du Mérite,  
 chevalier  
 de l'ordre des Arts et des Lettres.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 août 2024, à 11 heures, en l'église Saint-François-d'Assise, à Vanves (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation le mercredi 28 août, à 17 heures, dans le caveau de famille au cimetière communal de Vanves.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

M<sup>me</sup> Solange Caudwell,  
 31, rue Mary-Besseyre,  
 92170 Vanves.

Marie-Caroline,  
son épouse,  
Timothée et Nicolas,  
ses enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Guillaume CHAZAN**,  
magistrat administratif,  
président de section  
à la Cour nationale du droit d'asile,  
survenu le 19 août 2024,  
à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu ce vendredi  
23 août, à 15 heures, au cimetière de  
Nogent-sur-Marne.

---

**Madeleine DARBEL**

nous a quittés le 21 août 2024.

Ses obsèques se tiendront le lundi  
26 août, à 11 heures, en la chapelle  
Saint-Benoît aux Deux-Alpes (Isère).

L'inhumation aura lieu ultérieurement  
au cimetière de Corneilles-en-  
Parisis (Val-d'Oise).

nicolas.darbel@free.fr

---

Ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Son frère  
Et tous ses proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Danielle de DIESBACH**,  
notre « Didi »,

survenu dans la nuit du 18 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Un hommage religieux lui a été  
rendu ce 23 août, à 10 heures,  
en l'église de Valensole, afin de  
l'accompagner vers la lumière.

---

M<sup>me</sup> Michèle Sarret-Gougenheim,  
son épouse,  
Isabelle Martin-Gougenheim et  
Thierry Martin,  
Sophie et Jean Ollé-Laprune,  
Philippe et Diana Gougenheim,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Alice, Hélène, Agathe, Suzanne,  
Clément, Siméon et Minna,  
ses petits-enfants,  
Éléonore et Diane Sarret,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**M. Jacques-Henri  
GOUGENHEIM**,  
X 52,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'ordre national du Mérite,  
commissaire en chef  
de 1<sup>re</sup> classe de la Marine,  
directeur général honoraire  
de l'UAP,

survenu le 13 août 2024.

Les obsèques ont eu lieu dans  
l'intimité familiale.

La famille rappelle le souvenir de  
leur mère et grand-mère,  
née **Gilberte WEILL**.

15, rue Raynouard,  
75016 Paris.  
famillegougenheim@gmail.com

---

Un ange est passé.

**Marianne HALTER  
WEITZMANN**,

vient de s'envoler le mercredi 21 août  
2024.

Ceux qui restent n'oublieront pas  
sa lumière.

Marek Halter,  
son mari,  
Léah,  
sa fille,  
Charlie,  
sa petite-fille,  
Sa famille  
Et tous ses amis.

---

Jean-Philippe, François, Laurent et  
Romain Hisquin,  
ses fils,  
leurs compagnes  
Et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Jacqueline HISQUIN**,

survenu le 16 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Une cérémonie a eu lieu à Albert  
(Somme), ce vendredi 23 août, à 14 h 30.

Pompes funèbres Dessein et fils,  
80300 Albert.

---

Jocelyne Heudron-Perret,  
sa compagne,

a la douleur de faire part du décès,  
survenu le 15 août 2024, du

**marquis Alain  
Le CHARTIER de SEDOUY**,  
dit « Alain de Sédouy »,  
journaliste, écrivain, réalisateur.

La cérémonie à l'église et  
l'inhumation dans le caveau familial  
se sont déroulées ce vendredi 23 août,  
à 14 h 30, à Domjean (Manche).

Ses proches  
Et amis,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Marcel**  
**LEHMANN LEFRANC,**  
pupille de la Nation,  
chevalier  
de l'ordre national du Mérite et  
de l'ordre des Arts et des Lettres.

Ses obsèques auront lieu le lundi  
26 août 2024, à 15 heures, en  
l'église Notre-Dame-des-Champs,  
91, boulevard du Montparnasse,  
Paris 6<sup>e</sup>, suivies de l'inhumation dans  
le caveau familial, au cimetière du  
Montparnasse, 3, boulevard Edgar-  
Quinet, (entrée principale), Paris 14<sup>e</sup>.

Les personnes, qui souhaitent lui  
rendre hommage ou témoigner de  
leur amitié et de leur tendresse par  
une prise de parole durant la  
cérémonie, pourront le faire savoir  
le jour des obsèques au maître de  
cérémonie.

Selon la volonté du défunt, fleurs  
blanches de préférence, pas de plaques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

Paris.

Jérôme, Alain et Laurent,  
ses enfants  
Et toute sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part  
du décès de

**Jacques LEVY,**

survenu le 13 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

Une cérémonie aura lieu le 28 août,  
à 10 h 30, en la salle Bigot-Formigé  
du crématorium, du cimetière du  
Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

---

**Le Monde**

Abonnement  
**Quotidien**  
**+ numérique**

~~603,20 €~~ (prix de vente  
au numéro)

**169 €** pour

✓ Le journal et ses suppléments l  
✓ Tous les contenus numériques s

 Abonnez-vous en li

---

**A compléter et à**

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + num**  
pendant 6 mois pour **169€** au lieu de 6€

➤ **6 quotidiens + « M le magazine du Mor**  
**+ tous les contenus numériques sur le si**  
**+ les archives du Monde depuis 1944**  
**+ l'application La Matinale + plus de 2000**

**Je règle par :**  
☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société  
☐ Carte bancaire (paiement sécurisé)  
en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un

**IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ C**

<input type="checkbox"/> Maison individuelle	<input type="checkbox"/> Bad
<input type="checkbox"/> Immeuble	<input type="checkbox"/> Boîte
<input type="checkbox"/> Digicode N° _____	<input type="checkbox"/> Non

SOCIÉTÉ ÉDITEUR DU MONDE SA - 67698, AVENUE PIERRE-MÉNÉCIER  
métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Les CGV applicables à l'abonnem  
communication de vos données personnelles doivent être faites avec  
données personnelles pour les besoins de votre commande, de la rel  
nos promotions et sollicitations par voie postale, cochez cette case C  
Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifi  
des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Déléguée à la  
<https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez n

M<sup>me</sup> Annie Mermaz,  
son épouse,  
Laure et Frédéric Nastorg,  
sa fille et son gendre,  
Pierre (†) et Frédéric (†),  
ses fils,  
Jeanne, Marie, Lucie et Paul,  
ses petits-enfants  
Et toute la famille,

souhaitait faire part du décès de

**M. Louis MERMAZ,**

survenu le 15 août 2024,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Il a consacré sa vie à sa famille et  
à ses différents mandats : maire de  
Viennne, conseiller général de l'Isère,  
président de l'Assemblée nationale,  
sénateur de l'Isère.

La cérémonie religieuse a été  
célébrée le jeudi 22 août, en l'église  
Saint-Pierre de Limours (Essonne) et  
a été suivie de l'inhumation au  
cimetière de Limours.

(Le Monde daté du 17 août)

**Souvenir**

Narbonne (Aude).

Nous pensons à notre fils,

**Julien,**

disparu il y a vingt-six ans,  
à l'âge de vingt-trois ans.

Nous souvenir est toujours présent  
et nous accompagn.

Marie et Francis Rennes.

**Livres**

Agrégé et docteur en philosophie,  
**Alain Vinson**, qui a été, durant près  
de quarante ans, professeur de  
philosophie à Laon, met gratuitement  
à la disposition de ses anciens élèves  
(et de lecteurs intéressés), sur le site  
Internet : <https://www.alainvinson-philosophie.fr>, en PDF et au format A4,  
dix livres : six de philosophie  
reprénant notamment les nombreux  
articles qu'il a publiés dans différentes  
revues de philosophie) et quatre de  
nature plus littéraire (consacrés à des  
récits, des contes et des poèmes).

**ue**

**mois**

chez vous  
le site et les applications

sur : [abo.lemonde.fr/quotidien6](http://abo.lemonde.fr/quotidien6)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**Envoyer à :** Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 6

**Le Monde**

20€ (prix de vente au numéro).

»

**et les applications**

**illes de jeux en ligne.**

ditrice du Monde

appel local)

**VOUS PAR PORTEUR** Sous réserve de la possibilité

/gikig : ☐ Oui ☐ non

ux lettres :

ative ☐ Collective

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

@ \_\_\_\_\_

J'accepte de recevoir  
ou de mes partenaires

Tél. : \_\_\_\_\_

**VOUS PAR PORTEUR** Sous réserve de la possibilité

☐ Dépôt chez le

☐ Bât. N° \_\_\_\_\_

☐ Escalier N° \_\_\_\_\_

ANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124

ord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez

lient et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et

us ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos parten

du RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification,

ction des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67168, ave

politique de confidentialité sur le site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ou sur le site de la CN

Communication diverse



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et/ou par internet ceux qui souffrent de solitude, de mal-être et peuvent avoir des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants bénévoles sur toute la France.

L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre !

Choix des heures d'écoute, formation assurée.

En IdF RDV sur [www.sosamitieidf.asso.fr](http://www.sosamitieidf.asso.fr)

En région RDV sur [www.sos-amitie.com](http://www.sos-amitie.com)

**Société éditrice du « Monde » SA**  
 Louis Dreyfus

**Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication**  
 membre du directoire Jérôme Fenoglio

**Directrice de la rédaction** Caroline Monnot

**Directrice adjointe de la rédaction**  
 Régis Alix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Frédéric Pietralunga

**Directrice éditoriale** Sylvie Kauffmann

**Directrice déléguée au développement des services**  
 Bénédicte François Tovo

**Directeur délégué aux relations avec les lecteurs**  
 Gilles van Kote

**Rédaction en chef** Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jéromez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)

**Direction artistique** Emmanuel Laparra

**Photographie** Delphine Papin

**Directrice des ressources humaines du groupe** Emilie Conte

**Secrétaire général de la rédaction** Sébastien Carganico

**Conseil de surveillance** Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président



5 Arras Cedex 9

231EMQAD6M

des offres du Monde

☐ OUI ☐ NON

☐ OUI ☐ NON

nos porteurs de servir votre adresse

rdien/accueil

☐ Dépôt spécifique le week-end

48,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France

monde.fr/jogv. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la

Société Editrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos

es et/ou ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir

commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐

cation, opposition, à la portabilité des données et à la limitation

Nemo-Monde-France - 75107 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant :

www.cnil.fr



# Benjamin Huin et Brigitte Klinkert Il est temps de réparer un injuste silence mémoriel sur l'Alsace-Moselle

Les deux élus demandent un nouveau cycle mémoriel dans cette région frappée, pendant la seconde guerre mondiale, par l'enrôlement forcé de ses habitants dans la Wehrmacht

Ce 25 août, l'Alsace-Moselle commémore le tragique décret du 25 août 1942 par lequel l'Allemagne nazie enrôlait de force les Alsaciens-Mosellans dans ses forces armées. Au total, ils sont 134 000 à avoir été enrôlés malgré eux dans l'armée allemande après l'annexion de fait. Parmi ces incorporés de force, 20 000 furent portés disparus dans les camps soviétiques (dont le tristement fameux camp de Tambov), 30 000 furent blessés, 40 000 furent tués. Parmi les survivants, beaucoup ne revinrent dans leur famille qu'après 1945, après un long et éprouvant périple. Le dernier ne revit l'Alsace qu'en 1955, soit dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale.

Alors que 2024 et 2025 marquent le 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement puis de la Libération, il est temps d'ouvrir un nouveau cycle mémoriel en Alsace-Moselle. Ce dernier doit tout d'abord passer par un temps de connaissance de l'annexion de fait et de l'incorporation de force, trop méconnues. Cet enseignement doit concerner les plus jeunes. Nous proposons que l'annexion de fait et l'incorporation de force soient inscrites dans les programmes et donc les manuels scolaires de 3<sup>e</sup> et de terminale, lorsque la seconde guerre mondiale est étudiée.

Dans une dimension européenne, un parallèle pourra être fait avec les *Zwangssoldaten*, ces Belges des cantons de l'Est également incorporés malgré eux dans la Wehrmacht, ou encore les enrôlés de force au Luxembourg. En un mot : l'incorporation de force doit être un passage obligé des enseignements d'histoire. Ce temps de connaissance doit aussi être un temps de diffusion et de débat au sein de la population alsacienne et mosellane. En ce sens, l'Etat pourrait soutenir toutes les initiatives organisées par les collectivités ou les associations visant à mieux faire connaître l'incorporation de force et à favoriser un processus mémoriel actif de ce drame.

**Visibilité dans l'espace public**  
Le cycle mémoriel doit ensuite passer par une visibilité dans l'espace public. L'hommage de la Nation aux incorporés de force doit être visible en permanence et par tous. Aussi, nous proposons qu'une plaque soit déposée aux Invalides en la mémoire de tous les incorporés de force. En Alsace-Moselle, des plaques pourraient être déposées devant le dernier domicile des incorporés de force victimes malgré elles de la folie guerrière nazie, avec un soutien financier fort à destination des communes s'engageant dans cette démarche mémorielle.

**Brigitte Klinkert**, ancienne ministre, est questeuse de l'Assemblée nationale, députée (Ensemble) du Haut-Rhin ; **Benjamin Huin**, maire (sans étiquette) de Zimmerbach (Haut-Rhin)

## L'INCORPORATION DE FORCE DOIT ÊTRE UN PASSAGE OBLIGÉ DES ENSEIGNEMENTS D'HISTOIRE

Dans une dimension européenne, une plaque pourrait être apposée à l'entrée des cimetières européens où reposent des incorporés de force pour signaler la présence de leurs tombes et expliquer ce que fut l'incorporation de force. Ces démarches mémorielles s'inscriraient dans la droite ligne de l'hommage rendu par le président Nicolas Sarkozy, qui avait déclaré à Colmar le 8 mai 2010 que *« Les "malgré-nous" ne furent pas des traîtres, mais, au contraire, les victimes d'un véritable crime de guerre »*. Par leur caractère européen, elles contribueraient également à renforcer la mémoire et donc l'identité européennes.

L'action mémorielle en Alsace-Moselle ne peut se limiter à la seconde guerre mondiale et doit également concerner la première guerre mondiale. En effet, entre 1914 et 1918, environ 380 000 Alsaciens-Mosellans – de nationalité allemande depuis la défaite de 1870 et le traité de Francfort de 1871 – ont combattu sous l'uniforme allemand, celui des *Feldgrauen*. Parmi eux, 37 500 sont morts. Leur sort tragique est hélas systématiquement passé sous silence alors qu'ils furent eux aussi victimes de la première guerre mondiale. Il est donc temps de réparer un injuste silence mémoriel.

Ainsi, nous proposons qu'avant les prochaines commémorations du 11 novembre, un hommage national soit rendu aux Alsaciens-Mosellans blessés ou tombés sous l'uniforme des *Feldgrauen* pendant la première guerre mondiale. Nous demandons également que le message ministériel lu dans chaque commune mentionne la situation des Alsaciens-Mosellans allemands pendant la première guerre mondiale ou, a minima, qu'il soit adapté en Alsace-Moselle. En effet, aujourd'hui, le message lu par les maires est le même partout en France, d'Hendaye à Menton, de Cerbère à Dunkerque. Si cette uniformité est compréhensible – la Nation tout entière devant commémorer ensemble, au même moment, le sacrifice héroïque des poilus, l'horreur du premier conflit mondial ainsi que l'armistice –, elle ne correspond pas à la réalité historique alsacienne et mosellane et ne contribue donc pas au profond travail mémoriel qui doit être fait. De même qu'hier Aimé Césaire, notre choix est fait. *« Nous sommes de ceux qui refusent d'oublier. Nous sommes de ceux qui refusent l'amnésie même comme méthode. »* ■

## CONTRE LA MPOX, L'URGENCE VACCINALE POUR L'AFRIQUE

### ÉDITORIAL

Une semaine après l'enregistrement d'un cas de mpox en Suède, le premier du nouveau variant hors d'Afrique, un autre cas a été décelé en Thaïlande, jeudi 22 août, sur un Européen arrivé d'Afrique. Il s'agit de cas très isolés et le risque de pandémie est limité, mais l'irruption en Asie de la mpox, la variole du singe autrefois appelée monkeypox, doit servir d'avertissement aux pays qui ont les moyens d'aider l'Afrique à maîtriser l'épidémie. Le moment est venu d'une fourniture massive de vaccins à ceux qui en ont besoin. L'accélération de la propagation de cette maladie contagieuse sur le continent africain a conduit l'Organisation mondiale de la santé, le 14 août, à déclarer la mpox « *urgence de santé publique de portée internationale* ».

L'agence de santé de l'Union africaine, Africa CDC, a constaté en 2024 une augmentation de 160 % par rapport à 2023, soit 18 910 cas et 518 morts dans 13 pays africains. Particulièrement touchée, la République démocratique du Congo (RDC) recense à elle seule 96 % des cas et 97 % des morts.

La propagation hors d'Afrique d'un précédent variant en 2022 avait pu être contrôlée grâce à la mobilisation rapide des tests, des traitements et des vaccins. L'épidémie actuelle est de nature différente. Alors que l'épisode de 2022 hors d'Afrique avait surtout affecté la communauté gay et bisexuelle en raison de la prédominance du mode de transmission par voie sexuelle, le virus qui fait des ravages en RDC est plus létal et touche surtout les enfants. En outre, un nouveau variant circule depuis septembre 2023 parmi les travailleuses du sexe dans le Sud-Kivu.

La bonne nouvelle est qu'il existe un vaccin efficace contre la mpox. La mauvaise nouvelle pour l'Afrique est que seuls deux laboratoires le produisent : le danois Bavarian Nordic, dont le vaccin MVA-BN a été approuvé par la plupart des autorités de santé dans le monde, et le japonais KM Biologics, dont le LC16 est moins répandu. La plupart des vaccins et traitements ont été précommandés par les pays riches.

C'est un schéma malheureusement familier. La pandémie de Covid-19 a laissé

un douloureux souvenir aux pays du Sud, qui ont vu les pays riches accaparer les vaccins qu'ils avaient réussi à produire alors que le virus mortel se propageait sur la planète.

Le directeur d'Africa CDC, Jean Kaseya, estime que 10 millions de vaccins sont nécessaires d'ici à fin 2025 pour venir à bout de l'épidémie. Il a pris contact avec Bavarian Nordic, qui lui a dit que l'objectif n'était pas impossible à atteindre. Dans l'immédiat, les espoirs du docteur Kaseya reposent d'abord sur les dons aux pays les plus touchés, effectués au nom de l'urgence humanitaire : l'Union européenne s'est engagée à fournir 215 000 doses de vaccin, la France 100 000, les Etats-Unis 50 000.

A moyen terme, ce n'est pas suffisant. Il faut tirer les leçons de la pandémie de Covid-19 sur un indispensable partage plus équitable des outils de santé, en faisant appel à des organisations telles que l'Accélérateur ACT, créé dans le cadre de la pandémie et qui réunit des chefs d'agence de santé et des experts, ou la GAVI, alliance qui œuvre pour accroître l'accès aux vaccins à l'échelle mondiale. Cela passe aussi par des aides financières à l'achat des vaccins et à la logistique, et par des transferts de technologie qui vont permettre la production des vaccins sur le continent africain. Cela repose avant tout sur la volonté de ne pas reproduire les erreurs du passé. ■

# William Marx Avec le pape François, la littérature entre en religion

Publiée le 4 août, la « Lettre du Saint-Père sur le rôle de la littérature dans la formation » constitue « un événement considérable », selon le professeur au Collège de France

Souvent, dans l'ennui des vacances, dans la chaleur et la solitude de certains quartiers déserts, trouver un bon livre à lire devient une oasis qui nous éloigne d'autres choix qui ne nous feraient pas du bien. » Cet excellent conseil n'aurait pas surpris dans la bouche de Bernard Pivot ou d'Oprah Winfrey. Il ouvre pourtant l'insolite « Lettre du pape François sur le rôle de la littérature dans la formation », publiée en pleins Jeux olympiques et passée presque inaperçue.

Le texte pontifical n'en constitue pas moins un événement considérable pour tous les amoureux de la littérature. S'il s'adresse par vocation au monde catholique, sa portée va bien au-delà du problème initialement visé de la formation sacerdotale. Les responsables éducatifs, y compris dans l'enseignement laïque, y trouveront de quoi méditer utilement. J'en recommande la lecture au futur ministre de l'éducation. Que l'Eglise catholique s'intéresse à la littérature n'est pas nouveau. On se souvient de l'« Index des livres interdits » mis en place après le concile de Trente (1545-1563) et aboli en 1966 seulement : Stendhal et Hugo y côtoyaient Sand et Flaubert.

François, en un geste dont il est coutumier, renverse la perspective traditionnelle. La lecture des grands textes poétiques et romanesques, écrit-il, est à la base de toute éducation. La littérature oblige à écouter la voix d'autrui, elle permet de découvrir

d'autres cultures, d'entrer dans d'autres existences que la sienne propre, elle invite au « *décentrement* » et à l'empathie, elle répare l'« *incapacité émotionnelle* » dont souffre le monde moderne et l'enfermement de chaque individu dans sa bulle obsessionnelle.

Le cinéma et les médias audiovisuels n'en font-ils pas autant ? Sans doute, répond le pape, à ceci près que la littérature agit avec une efficacité incomparable. On peut lire en toute situation, sans technologie coûteuse. C'est l'art le plus démocratiquement accessible, car il s'agit d'un art « *pauvre* », terme qui n'a rien de péjoratif pour celui qui a placé son pontificat sous le patronage du saint d'Assise.

L'œuvre littéraire, qui n'est faite que de mots, de style et de symboles, exige du lecteur qu'il lui insuffle sa propre imagination et qu'il exerce ses propres pouvoirs de création et de représentation. Extraire des livres les richesses qu'ils contiennent oblige l'esprit à développer ses propres forces. Alors que les autres médias peuvent se contenter d'une relative passivité, la lecture demeure fondamentalement active.

### Eloge de la complexité morale

Aucun de ces arguments n'est vraiment neuf. On les trouve déjà chez Aristote, Hegel, Valéry, Rilke, Cassirer ou Eliot. Le nouveau, c'est de les voir revêtus de l'autorité pontificale. En 1999, dans une *Lettre aux artistes*, Jean Paul II invitait les créateurs à trouver dans le christianisme la source de leur inspiration. Il définissait une « *forme authentique d'art* », qu'il opposait aux formes inauthentiques, autrement dit d'inspiration non religieuse. En séparant le bon grain de l'ivraie, son message s'inscrivait dans la droite ligne de l'« Index ».

Rien de tel chez François. Ce ne sont pas les œuvres édifiantes qu'il recommande de lire, mais toute la littérature sans exception, même quand elle serait susceptible de choquer les croyants et de provoquer leur consternation. En héritier d'Ignace de Loyola, le pape jésuite considère la fiction comme un « *exercice spirituel* » qui réveille le sens moral du lecteur. Les émotions négatives sont le signe que le bon esprit agit.

La littérature est un « *gymnase du discernement* ». Mieux que la philosophie et que les textes de nature analytique, elle apprend à reconnaître « *l'inutilité*

et peut-être même l'impossibilité de réduire le mystère du monde et de l'être humain à une polarité antinomique vrai/faux, ou juste/injuste ».

Sous la plume d'un pape, ces paroles sont fortes, voire révolutionnaires. Elles vont contre la tradition de censure de l'Eglise, mais aussi, c'est presque plus étonnant, contre les lectures inquisitoriales modernes pratiquées sur les campus au nom de la politique et de l'idéologie. Pourtant, cet éloge de la complexité morale de la littérature ne fait que revenir aux sources de la théologie catholique : à Basile de Césarée, qui exhortait les chrétiens à lire la littérature païenne, ou à Thomas d'Aquin, qui voyait dans la métaphore poétique le seul moyen d'exprimer l'infini du divin.

Contre toute attente, le souverain pontife cite non pas le gratin de la littérature catholique, Dante, Hopkins ou Bernanos, mais Proust, Celan et Borges, qu'il connut personnellement en Argentine. Dans un moment proprement sidérant, il va jusqu'à reprocher à Cécile de dénigrer l'art littéraire au nom de la foi. Comme si la religion de la littérature, changeant de camp, était passée à Rome ! Peut-on croire plus que ce pape dans les pouvoirs de la littérature, dans laquelle il reconnaît « *la tâche première confiée par Dieu à l'homme : celle de "nommer" les êtres et les choses* » ?

Alors que paraissait la lettre, des prélat s'insurgeaient contre un épisode de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, interprétée, à tort, comme une parodie de la Cène. Ils auraient difficilement pu se montrer plus éloignés de la hauteur spirituelle et intellectuelle à laquelle s'élève François. On rêve que d'autres chefs religieux sachent s'inspirer de ce don exceptionnel d'intelligence et d'ouverture à tout ce qui fait l'humanité. Apollinaire le disait déjà en 1913 : « *L'Européen le plus moderne, c'est vous, Pape Pie X.* » Il n'y a qu'un nom à changer. ■

**William Marx** est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Littératures comparées. Dernier livre paru : « *Un été avec don Quichotte* » (Equateurs, 240 p., 14,50 €)